



Conception et Construction du pôle gériatrique de Lunel – 156 lits USLD et EHPAD

Marché Global Sectoriel de Conception et Réalisation

Affaire n°22A0237

Etabli en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, modifié par le décret n°2019-259 du 29 mars 2019

Procédure avec négociation en application de l'article L2124-3 et des articles R2124-3 3°, R. 2131-16 à 18, et R. 2161-12 à 20 du Code de la Commande Publique

La consultation aboutira à un marché global sectoriel de conception-réalisation conformément à l'article L.2171-5 du Code de la Commande Publique.

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Mars 2023

Maître d'ouvrage

Centre Hospitalier de Lunel
141, Place de la République
34403 LUNEL



*Assistant Technique Maître
d'Ouvrage*

A2MO Montpellier
375, Rue Saint-Sauveur
34980 Montferrier sur Lez



Pouvoir adjudicateur (acheteur)

**Centre Hospitalier Universitaire de
Montpellier**
191, avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5



TABLE DES MATIERES

1	PREAMBULE :	7
2	DISPOSITION GENERALES	9
2.1	Définitions	9
2.2	Parties et intervenants à l'opération	9
2.2.1	Organisation du Titulaire	10
2.2.2	Personnes concernées par l'opération	14
2.3	Objet du Marché	19
2.3.1	Dispositions générales	19
2.3.2	Missions à la charge du Titulaire	19
2.4	Pièces constitutives du Marché	21
2.4.1	Pièces particulières	21
2.4.2	Pièces générales	22
2.4.3	Pièces contractuelles postérieures à la notification du Marché	22
2.5	Obligations de résultats	23
3	CONCEPTION ET REALISATION DANS LE CADRE DU MARCHE GLOBAL SECTORIEL	24
3.1	Données relatives au site	24
3.1.1	Risques géologiques et géotechniques	24
3.1.2	Risques de pollution	24
3.1.3	Plan de sécurité des établissements (PSE)	25
3.1.4	Vestiges à caractère archéologique, historique et artistiques, trouvés sur le chantier	25
3.1.5	Dégradations causées aux voies publiques	25
3.1.6	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	25
3.1.7	Mise à disposition des Terrains/ Garde des terrains	25
3.2	Ordres de Service	26
3.3	Décompte des délais et forme des notifications	26
3.4	Coordination	27
3.5	Direction des travaux	27
3.6	Prix et évaluation des ouvrages – Avance – Variation dans les prix – Règlement des comptes	28
3.6.1	Prix et mode d'évaluation des ouvrages	28
3.6.2	Variation du prix	31
3.6.3	Règlements des comptes	32
3.6.4	Délai et modalités de paiement	37
3.6.5	Ouvrages, travaux et prestations intellectuelles non prévus	38
3.6.6	Augmentation de la masse du Marché	40
3.6.7	Diminution du montant des travaux du Marché	41

3.6.8	Décompte général – Solde	41
3.7	Délai d'exécution – Pénalités et retenues	42
3.7.1	Délais d'exécution des prestations et des travaux	42
3.7.2	Prolongation du délai d'exécution	45
3.7.3	Pénalités	48
3.8	Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et des produits	54
3.8.1	Provenance et qualité des matériaux et produits	54
3.8.2	Vérifications, essais et épreuves	55
3.9	Etudes de conception	56
3.9.1	Etudes de conception soumises à l'avis du Maître d'Ouvrage	56
3.9.2	Demandes d'autorisations administratives	58
3.10	Etudes préalables à l'exécution des travaux	58
3.10.1	Etudes d'exécution et de synthèse	58
3.10.2	Vérification des études d'exécution et de synthèse	59
3.10.3	Composants, techniques ou procédés de mise en œuvre non traditionnels	60
3.11	Implantation des ouvrages	60
3.11.1	Piquetage général	60
3.11.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	60
3.12	Marquage du chantier	60
3.12.1	Affichage	60
3.12.2	Palissade pour la protection des installations de chantier	61
3.12.3	Signalisation	61
3.12.4	Police de chantier	61
3.13	Préparation, coordination et exécution des travaux	62
3.13.1	Dispositions générales	62
3.13.2	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	63
3.13.3	Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail	65
3.13.4	Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	66
3.13.5	Organisation, Hygiène et Sécurité des Chantiers	66
3.13.6	Sujétions résultant de l'utilisation du domaine public	68
3.13.7	Sujétions résultant de l'intervention des concessionnaires de réseaux	68
3.13.8	Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier	68
3.13.9	Réunions de chantier	68
3.13.10	Cahier de chantier	69
3.13.11	Dossier photographique du chantier	69
3.13.12	Visites de chantier	69
3.13.13	Gestion des déchets de chantier	69
3.14	Contrôle et réception des travaux	70

3.14.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	70
3.14.2	Réception partielle et réception totale.....	70
3.14.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	74
3.14.4	Formations après exécution	74
4	GARANTIES ET ASSURANCES	75
4.1	Assurances exigées du Titulaire du Marché Global Sectoriel de conception-réalisation....	75
4.1.1	Police Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison ou réception)	75
4.1.2	Garantie décennale des ouvrages soumis à l'assurance décennale.....	77
4.1.3	Dommages relevant de la Garantie de parfait achèvement d'un an après réception.	78
4.1.4	Responsabilité professionnelle des Fabricants d'Elément pouvant Entraîner Responsabilité Solidaire du Poseur avec l'Entrepreneur (EPERS).....	78
4.1.5	Garantie des dommages aux biens du Titulaire et à ses ouvrages	79
4.1.6	Garantie des ouvrages de Génie Civil	80
4.1.7	Attestations d'assurance.....	80
4.1.8	Absence ou insuffisance de garantie	80
4.2	Assurances souscrites par le maître d'ouvrage	81
4.2.1	Assurance Dommages Ouvrage souscrite par le maître d'Ouvrage.....	81
4.2.2	Contrat collectif de Responsabilité décennale.....	81
4.2.3	Assurance Tous Risques Chantier	81
4.2.4	Portée des assurances souscrites	82
4.3	Effet de la réception des travaux.....	82
5	EVOLUTION ET FIN DU MARCHÉ.....	82
5.1	Modifications apportées au projet.....	82
5.1.1	Modifications résultant d'un changement de réglementation	82
5.1.2	Modifications proposées par le Titulaire du Marché	82
5.1.3	Modification résultant d'une demande du Maître d'Ouvrage.....	83
5.2	Résiliation du Marché	83
5.2.1	Hypothèses de résiliation	84
5.2.2	Modalités d'exécution des opérations de liquidation.....	88
5.2.3	Décompte de liquidation	89
6	DISPOSITIONS DIVERSES	90
6.1	Redressement judiciaire, sauvegarde et liquidation judiciaire	90
6.2	Mesures coercitives	90
6.3	Utilisation des résultats	92
6.3.1	Définitions.....	92
6.3.2	Concession de droits d'utilisation sur les résultats	92
6.4	Compétence juridictionnelle	96
6.5	Dérogations au CCAG Travaux	96

7	ANNEXE 1 AU CCAP : ETENDUE DES PRESTATIONS	98
7.1	Etendue de conception	98
7.1.1	Etendue des études	98
7.1.2	Etudes soumises au visa du maître d'ouvrage	98
7.1.3	Conduite des études	100
7.2	Avant-Projet Définitif	100
7.3	Demandes d'autorisations administratives	101
7.4	Autres études de conception	101
7.5	Conduite des études	101
7.6	Execution des travaux	102
7.6.1	Installations de chantier	102
7.6.2	Calendrier détaillé d'exécution	102
7.6.3	Direction et surveillance des travaux	103
7.7	Modification de la consistance des travaux	103
7.8	Ordre de service	104
7.9	Gestion du contrat	104
7.9.1	Vérification des projets de décomptes	104
7.9.2	Vérification du projet de décompte final	104
7.10	Réception des ouvrages	104
7.11	Dossier des ouvrages exécutés	105
7.12	Garantie de parfait achèvement	105
7.13	Attestation de conformité	105
8	ANNEXE 2 AU CCAP : GESTION DE LA DEMATERIALISATION DES FACTURES	106
8.1	Objet	106
8.2	Parties concernées	106
8.3	Modalités	107
8.3.1	Le Maître d'Ouvrage et/ ou l'ATMO	107
8.3.2	L'ATMO	107
8.3.3	Le mandataire du Titulaire	107
8.3.4	Dates de saisie des données	108
8.3.5	Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur	108
8.3.6	Ouverture et fermeture du service	108
8.3.7	Terminal d'accès au service	109
8.3.8	Conditions générales d'utilisation du service	109
8.3.9	Contrat de licence et de prestations de service	110
8.4	Facturation du service	110



Centre Hospitalier de Lunel (34)

Construction du pôle gériatrique de Lunel – 156 lits USLD et EHPAD

8.5	Tarification du service.....	110
8.6	Conditions générales	111

1 PREAMBULE :

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code de la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- CHU de Montpellier,
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-Bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- CH de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion de modifications de marchés, décision de résiliation).

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT, dans le cas présent le CH de Lunel. L'exécution du marché couvre son régime financier (La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, la gestion de la sous-traitance...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme Acheteur renvoie à la notion de Pouvoir Adjudicateur (CHU de Montpellier, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron »). La Maîtrise d'Ouvrage reste de la responsabilité de l'établissement pour lequel l'opération est réalisée, à savoir le CH de Lunel.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent :

Conception et Construction du pôle gériatrique de Lunel – 156 lits USLD et EHPAD

Les prestations objet du présent marché sont les suivantes :

Etudes de conception et d'exécution conformément aux articles D2174-4 à 14 du code de la commande publique :

- Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS+, rendu de la consultation) et Etudes d'Avant-Projet Détaillé, y compris établissement des demandes et déclarations nécessaires relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire ainsi

que l'assistance apportée au Maître d'Ouvrage au cours de leur instruction, jusqu'à leur obtention ;

- Etudes de projet (PRO) ;
- Etudes d'exécution (EXE) ;
- Examen de la conformité au projet et visa (VISA) ;
- Direction et le suivi de l'Exécution du contrat de Travaux (DET)
- Essais et mises en service, opérations préalables à la réception du titulaire (AOR), établissement du dossier des ouvrages exécutés (DOE),
- Suivi de la garantie de parfait achèvement (GPA).

Missions complémentaires :

- Etudes de Synthèse (SYN) ;
- Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) ;
- Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) ;
- Etablissement des fiches Interface Equipement Bâtiment (IEB) ;
- Mise à jour des fiches IEB (Interfaces Equipement Bâtiment) en groupe de travail avec le Maître d'Ouvrage ;
- Signalétique
- Responsable du projet au titre de la réglementation DT (Déclaration de Travaux) – DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux).

Etudes diverses :

- Etablissement de dossiers complémentaires, autres que ceux qui l'ont été au stade des études d'avant-projet, exigés pour autoriser la réalisation et l'exploitation de l'ouvrage, ainsi que l'assistance apportée au Maître d'Ouvrage pour la présentation desdits dossiers et au cours de leur instruction (étude au cas par cas, dossier loi sur l'eau, dossier de déclaration ICPE, notamment) ;
- Etudes géotechniques G2, G3 ;
- Etudes de Simulation Thermique Dynamique (STD) en phases de conception ;

Travaux :

- La construction du bâtiment en état de parfait fonctionnement ainsi que de tous ses équipements dissociables et indissociables prévus aux Tomes Fonctionnel, Technique, Fiches de spécifications Techniques par Local et tableau des équipements comme définis par le Programme Technique Détaillé et ses annexes, notamment :
- Travaux tous Corps d'Etat :
 - Fondations, infrastructures et superstructures ;
 - Charpente – couverture – étanchéité ;
 - Revêtements de façade ;
 - Second-œuvre (cloisonnement, faux-plafonds, revêtements de sol, menuiseries intérieures et extérieures, peinture et revêtements muraux, ...) ;
 - Equipements techniques (courants forts (CFO) et faibles (CFA), SSI, Chauffage – Ventilation – Climatisation (CVC) – Plomberie Sanitaire, liaisons verticales, automatisme GTB-GTC ;
 - Fluides Médicaux.
- Travaux de voiries et réseaux divers ;
- Equipements de cuisine et de buanderie ;
- Rails lève-malades.

2 DISPOSITION GENERALES

2.1 Définitions

Au sens du présent cahier des clauses administratives particulières, sont désignés :

- « Ouvrage » : Pôle gériatologique de Lunel
- « Titulaire » : Titulaire du Marché ou Groupement momentané de concepteurs/ réalisateurs attributaire par le pouvoir adjudicateur du marché global sectoriel avec le Maître d'Ouvrage, représenté par son mandataire ;
- « Concepteur » ou « maître d'œuvre » ou « équipe de maîtrise d'œuvre » : Membre(s) du Titulaire en charge des phases Études définies aux articles du présent CCAP ;
- « Assistant du maître d'ouvrage » (AMO) ou « Assistant technique du maître d'ouvrage » (ATMO) : Personne physique ou morale qui, pour sa compétence, est chargée par le pouvoir adjudicateur, de contrôler l'exécution du marché et de proposer sa réception et son règlement.

Les cocontractants au sein du Titulaire sont cotitulaires du marché et l'expression « le titulaire » désigne – sauf indication contraire précisant que la disposition s'applique au seul mandataire – l'ensemble des membres du Titulaire.

Le mandataire du Titulaire est, à cet égard, réputé disposer de pouvoirs suffisants pour prendre immédiatement toutes décisions engageant le Titulaire.

Au sens du présent cahier des clauses administratives particulières :

- La notification est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. La date et l'heure de réception qui peuvent être mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.
- L'ordre de service est la décision du Maître d'Ouvrage ou de l'assistant à maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

2.2 Parties et intervenants à l'opération

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (désigné sous le vocable « CCAP » dans le présent document), et des pièces contractuelles qui y sont identifiées, ont pour objet de déterminer les droits et obligations des parties cocontractantes telles qu'elles sont identifiées dans l'Acte d'engagement.

Les pièces contractuelles ont plus largement pour vocation à déterminer les conditions dans lesquelles seront exécutées les prestations de marché global sectoriel de conception et réalisation pour la construction de l'ouvrage.

2.2.1 Organisation du Titulaire

2.2.1.1 Titulaire

Le Titulaire du présent Marché est un Titulaire dont la constitution est fixée dans l'Acte d'engagement.

Toutes les notifications et demandes relatives à l'exécution du Marché seront valablement faites au mandataire du Titulaire, quel que soit le membre du Titulaire concerné par la notification ou la demande.

Au plus tard à la notification du Marché, le mandataire du Titulaire désigne une personne physique qui représente le Titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage et Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage concernant l'exécution des prestations du Marché à la charge du Titulaire. Cette personne doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires à l'exécution du Marché.

A défaut d'une telle désignation, le représentant légal du mandataire du Titulaire est réputé assurer personnellement les missions prévues au paragraphe précédent.

Le mandataire est tenu de notifier immédiatement à la maîtrise d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du Marché qui se rapportent, pour chaque cotraitant membre du Titulaire :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- À la forme de la société ;
- À la raison sociale de la société ou à sa dénomination ;
- À l'adresse du siège de la société ;
- Au capital social de la société ;
- Et plus généralement à toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

Le mandataire et ses cotraitants sont désignés ensemble sous le vocable unique « le Titulaire » dans le présent CCAP.

2.2.1.2 Conception

Les demandes relatives à la mission de conception définie au présent Marché seront valablement faites auprès du mandataire du Titulaire.

Sans préjudice des responsabilités inhérentes à la forme du Titulaire, la maîtrise d'œuvre (les architectes et les bureaux d'études) assume les responsabilités liées à leurs compétences et à leurs missions respectives au sein du Titulaire pour l'exécution du Marché, notamment en ce qui concerne :

- La conception de l'ouvrage compris les avis du SDIS et des Commissions de Sécurité et d'accessibilité ;
- Les demandes d'autorisations administratives nécessitées par l'opération ;
- Le visa des études d'exécution qui sont effectuées le cas échéant par les autres membres du Titulaire ;
- Le contrôle de la conformité et de la qualité des travaux pendant leur exécution et pendant les opérations préalables à la réception des ouvrages ;
- Le suivi et la garantie du parfait achèvement.

L'un des Architectes de l'équipe de maîtrise d'œuvre du Titulaire sera désigné « mandataire concepteur ». A ce titre, l'Architecte désigné portera la responsabilité de la conception globale de l'ouvrage.

Il est rappelé à ce titre que le présent Marché est passé avec un groupement conjoint avec Mandataire solidaire de ses cotraitants.

2.2.1.3 Coordinateur en matière de système de sécurité incendie (CSSI)

Il s'agit d'une mission confiée au Titulaire.

La mission CSSI a pour objectif de mettre en cohérence le Système de Sécurité Incendie nécessaire pour la réalisation du projet.

Elle s'établit en 2 temps :

Etape 1 : Conception :

- Etudes de projet et des divers documents administratifs ;
- Définition des besoins en termes d'équipements SSI ;
- Contrôle des prescriptions du dossier PC et avis ;
- Contrôle des prescriptions du dossier PRO et avis ;
- Contrôle et avis sur le dossier Marché ;
- Création du dossier d'Identité SSI ;

Etape 2 : Réalisation :

- Avis sur les plans à incidence de sécurité sur SSI émis par l'ensemble des entreprises ;
- Avis sur le choix des matériels ;
- Mise au point du dossier GE2 et d'identité SSI pour le maître d'ouvrage en vue de transmission au contrôleur technique et des services de sécurité ;
- Analyse et avis des dossiers d'exécution ;
- Réunions de chantier liées au SSI ;
- Visites de chantier ;
- Essais et rédaction du PV de réception SSI ;
- Participation à la commission de sécurité ;
- Mise à jour finale du dossier d'identité du SSI ;
- Participation à la mise au point d'exploitation avec les utilisateurs ;

Dès la notification du marché, le Titulaire du marché désigne une personne physique qui représente le Coordinateur en matière de Système de Sécurité Incendie (CSSI) vis-à-vis du maître d'ouvrage et de l'assistant du maître d'ouvrage pour tout ce qui concerne l'exécution de ces prestations. Cette personne doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

2.2.1.4 Sous-traitance

À tout moment au cours de l'exécution du Marché, le maître d'ouvrage peut solliciter par ordre de service adressé au Titulaire la communication des justificatifs de la présence d'une entreprise sur le chantier.

A première demande du maître d'ouvrage, le Titulaire lui transmet une copie des contrats de sous-traitance et de leurs éventuels avenants. En outre, si le Titulaire a sous-traité sans que le maître d'ouvrage ait accepté et agréé le sous-traitant, ou s'il n'a pas communiqué, un mois après une mise en demeure, le contrat de sous-traitance, il s'expose à l'application des clauses de résiliation prévues

par le présent CCAP et, par renvoi, à l'article 50.3 du CCAG Travaux 2021. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable au maître d'ouvrage ; il ne constitue pas une pièce du Marché.

Un sous-traitant accepté, et dont les conditions de paiement ont été agréées, est tenu de l'ensemble des obligations résultant du présent Marché et applicables à raison de la nature des prestations ou travaux sous-traités. En cours d'exécution du Marché, le Titulaire demeure en tout état de cause responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

Les sous-traitants ne peuvent intervenir dans l'exécution du Marché que sous réserve de leur acceptation préalable, et de l'agrément de leurs conditions de paiement constatés par un acte spécial (formulaire DC4) signés des deux parties, conformément aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et aux articles L.2193-4 et 5 et R.2193-3 et 4 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant doit avoir en outre, le cas échéant, adressé les documents visés à l'article 3.6 premier alinéa du CCAG Travaux 2021 dans un délai d'au moins trente jours (30) précédant le démarrage de son intervention.

Conformément au CCAG Travaux 2021, le Titulaire transmettra une copie du contrat de sous-traitance au maître d'ouvrage et à son assistant.

L'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, conformément à l'article 37 du code de déontologie des architectes.

Le Titulaire transmettra mensuellement une mise à jour de la liste des sous-traitants intervenant pour l'exécution du marché.

2.2.1.5 Sous-traitance directe

La désignation d'un sous-traitant en cours de Marché doit intervenir conformément aux modalités prévues aux articles R.2193-3 à 16 du Code de la commande Publique.

Le Titulaire remet à cet effet au maître d'ouvrage, contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration indiquant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale, le n° d'identification (SIRET), le relevé d'identité bancaire et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, ainsi que le compte à créditer pour le paiement direct ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

L'acte spécial de sous-traitance devra être accompagné d'un devis détaillant la nature et le montant des prestations sous-traitées afin de vérifier que les parties essentielles du marché ne sont pas sous-traitées et que le montant de la sous-traitance n'apparaît pas anormalement bas.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du Marché du Titulaire.

Le Titulaire doit établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du Marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-3 du Code de la Commande Publique, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de

cessibilité du Marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du Marché, le Titulaire doit également joindre à la demande d'acceptation :

- Les pièces mentionnées à l'article R. 2193-1 du Code de la Commande Publique attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner visé par les articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande Publique, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, ainsi que la copie du ou des jugements prononcés si le sous-traitant est en redressement judiciaire.
- Les attestations d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale en cours de validité le cas échéant, et les attestations et certificats délivrés par les administrations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales (attestation de moins d'1 mois) et sociales (attestation de moins de 6 mois), un extrait K ou K bis RCS de moins de 3 mois, une attestation de PRO BTP et congés intempérie (ou équivalent),
- En cas d'affectation de salariés étrangers : Une liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail précisant pour chaque salarié étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Si pas de salariés étrangers : une attestation sur l'honneur certifiant qu'aucun salarié étranger soumis à autorisation de travail n'est employé par l'entreprise à ce jour et certifiant que, dans l'éventualité où l'entreprise ferait appel, pour l'exécution du Marché, à des salariés de nationalité étrangère, ces salariés seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Le Titulaire pourra remettre toute autre pièce exigible en application de la réglementation en vigueur.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un Acte Spécial (formulaire DC4) signé par le Titulaire, son sous-traitant et le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage pourra refuser d'accepter un sous-traitant ne présentant pas des capacités techniques, professionnelles ou financières suffisantes eu égard aux prestations sous-traitées, ne remplissant pas les conditions d'accès à la commande publique ou pour lequel les conditions financières proposées méconnaîtraient les termes du présent marché.

En phase travaux, un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le maître d'ouvrage l'ait accepté, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

La visite d'inspection commune conditionne l'intervention du sous-traitant sur le chantier.

2.2.1.6 Obligation des sous-traitants :

Dans le cadre des obligations définies par l'article D8222-5 du code du travail, le titulaire transmettra au maître d'ouvrage dès la notification du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation fiscale datée de moins d'un mois précédant la demande de délivrance de l'entreprise auprès de l'administration fiscale

Et, le cas échéant l'attestation de la société mère

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales datant de moins de 6 mois;

- En cas d'indisponibilité du site annuaire-entreprises, un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis ou équivalent).

Le mandataire, est chargé de veiller au respect de cette obligation par ses cotraitants et tiendra à cet effet un tableau de suivi qu'il diffusera au moins semestriellement.

Le titulaire veillera à ce que ses sous-traitants s'acquittent de leurs obligations et devra fournir au MOA les mêmes documents que pour lui-même de chacun des sous-traitants. Toute situation non conforme aux présentes clauses entraînera pour le sous-traitant concerné de fait et sans préavis :

- La suspension de l'agrément ;
- L'interdiction d'intervention sur le chantier.

2.2.1.7 Sous-traitance indirecte

La sous-traitance indirecte n'est autorisée que dans le respect des conditions prévues au CCAG Travaux 2021.

2.2.2 Personnes concernées par l'opération

Le maître d'ouvrage fait appel pour cette opération à des prestataires intellectuels, parmi lesquels un Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), un Contrôleur Technique (CT), un Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS).

D'autres intervenants, non désignés au stade de la passation du présent Marché, pourront agir au titre de cette opération à l'initiative du maître d'ouvrage.

Le Titulaire tiendra compte de ces intervenants dans l'exécution de son Marché.

2.2.2.1 Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage de l'opération est :

Centre Hospitalier de Lunel

Direction Générale

141 Place de la République

34400 LUNEL

Représenté par son Directeur Général, Bertrand VANNEUVILLE

2.2.2.2 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur de l'opération est :

Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier

Direction Générale

191, avenue du Doyen Gaston Giraud

34295 MONTPELLIER CEDEX 5

Représenté par sa Directrice Générale, Anne FERRER

2.2.2.3 Assistant Technique à Maîtrise d’Ouvrage

Le maître d’ouvrage et son pouvoir adjudicateur font appel à un Assistant Technique au Maître d’Ouvrage dénommé « Assistant Technique à Maîtrise d’Ouvrage » qui exerce une mission d'assistance générale à caractère juridique, administratif, financier et technique.

L'assistance Technique à Maîtrise d’Ouvrage est assurée par :

SAS A2MO

Agence de Montpellier

375 Rue Saint-Sauveur – 34 980 Saint-Clément-de-Rivière

Mandataire du groupement : A2MO/ BET POUREAU/ INGEBAT/ CABINET MIT/ CVS

L'Assistant Technique à Maîtrise d’Ouvrage sera, aux côtés du maître d’ouvrage et du pouvoir adjudicateur, l'interlocuteur du Titulaire pour toutes les questions relevant de la maîtrise d'ouvrage. Ses conditions d’intervention dans l’exécution du Marché sont celles spécifiées au Marché.

En cas de contradiction entre les ordres et les instructions du maître d’ouvrage/ son pouvoir adjudicateur et de son Assistant Technique à Maîtrise d’Ouvrage, le Titulaire se réfèrera aux ordres et instructions du maître d’ouvrage et de son pouvoir adjudicateur.

Il est précisé qu’aux termes du marché conclu entre le maître d’ouvrage/ son pouvoir adjudicateur et son Assistant Technique à Maîtrise d’Ouvrage, ce dernier est chargé de certaines missions administratives dévolues au « maître d’œuvre », sans préjudice des dérogations apportées au CCAG Travaux 2021, dans ledit CCAG Travaux 2021 aux articles suivants :

- Article 3.8 - Ordres de service ;
- Articles 10, 12 et 14 Gestion financière du marché ;
- Article 18 - Délais d’exécution ;
- Article 19 – Pénalités ;

Le Titulaire en tiendra pleinement compte pour l’exécution du présent marché, les avis et décisions transmis par l’Assistant Technique à Maîtrise d’Ouvrage lui étant pleinement opposables à ce titre quel que soit leur mode de transmission (courrier, compte rendu de réunion, courriel, toute autre correspondance, ...) et en particulier, les ordres de services qui seront valablement émis et notifiés par le maître d’ouvrage.

Il est également précisé que :

- Le maître d'ouvrage émettra et notifiera les ordres de service pendant l'exécution des travaux, le Titulaire devant s'y soumettre et notifier alors ses éventuelles réserves conformément aux procédures prévues par le Marché,
- L'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage n'exerce aucune mission de conception ou de travaux prévues au présent marché, et n'assume aucune responsabilité y afférent autre que celles relevant de son marché avec le maître d'ouvrage et son pouvoir adjudicateur. Le Titulaire reste donc pleinement responsable de l'exécution de l'ensemble de ses engagements contractuels, en particulier de termes de conception et exécution de travaux, nonobstant les interventions de l'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage.
- En aucun cas, la mission de l'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage ne pourra être considérée comme une immixtion dans la conception et la réalisation du Titulaire.

L'assistant technique au maître d'ouvrage est chargé, notamment, de :

- S'assurer que les études réalisées par le Titulaire sont, à tous les stades, conformes aux stipulations contractuelles du marché de conception-réalisation ;
- Vérifier l'exécution des travaux et proposer leur réception ;
- Vérifier les décomptes des prestations effectuées par le Titulaire ;
- Préparer les ordres de services à l'attention du Titulaire ;
- Assister le maître d'ouvrage lors des opérations préalables à la réception ;
- Vérifier les données des ouvrages exécutés ;
- Assister le maître d'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement.

L'intervention de cet assistant oblige le Titulaire :

- À lui fournir à titre gracieux au format papier et informatique tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- À lui fournir le programme de contrôle interne du groupement

2.2.2.4 Autres intervenants

2.2.2.4.1 CONTROLE TECHNIQUE (CT)

Les travaux faisant l'objet du présent Marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les ouvrages à construire constituent un établissement recevant du public au sens de l'article R-143-2 du Code de la construction et de l'habitation et au Code du travail.

Le Marché passé avec le Contrôleur Technique définit les droits et obligations qui lui incombent. Le Titulaire est réputé en avoir une parfaite connaissance. Il devra faciliter la mission ainsi confiée par le maître d'ouvrage.

Au titre de la mission de base de contrôle technique, et ainsi que prévu par la réglementation en vigueur, figure les missions suivantes :

- Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP : thermique, gaz, grandes cuisines.

Au titre des missions complémentaires réglementaires, et ainsi que prévu par la réglementation en vigueur, figurent les missions suivantes :

- Mission AV : relative à la solidité des avoisinants
- Mission P1 : relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
- Mission S : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme **y compris Fourniture de l'Attestation sismique,**
- Mission PS Contrôle réglementaire parasismique,
- Mission Pha : isolation acoustique pour les bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- Mission Th : relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie **y compris Fourniture de l'Attestation conformité RT,**
- Mission HAND : relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, **compris Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux (suivant articles L-111-7-4, R.111-19-16 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation),**
- Mission F : relative au fonctionnement des installations nécessaires à l'exploitation du bâtiment,
- Mission HYS : application de la réglementation relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions (mission HYSa pour les bâtiments autres qu'habitation),
- Mission GTB relative à la Gestion technique du Bâtiment
- Mission EL – VC / IN : relative à la conformité initiale des installations électriques,
- Mission PV : relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations (essais COPREC des entreprises),
- Mission RVRAT : Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux

La mission de Contrôle Technique n'est pas attribuée au moment de la rédaction du présent CCAP. L'attributaire sera porté à la connaissance du Titulaire retenu dès attribution.

2.2.2.4.2 COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

L'opération, objet du présent Marché, relève de la Catégorie I au sens de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, modifiés par le décret d'avril 2002, codifiés dans le code du travail (notamment art. L.4532-1 et s. et R. 4532-1 et s.).

L'intervention du coordonnateur oblige le Titulaire :

- A lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions, dans un délai compatible avec l'exercice de ces dernières ;
- A tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur le concernant, sauf avis contraire du Maître d'Ouvrage. Notamment, il tiendra compte de l'ensemble des dispositions inscrites dans le Plan Général de Coordination et ses mises à jour, il devra associer le coordonnateur à ses études pendant toute l'étape de conception et à son organisation de chantier ;
- A respecter à ses frais les avis et prescriptions qui lui seraient imposées, avec l'accord du Maître d'Ouvrage, par le coordonnateur dans le cadre des missions susvisées.
- À l'informer de toute intervention d'entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » (GPA)

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

La mission de coordonnateur Sécurité Santé des travailleurs n'est pas attribuée au moment de la rédaction du présent CCAP. Le nom de l'attributaire sera porté à la connaissance du Titulaire retenu dès attribution.

2.2.2.5 Quotas de Petites et Moyennes Entreprises ou Artisans

Conformément à l'article L. 2171-8. Du code de la commande publique modifié par la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et le quota fixé par l'article 2 de l'ordonnance no 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, le titulaire s'engage à confier directement ou indirectement à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans une part du montant prévisionnel du marché. Cette part ne pouvant en aucun cas être inférieure à 10% de ce montant prévisionnel, elle est mentionnée à l'AE.

A la fin du marché public, le titulaire communiquera au maître d'ouvrage un tableau récapitulant le montant global du marché public et la part qui a été confiée à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.

2.3 Objet du Marché

2.3.1 Dispositions générales

Objet : Marché Global Sectoriel de conception et réalisation (article L.2171-5 du Code de la Commande Publique)

Opération : Construction du Pôle Gériatrique de Lunel

Lieu d'exécution : Chemin du Mas de Gamundi 34400 LUNEL.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Programme Technique Détaillé (PTD) de l'Opération et ses annexes.

2.3.2 Missions à la charge du Titulaire

2.3.2.1 Missions principales

Les missions principales (conception et réalisation) font l'objet d'un contrat unique conclu avec le Titulaire. Elles comprennent :

Etape n°1 : Conception des ouvrages conformément aux pièces contractuelles & « Dépôt des autorisations administratives (permis de construire et des autres autorisations administratives):

► **Phases 1a, c et d :** Etudes de conception nécessaires à la définition et à la description de l'ensemble des ouvrages à réaliser ;

- **Phase 1a** - Mise au point de l'Avant-Projet Définitif (APD)
- **Phase 1c** - Etudes de Projet, plans et notes de calcul (PRO)
- **Phase 1d** - Etablissement des fiches IEB (Interface Equipement Bâtiment)

► **Phase 1b :** Etudes de conception nécessaires à la réalisation du dossier de demande du permis de construire et des autres dossiers de demandes d'autorisation ou de déclarations nécessités par l'opération (étude d'impact, dossier loi sur l'eau, ICPE, ... ; la conception et la mise en œuvre des prescriptions issues de l'instruction de ces études par les autorités administratives sont à la charge du groupement) ;

Etape n°2 : Période de préparation, études d'exécution, mise à jour des fiches IEB, réalisation et suivi des travaux, compris réalisation des ouvrages témoins et prototypes demandés dans le cadre du projet, contrôle d'exécution et OPR conformément aux engagements contractuels, compris garantie de parfait achèvement.

L'étape 2 comprend :

Etape 2a – TRAVAUX par corps d'état

Etape 2b – Etudes d'exécution, mise à jour des fiches IEB

Etape 2c – Suivi de la qualité architecturale et technique

Etape 2d - Suivi des travaux y compris DET-OPC, VISA sauf VISA DOE

Etape 2e - VISA DOE

Etape 2f – AOR

Etape 2g - Réception des travaux y compris DOE et formation + GPA

La phase AOR est à la charge du Titulaire et est distincte des opérations préalables à la décision de réception réalisées par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter, au stade de l'étape 1, sans indemnité, l'exécution des interventions à l'issue de chaque phase ~~et sous-phase~~ techniques d'intervention du titulaire.

La mission qui sera confiée au Titulaire répond aux dispositions des articles D. 2171-4 à D.2171-14 du Code de la Commande Publique.

2.3.2.2 Durée du Marché et délais d'exécution

Le Marché est conclu pour une durée débutant à compter de sa date de notification au Titulaire. La durée du Marché est précisée à l'acte d'engagement, qui indique les délais contractuels intermédiaires des étapes de conception (étape 1), de réalisation (étape 2) et le délai global (le délai global inclut les délais de l'étape 1 et de l'étape 2), sur lesquels le Groupement s'engage.

La notification du Marché vaut ordre d'engagement des prestations de l'Etape n° 1 et marque le point de départ du délai global de conception et de réalisation. Sauf si la notification en dispose autrement.

La durée du Marché peut être prolongée dans les cas prévus au présent CCAP.

2.3.2.2.1 LOTS – TRANCHES

Le présent Marché n'est pas alloté, et ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches.

Les travaux font l'objet d'un lot unique répartis en corps d'états selon les indications de la DPGF.

2.4 Pièces constitutives du Marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux 2021, les pièces constitutives et contractuelles du Marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seul foi :

2.4.1 Pièces particulières

1. L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - a. Annexe 2 : Répartition des tâches entre les cotraitants du Titulaire,
 - b. Annexe 3 : Calendrier détaillé d'exécution du marché,
 - c. Annexe 4 : Engagement du Titulaire envers les petites et moyennes entreprises
 - d. Annexe 5 : Acte(s) de sous-traitance,
2. La mise au point du marché (le cas échéant);
3. Le présent CCAP et ses annexes :
 - 1- Etendue des prestations
 - 2- Gestion de la dématérialisation des factures (solution EDIFLEX)
 - 3- insertion sociale
 - 4- prestations attribuées l'ATMO par le CCAG Travaux
 - 5- Attestation sur l'honneur "sanctions russes"
4. Les éventuels éléments de réponses fournis par le maître d'ouvrage/ pouvoir adjudicateur au cours de la phase de remise de l'offre pour donner suite à formalisation de questions par les Titulaires du Marché Global Sectoriel de conception/ réalisation candidats, et venant apporter des précisions sur le Programme Fonctionnel et Technique ;
5. Le Programme Technique Détaillé (P.T.D.) avec ses annexes comprenant :
 - a. Tome 1 – Programme fonctionnel ;
 - b. Tomes 2 – Programme technique ;
 - c. Tome 3 – Fiches des spécifications techniques par local ;
6. Annexe 1 à l'Acte d'Engagement : Décomposition Globale et Forfaitaire du Titulaire (DPGF)* ;

** Les quantités d'ouvrages inscrites dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) n'ont pas un caractère contractuel et, en particulier, ne représentent pas la limite supérieure des prestations dues par le Titulaire. La DPGF ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires régulièrement commandés par le Maître d'Ouvrage. Il ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché. Les quantités portées sur la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) sont calculées suivant les dimensions réelles des ouvrages, soit à l'unité, soit au mètre linéaire, soit au m² ou au mètre cube, soit en kilogramme sans aucune majoration quelconque pour déchets, chutes, coupes, foisonnement, difficultés de mise en œuvre ou d'exécution, etc.*

Le titulaire limitera au maximum les décompositions de chiffrages au forfait dans l'établissement de sa DPGF

7. L'offre du Titulaire dans son ensemble (pièces écrites, pièces graphiques et vues 3D) ;

8. L'ensemble des études nécessaires au projet (RICT, PGC, études géotechniques, étude acoustique, ...) et existantes à la date de signature du Marché ;

L'Offre du Titulaire constitue sa proposition technique et commerciale pour l'exécution du Marché.

Ses stipulations ne sont donc pas opposables au maître d'ouvrage / Pouvoir adjudicateur.

2.4.2 Pièces générales

- Les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux prestations faisant l'objet du Marché,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés de travaux (CCAG Travaux 2021 - Arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106871A), sans préjudice toutefois de l'application postérieurement à ces étapes des clauses de ce CCAG ayant vocation à produire des effets après achèvement de ces étapes (notamment confidentialité, garanties, assurances, réception, responsabilités, différends, etc.),
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent Marché pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Il est précisé que les pièces générales mentionnées ci-avant prévalent sur les pièces particulières n° 5 et suivantes.

Les pièces générales citées au sein du présent CCAP, bien que non jointes au présent Marché, sont réputées parfaitement connues du Titulaire du Marché et les parties reconnaissent expressément leur caractère contractuel.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent Marché (C.C.A.G. Travaux 2021). Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent Marché.

Les pièces générales doivent être considérées comme étant celles en vigueur un mois avant la date limite de remise de l'Offre finale. En outre, le Titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance des dispositions légales et réglementaires de toute nature, applicables à l'opération, au site et au présent Marché.

2.4.3 Pièces contractuelles postérieures à la notification du Marché

Après sa notification, les Parties s'accordent sur le fait que toute modification au présent Marché se fera par avenant, sous réserve de clause contraire au présent CCAP ou au CCAG. Les pièces contractuelles postérieures à la notification seront :

- Les avenants et les ordres de service ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance établis dans les conditions prévues au présent CCAP ;
- Les tableaux des écarts établis par le Titulaire en phases Avant-Projet Définitif et PRO et validés par le Maître d'ouvrage ;

- Les rapports intermédiaires et de fin d'études de conception établi par le contrôleur technique ;
- Les dispositions définies par le CSPS ; Le PGC SPS sera contractuel.
- RICT (rapport initial du contrôle technique)
- Le dossier de demande d'autorisation de construire, l'arrêté du permis de construire et ses éventuelles prescriptions ;
- Tout dossier de demande d'autorisation administrative nécessitée par l'opération et pour chacune l'autorisation obtenue et ses éventuelles prescriptions ;
- L'ensemble des dossiers de demande d'autorisations devant être conforme aux autres pièces contractuelles, notamment le Programme Technique Détaillé, les avis du SDIS, de la Commission de Sécurité et de la Commission d'Accessibilité ;
- L'ensemble des études nécessaires au projet (études géotechniques supplémentaires, études acoustiques, dossier Loi sur l'Eau, dossier ICPE).
- Toutes les études présentées au Maître d'Ouvrage et acceptées par ce dernier selon les procédures prévues au présent marché, le Programme Technique Détaillé prévalant toujours sur ces dernières, exception faite des avis du SDIS, de la Commission de Sécurité et de la Commission d'Accessibilité. Il est précisé que toutes les prestations proposées par le Titulaire, à partir de la remise de l'offre ou, postérieurement à la signature du marché, à un stade quelconque de la conception ou de la réalisation de l'ouvrage, et présentant un résultat supérieur à celui exigé dans le programme, sont réputées acquises au maître de l'ouvrage (« effet de cliquet ») sans augmentation de prix.

Tout élément modificatif du présent contrat fera l'objet d'une modification (avenant) écrit et formalisé entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage/ son pouvoir adjudicateur. Pendant la réalisation des travaux, les modifications pourront regrouper un ensemble de Fiches de Travaux Modificatifs.

2.5 Obligations de résultats

Pour l'exécution des missions qui lui sont dévolues et obligations qu'il doit satisfaire, le Titulaire est soumis à une obligation de résultats à compter de la notification du marché.

Il lui appartient de mettre en œuvre, au regard des prix prévus au marché, les moyens adéquats pour répondre à l'ensemble de ses obligations et notamment les moyens minimaux définis dans les pièces :

Antérieures à la notification du marché (sans supplément de prix) :

- Programme Technique Détaillé et ses annexes ;
- Mise au point du Marché ;
- Offre retenue ;

Postérieures à la notification du contrat :

- Modification (avenant), modifications unilatérales ;
- Travaux modificatifs.

En conséquence, le Titulaire s'engage à adapter de façon continue son organisation afin de répondre parfaitement aux besoins et à satisfaire complètement les objectifs de résultats qu'il a souscrits.

L'obligation de résultat, acceptée par le Titulaire, suppose notamment de sa part le respect ou la mise en œuvre des surfaces, prestations, objectifs décrits au Programme Technique Détaillé.

Il incombe au Titulaire d'obtenir toutes les autorisations, notamment administratives, nécessaires à la réalisation des ouvrages, le Maître d'Ouvrage pouvant le cas échéant apporter son concours pour en faciliter l'obtention. Sous réserve du seul cas d'imputabilité totale au Maître d'Ouvrage, les conséquences de retards, refus ou retraits des autorisations administratives sont supportées par le Titulaire, en particulier s'agissant des coûts supplémentaires directement ou indirectement engendrés. Dans ces cas, et sauf s'il est établi que le Titulaire ne porte aucune responsabilité dans le retard, le refus ou le retrait de l'autorisation, il n'y a pas lieu à prolonger des délais contractuels.

Le partage des risques entre les parties est fixé dans le présent CCAP.

3 CONCEPTION ET REALISATION DANS LE CADRE DU MARCHE GLOBAL SECTORIEL

3.1 Données relatives au site

3.1.1 Risques géologiques et géotechniques

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte, sur le site, de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés d'exécution liées aux natures du sol et du sous-sol. Il est rappelé à ce titre qu'une étude géotechnique préalable a été réalisée pour le compte du Maître d'Ouvrage, dont les résultats ont été communiqués au Titulaire pendant la phase de mise en concurrence et qu'il est réputé avoir pris en compte sous sa responsabilité pour établir son offre.

Il est rappelé que le Titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son Offre d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, de leur nature, en ce inclus les sols et sous-sols, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans la réalisation des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Les renseignements donnés dans les pièces qui lui sont fournies ne constituent que des éléments d'information qu'il appartient au Titulaire de compléter sous sa responsabilité tout au long du marché, notamment en ce qui concerne les études complémentaires dans le domaine géotechnique, les levés topographiques, les conditions de stabilité, etc.

L'offre établie par le Titulaire est engageante. Aucune rémunération supplémentaire, ni prolongation de délai ne pourra en conséquence être accordée sur ce plan en cas de difficulté rencontrée, le Titulaire devant supporter à ses frais les charges et travaux supplémentaires requis, dans le délai de réalisation contractuel.

3.1.2 Risques de pollution

En cas de découverte de pollution du sol, en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou après démolitions, le Titulaire a droit à être indemnisé, à la hauteur des frais qu'il aura à engager dans le cadre de leur dépollution et qui seront utiles pour le projet.

Les travaux de dépollution seront engagés conformément aux conclusions d'une étude réalisée par un prestataire indépendant du Titulaire et spécialisé, désigné conjointement par le Titulaire et le maître d'ouvrage.

Le montant éventuel de l'indemnisation sera défini entre le Titulaire et le maître d'ouvrage.

L'arrêt des travaux sur décision du maître d'ouvrage, après constatation de la pollution, est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions du présent CCAP.

Sans préjudice de l'ajournement éventuel des travaux susvisés, les retards engendrés par les événements évoqués au présent chapitre ouvrent droit à prolongation du délai de réalisation pour le Titulaire qui pourra faire l'objet d'un avenant.

3.1.3 Plan de sécurité des établissements (PSE)

Le Titulaire est réputé prendre en compte les conclusions de l'étude d'impacts et du plan de sécurité de l'établissement, dont les résultats ont été communiqués en phase d'élaboration des offres.

Le Titulaire devra notamment prendre toutes les dispositions pour respecter les prescriptions de ces études en phase conception et réalisation.

3.1.4 Vestiges à caractère archéologique, historique et artistiques, trouvés sur le chantier

En cas de découverte de vestiges à caractère archéologique sur le chantier en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou dans les démolitions, le Titulaire a droit à être indemnisé, à la hauteur des frais qu'il a engagés à cet effet avec l'accord du maître d'ouvrage, si le maître d'ouvrage lui demande de les extraire ou de les conserver avec des soins particuliers. Le montant de l'indemnisation sera défini entre le Titulaire et le maître d'ouvrage.

Lorsque les travaux mettent au jour des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, le Titulaire doit le signaler au maître d'ouvrage et à son Assistant et faire conjointement avec le Maître d'Ouvrage la déclaration réglementaire au Maire de la commune concernée.

L'arrêt des travaux sur décision des services des affaires culturelles, après mise au jour d'objets ou de vestiges, est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions du présent CCAP.

3.1.5 Dégradations causées aux voies publiques

Il faut entendre par « voies publiques », d'une part les voies d'accès au site (domaine public ou privé de la ville concernée) et d'autre part les voies internes au site du Maître d'Ouvrage.

Les dégradations occasionnées sur les voies publiques pour les transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels liés au chantier sont pris en charge par le Titulaire. En cas de nécessité, le Titulaire fera son affaire et à ses frais des constats d'huissiers le cas échéant requis à cet égard et ceci en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage.

3.1.6 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Les dommages de toute nature, causés par le Titulaire au personnel ou aux biens du Maître de l'Ouvrage ou du représentant du Maître d'Ouvrage ou à tout tiers, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du Titulaire.

Ces mesures sont appliquées sans préjudice des pénalités pouvant être prononcées à l'encontre du Titulaire.

3.1.7 Mise à disposition des Terrains/ Garde des terrains

Les terrains s'entendent ici comme ceux fournis par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation du projet. L'emprise s'étend à tous les terrains, ouvrages et installations nécessaires à la conception et à la réalisation des Travaux.

Le plan de l'Emprise des terrains figure dans le Tome 1 du PTD.

De même, le Titulaire prend acte des servitudes publiques et privées grevant les terrains de l'emprise, le cas échéant.

Le terrain sera mis à la disposition du Titulaire à la date explicitement indiquée sur le planning contractuel annexé à l'Acte d'Engagement.

La mise à disposition des zones à construire a pour effet de transférer la garde des zones précitées au Titulaire du présent contrat.

Le Titulaire assume l'entière responsabilité de la garde des travaux et des ouvrages jusqu'à la date de notification de la décision de réception des ouvrages par le représentant du Maître d'Ouvrage.

Le maître d'ouvrage, ou les représentants qu'il désigne, peut accéder au terrain et au chantier à tout moment moyennant un délai de prévenance de 48 heures et le respect des contraintes de sécurité indiquées par le Titulaire. Le refus du Titulaire de faire droit à cette demande est sanctionné par application d'une pénalité de 500 € par jour de retard de l'expiration du délai de prévenance de 48 heures jusqu'au jour où l'accès au terrain ou au chantier est effectué.

3.2 Ordres de Service

Les ordres de service délivrés en application du présent Marché seront émis, numérotés et signés par le maître d'ouvrage. Les avenants seront préparés par l'Assistant Technique au Maître d'Ouvrage et signés et notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les ordres de service sont adressés au Titulaire, par le maître d'ouvrage ou par l'Assistant Technique au Maître d'Ouvrage, en un seul exemplaire, soit par voie de lettre recommandée avec accusé de réception, la date de première présentation portée sur l'accusé de réception valant date de notification, soit par remise en main propre contre récépissé, soit par mail avec accusé de réception.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, le mandataire doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'ouvrage (avec copie obligatoire à l'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage) dans un délai de quinze jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.3 du présent CCAP.

Le mandataire du Titulaire a, seul, qualité pour présenter des réserves.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

3.3 Décompte des délais et forme des notifications

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours de calendrier et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Lorsque, en exécution des dispositions du Marché, un document doit être remis, dans un délai fixé, par le Titulaire à l'un des intervenants énumérés à l'article 2.2.2 du présent CCAP, ou réciproquement, ou encore lorsque la remise d'un document doit faire courir ou arrêter un délai, le document doit être remis au destinataire contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La date du récépissé ou de l'avis de première présentation est retenue comme date de remise de document. Lorsqu'il n'est pas le destinataire unique, une copie est systématiquement adressée à l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage défini à l'article 2.2.2 du présent CCAP.

En outre, les demandes formulées oralement au Titulaire et faisant courir un délai sont réputées prendre effet immédiatement à réception du document écrit correspondant (courrier, courriel, télécopie, compte-rendu).

3.4 Coordination

Le mandataire du Titulaire est chargé de la coordination entre les études et les travaux, tous corps d'état, ce pour la durée totale du marché.

3.5 Direction des travaux

Le mandataire du Titulaire assure la direction des travaux selon l'annexe au marché relative aux rôles et missions des acteurs (annexe 2 de l'Acte d'Engagement) et le Concepteur vérifie tout au long du chantier la conformité des ouvrages réalisés aux documents et études qu'il aura établis.

Le mandataire, l'équipe de maîtrise d'œuvre (architecte et bureaux d'études) assurent également l'organisation et la direction des réunions de chantier (dont la fréquence est au minimum hebdomadaire), ainsi que l'information au Maître d'Ouvrage et à son Assistant sur l'état d'avancement et des prévisions de travaux et des dépenses afférentes, avec indication des évolutions notoires dans le cadre des pièces contractuelles, ceci à chaque réunion de chantier.

La rédaction des comptes rendus de ces réunions est à la charge de l'Assistant Technique du Maître d'Ouvrage qui en assure la diffusion auprès du Maître d'Ouvrage et du mandataire du Titulaire qui fera son affaire de la diffusion du compte-rendu à ses cotraitants et à ses sous-traitants.

Le mandataire du Titulaire aura obligation d'organiser une réunion avec toutes les parties prenantes pour une première présentation de tous les échantillons, au plus tard au cours de la phase d'élaboration du dossier PROJET, conformément aux dispositions ci-après.

A ce titre, au cours de cette phase :

- Une présentation du projet complet de colorimétrie devra être déposée par le Titulaire accompagnée d'échantillons
- Une validation sera adressée par le Maître d'Ouvrage ou son assistant sous un délai de 4 semaines

Le Titulaire devra tenir compte des périodes de validation induites, afin que l'ensemble des échantillons soient validés au moins un (1) mois avant la date de mise en œuvre des ouvrages faisant l'objet d'un choix requis d'échantillons, pour les compléments à fournir ou en cas de refus du Maître d'Ouvrage.

Les échantillons présentés et validés lors de la mise au point du marché ne pourront pas faire l'objet de modifications de la part du Titulaire, sauf accord explicite de la part du Maître d'Ouvrage.

Le refus d'un échantillon non conforme aux stipulations du Marché oblige le Titulaire à présenter de nouvelles solutions. Dans ce cas, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune extension de délais ou supplément de prix.

3.6 Prix et évaluation des ouvrages – Avance – Variation dans les prix – Règlement des comptes

3.6.1 Prix et mode d'évaluation des ouvrages

3.6.1.1 Répartition des paiements

L'Acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement au mandataire du Titulaire, à ses sous-traitants, à ses cotraitants et à leurs sous-traitants.

3.6.1.2 Contenu des prix

Les prix du Marché sont hors T.V.A. auxquels s'appliquera le taux de T.V.A. selon la réglementation, et sont établis par le Titulaire. Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, et sont établis à ce titre par le Titulaire, en tenant compte dans sa proposition de prix en particulier des indications et dépenses suivantes :

3.6.1.2.1 PRESCRIPTIONS GENERALES :

- 1)** Les fournitures, équipements et travaux doivent être livrés et exécutés complets et conformes en tout point aux stipulations du Marché et aux règles de l'art, et satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois de la date limite de remise de offre finale, défini à l'article 3.6.2.2 du présent CCAP, sans préjudice des stipulations du marché régissant les cas d'évolutions ultérieures.

Le prix tient compte des modifications apportées au projet par le Titulaire :

- Suite aux demandes de précisions formulées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de la consultation ;
 - Suite aux demandes des services de sécurité et d'hygiène lors de l'instruction du permis de construire, dès lors que ces demandes ne dépassent pas la stricte réglementation applicable à la date de dépôt des demandes d'autorisations administratives ;
 - Suite aux prescriptions et demandes des autorités administratives compétentes dans le cadre de l'instruction de l'étude d'impact, dossier loi sur l'eau, dossier ICPE et du PSE ;
 - Suite aux demandes des services de prévention, de la Commission de Sécurité, de la Commission d'Accessibilité, avant, pendant et après délivrance du permis de construire dès lors que ces demandes ne dépassent pas la stricte réglementation applicable à la date de dépôt des demandes d'autorisations administratives ;
 - Suite aux demandes en phase conception et réalisation du contrôleur technique et coordonnateur SPS afin d'obtenir un rapport final sans réserve.
- 2)** Les "frais de coordination" sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des membres de l'équipe (mandataire, cotraitants et sous-traitants) la marge

du mandataire ou du Titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution de ces prestations.

- 3) Les prix tiennent compte des hypothèses définies dans l'ensemble du Programme Technique Détaillé – Tomes 1 à 3 et annexes, ainsi que des éventuelles démolitions/dévoiements des ouvrages rencontrés dans le sous-sol (tous les regards, socles et massifs de béton relatifs aux cheminements des canalisations sur le foncier d'implantation dont le dévoiement, la suppression s'avèreraient nécessaires pour l'implantation du projet).
- 4) Les prix de chaque corps d'état sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution de leurs prestations, la marge du mandataire, du Titulaire ou du cotraitant auquel le corps d'état est assigné pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

LE TITULAIRE EST REPUTE AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS DEFINIS A LA DATE DU MARCHE ET AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX ; IL RECONNAIT AVOIR, AVANT LA REMISE DE SON OFFRE :

- 1) Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers, et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec la réalisation des travaux.
- 2) Pris connaissance complète des réseaux enterrés, et avoir pris en compte les conséquences inhérentes à la présence de ces ouvrages. En cas de découverte de réseaux enterrés non connus, les conséquences inhérentes à cette découverte sont prises en charge par le Titulaire à ses frais.
- 3) Apprécié toute difficulté inhérente au site, notamment celles évoquées aux articles 3.1.1 à 3.1.7 du présent CCAP, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc.
- 4) Contrôlé et complété, si le besoin était, les indications des documents du dossier de consultation.
- 5) S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents.

LE TITULAIRE EST REPUTE AVOIR PRIS EN COMPTE :

- Les frais de raccordement des installations aux réseaux concessionnaires conformément aux prescriptions du Programme Technique Détaillé.
- Les frais afférents à l'utilisation éventuelle de brevets ou procédés spéciaux, des frais d'assurances visés à l'article 4 du présent CCAP, et de tous les frais annexes engendrés pour l'exécution du présent Marché ;
- Les moyens (matériels, main d'œuvre, etc.) complémentaires à mettre en œuvre pour permettre la livraison des travaux dans les délais d'exécution fixés ;
- Les sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différentes prestations ;
- Les dépenses de chantier mentionnées ci-après :
 - a) Dépenses d'investissement :

Les dépenses d'investissement nécessaires aux prestations prévues par le Marché, sont réputées rémunérées par le prix du Marché conclu par le Titulaire. Il s'agit notamment de :

- Etablissement d'un panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'Article A 424-15 et suivants du Code de l'Urbanisme
- Branchements provisoires d'égout si nécessaire
- Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité
- Clôtures à une hauteur de 2 mètres et panneaux de chantier réalisés en conformité avec l'Article 3.12.1, modèle agréé par le Maître d'Ouvrage (avec description de l'opération, intervenants et entreprises, données administratives légales) et la charte signalétique travaux jointe au programme
- Installation d'éclairage, de signalisation et de balisage
- Installations communes de sécurité et d'hygiène
- Installation de gardiennage
- Installation du téléphone
- Bureaux de chantier, salle de réunion y compris entretien et enlèvement en fin de travaux, vestiaires, sanitaires
- Nettoyage général
- Traits de niveau
- Ouvrages témoins et prototypes demandés au Marché

b) Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-avant sont réputées rémunérées par le prix du Marché et couvrent notamment :

- Les charges temporaires de voirie et de police

Les dépenses pour le nettoyage du chantier :

- Le Titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après la réalisation des travaux dont il est chargé ;
- Le Titulaire a la charge de l'évacuation des déblais en tant que de besoin ;
- Le Titulaire a la charge de l'enlèvement des débris stockés dans les bennes prévues à cet effet, et de leur transport aux décharges publiques. Il doit un nettoyage quotidien du chantier et de ses abords pendant le délai d'exécution du Marché.

c) Le Titulaire a la charge des nettoyages de livraison et de mise en service de l'ensemble du bâtiment et des équipements de l'opération. Il devra pour ce faire respecter les protocoles de nettoyage des matériaux et équipements mis en œuvre.

d) Dépenses communes de chantier

Le Titulaire a la charge des dépenses indiquées ci-après :

- Frais de branchement de chantier aux réseaux publics d'électricité, d'eau potable, de fluides, d'assainissement et de téléphone ainsi que les consommations téléphoniques ;
- Frais de consommations d'électricité et d'eau potable ;

- Préchauffage des ouvrages afin que la mise en œuvre des matériaux et l'installation des matériels soient effectuées dans les conditions prévues par les fabricants ;
- Frais de remise en état sur le domaine privé et sur le domaine public de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ;
- Série de photographies, de fichiers numériques (selon les directives du Maître d'Ouvrage), remise numérique mensuelle ;
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés ;
- Frais d'huissier pour les constats contradictoires
- Gardiennage, contrôle d'accès et identification des travailleurs.

LES DEPENSES DONT LA NATURE EST INDIQUEE CI-DESSOUS SONT EGALEMENT REPUTÉES REMUNERÉES PAR LES PRIX DU MARCHÉ :

- Fourniture de 3 dossiers papier complets du permis de construire pour la maîtrise d'ouvrage et son Assistant et tous les exemplaires nécessaires à l'instruction du PC ;
- Fourniture d'un exemplaire papier complet du Marché sur le chantier ;
- Fourniture des documents d'études en 3 exemplaires papier et tous les exemplaires nécessaires aux intervenants ;
- Fourniture et pose des panneaux réglementaires ;
- Fourniture des dossiers des ouvrages exécutés en 2 exemplaires papier, y compris notice d'utilisation et d'entretien, notamment sous la forme de tableaux, destinée au personnel d'exploitation et d'entretien ;
- Fourniture des dossiers d'études et des plans d'exécution nécessaires aux différents intervenants.

L'ensemble des dossiers et documents listés ci-dessus seront également fournis sur support numérique (clé USB) en nombre d'exemplaires suffisants pour l'ensemble des intervenants (fichiers de format ifc, dwg, dwfx, pdf, xlsx, docx).

3.6.1.3 Nature du prix

La rémunération du Titulaire est assurée par un prix global forfaitaire.

Ce prix global forfaitaire fait l'objet d'une décomposition au stade de la passation du Marché.

En ce qui concerne la décomposition de la partie relative à l'exécution des travaux, seuls les prix d'unité ont une valeur contractuelle.

Le prix figurant dans l'Acte d'engagement est un prix hors taxe à la valeur ajoutée. La taxe à la valeur ajoutée sera réglée au Groupement en sus du prix, au taux en vigueur.

3.6.2 Variation du prix

3.6.2.1 Variation des prix

Les prix sont révisables.

3.6.2.2 Mois d'établissement des prix du Marché

Pour l'application de la révision, les prix du Marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 correspondant au mois de la date limite de remise de l'Offre finale.

3.6.2.3 Choix des index de référence

S'agissant d'un marché global sectoriel, l'index de référence "I" choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations est le suivant :

- Index « Bâtiment » tous corps d'état BT01

Les index sont publiés au Bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des Travaux Publics ou site de l'INSEE disponible à l'adresse suivante :

[Accueil - Insee - Institut national de la statistique et des études économiques](#)

3.6.2.4 Modalités d'actualisation des prix

Les prix seront révisés chaque mois suivant la formule :

$$R = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

Dans laquelle 0,15 = partie fixe

I_n = Index du mois de réalisation des travaux/ prestations ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure, publié ou à publier.

I₀ = Index du mois m0 défini à l'article 3.6.2.2 du présent CCAP, publié ou à publier.

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès). Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales. Les valeurs des indices sont publiées par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE). Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

3.6.2.5 Valeur finale de l'index

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des travaux / prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

3.6.2.6 Actualisation des frais de coordination

Sans Objet.

3.6.3 Règlements des comptes

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du Marché seront réglés par application des prix forfaitaires dont le libellé et la décomposition par nature de prestations sont donnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Ces prix couvrent l'ensemble des travaux à exécuter.

Les situations mensuelles seront établies à partir d'une décomposition du forfait en pourcentage proposée pour chaque nature de prestations par le Titulaire, et définitivement arrêtée en accord avec le maître d'ouvrage dans le cadre de la mise au point du Marché, sur la base de la décomposition globale et forfaitaire des prix figurant au Marché.

Le montant HT des travaux facturés ne pourra pas être inférieur au montant HT des travaux demandés en paiement direct pour les sous-traitants.

Le Mandataire du Titulaire est seul habilité à présenter les projets de décomptes. Sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

3.6.3.1 Avance

Il sera fait application des articles R.2191-3 à 12 du Code de la Commande publique à condition que le Titulaire n'ait pas renoncé à son versement dans l'Acte d'engagement. Le taux de l'avance est calculé, selon les principes de l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique, à savoir :

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20%

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions suivantes :

Montant de l'avance = 12 x 5% ou 20% du montant initial des étapes ETUDES DE CONCEPTION + REALISATION divisée par la durée des phases considérées exprimées en mois.

Conformément à l'article R2193-19 du Code de la Commande Publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au Titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le montant de l'avance est calculé par application des dispositions de l'article R2193-19 du Code de la Commande Publique, sur la base d'un pourcentage de 5 % ou 20%, au montant des prestations sous-traitées. Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le maître d'ouvrage.

La résorption de l'avance, qui doit en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du marché, s'effectuera selon les modalités suivantes : L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Travaux- 65) / 15.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque intervenant (mandataire, cotraitants ou sous-traitants).

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande portant sur le montant de l'avance. Le Maître d'Ouvrage n'acceptera pas une substitution par une caution personnelle et solidaire.

3.6.3.2 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde feront apparaître :

- Les taux de TVA fixés par la réglementation en vigueur ;
- Les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette réglementation.

Les acomptes seront transmis pour vérification à l'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage par tout moyen permettant de donner une date certaine.

3.6.3.3 Règlement des prestations intellectuelles

Les prestations intellectuelles seront réglées en fonction de la décomposition du prix global forfaitaire conformément à l'Acte d'engagement.

3.6.3.3.1 ETAPE N°1 : CONCEPTION DES OUVRAGES CONFORMEMENT AUX PIECES CONTRACTUELLES : « ETUDES DE CONCEPTION ».

Les projets de décompte, concernant les prestations d'études et d'établissement des demandes d'autorisations administratives (prestation – permis de construire mentionnée dans l'Acte d'Engagement), puis les prestations relatives aux études d'exécution et de synthèse, seront produits comme suit :

- Les études ayant fait l'objet de la remise de l'offre seront facturées dès la notification du Marché ;
- Concernant le phase 1a (Finalisation de l'élément APD) la répartition suivante sera respectée:
 - 80 % à la remise de l'APD complet ;
 - 20 % à la diffusion par le Groupement des réponses sur les remarques APD suite à l'avis émis par le Maître d'Ouvrage ;
- Concernant la phase 1b, les pièces relatives au permis de construire compris toutes autorisations administratives, la répartition suivante sera respectée :
 - 70 % à la remise des prestations ;
 - 30 % à l'arrêté des autorisations administratives.
- Concernant les phases 1c et 1d (dossier PRO – Fiches IEB), la répartition suivante sera respectée :
 - 30 % à la remise des études de conception PRO (dossier complet compris CSSI et IEB) telle que définie au planning général contractuel annexé à l'Acte d'Engagement ;
 - 20 % à la diffusion par le Groupement des réponses sur les remarques PRO suite à l'avis émis par le Maître d'Ouvrage ;
 - 20 % à l'avis favorable du Maître d'Ouvrage sur le dossier PRO2 remis par le Titulaire ;
 - 15 % à l'engagement de la période de préparation ;
 - 15 % à la fin de la période de préparation.

Nota : Les rémunérations correspondant aux autorisations administratives seront néanmoins facturées dans le cas de refus des autorisations administratives qui ne seraient pas aux torts du Titulaire.

Les projets de décompte concernant les prestations relatives aux études d'exécution et de synthèse, CSSI, mise à jour des fiches IEB, y compris leur visa si ces études ne sont pas effectuées par le maître d'œuvre (prestations de visa sur les études d'exécution mentionné dans l'Acte d'Engagement), seront produits comme suit :

- 90 % répartis en mensualités égales sur la durée des études d'exécution et de synthèse correspondant à 60% de la durée des travaux prévue au planning d'exécution du Marché ;
- 10 % à la réception définitive des ouvrages.

Le paiement de ces prestations est conditionné à la diffusion par le Titulaire d'un tableau récapitulatif des documents diffusés complété par les visas transmis par le maître d'œuvre du Titulaire avec copie de chacun des visas.

Ces éléments devront être transmis mensuellement, au plus tard à la date de transmission de la situation de travaux, au Maître d'Ouvrage et à son assistant. Sans quoi, les prestations susmentionnées ne seront pas payées par le maître d'ouvrage.

3.6.3.3.2 ETAPE N°2 : PERIODE DE PREPARATION, REALISATION DES TRAVAUX, ET OPR CONFORMEMENT AUX ENGAGEMENTS CONTRACTUELS.

Les projets de décompte concernant les prestations relatives au contrôle d'exécution des travaux (prestation de Contrôle travaux mentionné dans l'Acte d'Engagement) seront produits comme suit :

- 90 % par acomptes mensuels égaux répartis sur la durée des travaux prévue au planning d'exécution du Marché ;
- 10 % à l'achèvement effectif des travaux acté par la remise du procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Le paiement de ces prestations est conditionné à la diffusion par le Titulaire d'une fiche de visite bimensuelle (fréquence minimale de deux (2) fois par mois) synthétisant l'ensemble des constats réalisés par le Maître d'Œuvre (architectes et bureaux d'études) lors de leurs visites de contrôles d'exécution. Cette fiche devra en outre préciser les actions et/ou mesures correctives réalisées ou à réaliser (inclus date/échéance compatible avec le calendrier de l'opération et d'éventuels avis d'autre intervenants (MOA, AMO, CT, CSPS, etc.) pour lever les différentes remarques).

Ces fiches devront être transmis à la fréquence précitée ainsi que mensuellement, au plus tard à la date de transmission de la situation de travaux, au Maître d'Ouvrage et à son assistant. Sans quoi, les prestations susmentionnées ne seront pas payées par le maître d'ouvrage.

Les projets de décompte concernant les prestations relatives à la réception et à l'année de parfait achèvement (prestations de Réception mentionné dans l'Acte d'Engagement) seront produits comme suit :

- 30 % à la remise du procès-verbal des opérations préalables à la réception ;
- 30 % à la notification de réception ;
- 30 % à la levée de l'ensemble des réserves ;
- 10% à la fin de l'année de parfait achèvement ;

Les projets de décompte concernant les prestations relatives à la fourniture du dossier des ouvrages exécutés (DOE) (prestation de VISA DOE mentionné dans l'Acte d'Engagement) seront produits comme suit :

- 70 % à la remise d'un dossier DOE complet, validé et visé par le mandataire concepteur du Titulaire ;
- 30% à la validation du Maître d'ouvrage et de l'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage.

3.6.3.4 Règlement de la réalisation des travaux

Les travaux seront réglés en fonction de l'avancement de leur exécution, sur la base de la décomposition du prix global forfaitaire.

Le montant à régler à l'occasion des acomptes est établi de la façon suivante :

- Au prorata de la réalisation effective des travaux sur site à la fin de chaque mois dans la limite de 95 % jusqu'à la date du PV des OPR ;
- 5 % à la dernière levée des réserves et la réception totale des ouvrages ;

- A moins qu'une garantie à première demande ait été fournie pour couvrir la retenue de garantie d'achèvement des travaux, il sera appliqué une retenue de 5% sur chaque facture émise par l'entreprise, cette retenue étant alors remboursée à la fin de l'année de parfait achèvement, à condition qu'aucune réserve ne subsiste à la fin de l'année de parfait achèvement.

Chaque projet de décompte comporte la valeur des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constats contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations.

Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des ouvrages en cours de réalisation, si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage de réalisation de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage.

3.6.3.5 Approvisionnements

Il ne sera pas tenu compte des éventuels approvisionnements constitués en vue des travaux pour la détermination des sommes à régler à titre d'acompte.

3.6.3.6 Périodicité

Les prestations intellectuelles seront réglées dans les conditions définies à l'article 3.6.3.3 du présent CCAP.

Toutefois, des règlements intermédiaires pourront intervenir afin que l'intervalle entre deux acomptes n'excède pas trois mois. Dans ce cas, la demande sera obligatoirement accompagnée d'un justificatif de l'avancement qui sera soumis à l'acceptation de l'Assistant au Maître d'Ouvrage.

Les travaux seront réglés sous forme d'acomptes mensuels, calculés au prorata de l'avancement par rapport aux échéances de règlement prévues à l'article 3.6.3.3 du présent CCAP.

3.6.3.7 Règlement des acomptes et du solde

La solution EDIFLEX est mise en œuvre pour le règlement de l'ensemble de la facturation émise par le Titulaire pour l'ensemble des intervenants de l'opération et pour toute sa durée. Ce système de gestion dématérialisée des factures est décrit en annexe 2 du CCAP.

Le projet de décompte mensuel établi est vérifié par l'Assistant Technique au Maître d'Ouvrage ; s'il l'accepte, il devient alors le décompte mensuel ; sinon il demande au Titulaire de le modifier dans les plus brefs délais.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG Travaux 2021, le montant de l'acompte mensuel à régler au Titulaire est déterminé, à partir du décompte mensuel, par l'Assistant Technique au Maître d'Ouvrage qui dresse un état d'acompte.

Les montants figurant dans les états d'acomptes n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Les sommes versées à titre d'acompte n'ont pas le caractère de paiement définitif, et le Titulaire en est redevable au Maître d'Ouvrage jusqu'au décompte général.

Par dérogation aux dispositions des articles 12.3. et 12.4. du CCAG Travaux 2021, les projets de décompte de l'étape 2 (telle que définie à l'Article 2.3.2.1), et de décompte final du Marché sont remis par le Titulaire à l'Assistant Technique au Maître d'Ouvrage, lequel se substitue au Maître d'Œuvre pour l'application de ces articles, et au Maître d'Ouvrage.

Pour l'application de l'Article 12.3.2 1^{er} alinéa du CCAG Travaux 2021, il est précisé que le projet de décompte de l'étape 2 ne peut être remis au Maître d'Ouvrage avant la date de notification de la

date de réception totale des travaux ou de la date qui lui est substituée dans le cas visé à l'Article 12.3.2 du CCAG Travaux. 2021

Pour l'application de l'Article 12.4.2 du CCAG Travaux 2021, il est précisé que l'ordre de service notifiant au Titulaire le décompte est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié au Titulaire par ses soins.

Par dérogation à l'Article 12.4.5 du CCAG Travaux 2021, c'est au Maître d'Ouvrage avec en copie l'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage que le Titulaire doit :

- D'une part, retourner le décompte de l'étape 2 et le décompte final du Marché ;
- D'autre part, envoyer le mémoire de réclamation explicitant les éventuelles réserves. De ce fait, le délai de deux (2) mois fixé par l'Article 55.1.2 du CCAG Travaux 2021 est fixé à compter de la date de réception par le Maître d'Ouvrage du mémoire de réclamation.

Les projets de décomptes seront établis en EUROS.

3.6.4 Délai et modalités de paiement

Le paiement des travaux s'effectue par virement. Le délai global de paiement est de 50 jours à compter de la date de réception des projets de décompte par l'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage. L'envoi des factures sera effectué par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Les intérêts moratoires seront calculés conformément aux dispositions des articles R. 2192-31 et suivants du Code de la commande publique.

3.6.4.1 Désignation de paiement direct

La signature du projet de décompte par le Titulaire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte-tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le Marché.

Pour les sous-traitants d'un membre du Titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par celui des membres du Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme ne tient pas compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance mais inclue la T.V.A.

Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

Le montant total des paiements effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum mentionné dans les annexes à l'acte d'engagement et les actes spéciaux.

3.6.4.2 Sûretés

Le Marché fait l'objet d'une retenue de garantie correspondant à la garantie de parfait achèvement prévue au 3.6.3.4 du présent CCAP. Cette retenue a pour objet de couvrir les réserves dont est assortie la réception des ouvrages, ainsi que la réparation des désordres apparus pendant la garantie.

En application des articles R.2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique, cette retenue de garantie portera sur un montant de 5% du montant initial du Marché augmenté le cas échéant du montant des avenants. Le montant initial du Marché pris en compte pour le calcul de la retenue de garantie est le montant de la part travaux (Etape 2) indiqué dans l'acte d'engagement.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R. 2191-36 du Code de la Commande publique.

Sauf si le Maître d'Ouvrage a notifié par lettre recommandée avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement que le Marché n'a pas été correctement exécuté selon les modalités prévues à l'article R. 2191-35 du Code de la Commande Publique la retenue de garantie est remboursée ou la garantie à première demande sont libérées dans un délai de trente (30) jours suivant l'expiration du délai de garantie, le cas échéant prolongé. Conformément à l'article R. 2191-35 du Code de la Commande Publique précité, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements dans un délai de trente jours au plus tard après la date de leur levée.

La retenue est opérée par précompte sur le montant des acomptes et du solde.

Le Titulaire fait son affaire de la répartition de la retenue de garantie entre les membres du Titulaire : soit chaque membre du Titulaire intervenant dans l'Etape 2 fournit une garantie correspondante aux prestations qu'il réalise, soit le mandataire solidaire fournit une garantie pour la totalité du marché.

3.6.5 Ouvrages, travaux et prestations intellectuelles non prévus

Il est rappelé que les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent être engagés par le Titulaire que conformément aux clauses du marché et après passation d'un avenant les prescrivant. Il est expressément précisé que tous les travaux supplémentaires ou complémentaires exécutés sans ordre de service ne seront pas payés.

3.6.5.1 Ouvrages et travaux à prix connu

Le présent article concerne les ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification est décidée par avenant et pour lesquels le Marché prévoit des prix.

Le Maître d'Ouvrage ou son Assistant pourront demander au Titulaire de leur remettre un devis détaillé accompagné d'un métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus au Marché et réputés non inclus dans le forfait. Les coûts seront déterminés directement à partir de la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

Le Titulaire disposera de quatorze (14) jours pour l'analyse des demandes de prestations nécessitant l'établissement d'un devis (analyse des impacts techniques et financiers).

Le Maître d'Ouvrage disposera de vingt-et-un (21) jours pour notifier sa décision au Titulaire. Cette décision sera suivie par l'établissement d'un avenant par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas d'un dépassement de ce délai de décision, le devis est réputé refusé.

Dans le cas d'envoi d'un ordre de service au Titulaire, précisant les ouvrages ou travaux supplémentaires ou modificatifs demandés, ne nécessitant pas l'établissement d'un devis par le Titulaire, les coûts seront déterminés directement à partir des prix unitaires de la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

3.6.5.2 Ouvrages et travaux à prix non connu

Le présent article concerne les ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification est décidée par avenant et pour lesquels le Marché ne prévoit pas de prix.

Les prix nouveaux sont des prix forfaitaires.

Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du Marché.

Les prix d'unité contenus dans les décompositions de prix forfaitaires, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Le Maître d'Ouvrage ou son Assistant pourront demander au Titulaire de leur remettre un devis détaillé accompagné d'un métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus par le Marché et réputés non inclus dans le forfait.

Le Titulaire devra alors remettre un tel devis dans un délai maximum de vingt-et-un (21) jours calendaires.

Le Maître d'Ouvrage disposera de vingt-et-un (21) jours pour notifier sa décision au Titulaire. Cette décision sera suivie par l'établissement d'un avenant par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas d'un dépassement de ce délai de décision, le devis est réputé refusé. Il pourra néanmoins être fait application de l'article 13 du CCAG Travaux 2021.

Le Titulaire ne pourra prétendre à indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite.

3.6.5.3 Prestations intellectuelles

Le présent article concerne les prestations intellectuelles dont la réalisation ou la modification est décidée par avenant.

Le pouvoir adjudicateur/ maître d'ouvrage pourra demander au Titulaire d'exécuter des prestations intellectuelles complémentaires ou modifiant celles prévues au moment de la passation du Marché, devenues nécessaires en cours d'exécution du Marché et réputées non incluses dans le forfait.

Le pouvoir adjudicateur, le Maître d'Ouvrage ou son Assistant pourront demander au Titulaire de leur remettre un devis détaillé correspondant à ces prestations ou modifications pouvant être exprimée en heures de travail par catégorie de personnel ou compétences techniques.

Le Titulaire devra alors remettre un tel devis dans un délai maximum de vingt-et-un (21) jours calendaires.

Le Maître d'Ouvrage disposera de vingt-et-un (21) jours pour notifier sa décision au Titulaire. Cette décision sera suivie par l'établissement d'un avenant par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas d'un dépassement de ce délai de décision, le devis est réputé refusé.

Le Titulaire ne pourra prétendre à indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite.

3.6.5.4 Travaux modificatifs mineurs

Les travaux modificatifs, faisant suite à une demande du Maître d'ouvrage, sont considérés comme mineurs lorsqu'ils concernent :

- Pendant les études d'avant-projet et projet :
 - une augmentation des surfaces dans œuvre du bâtiment limitée à un pour mille répartie sur l'ensemble des ouvrages,
 - des affectations de locaux et surfaces peuvent évoluer dans une limite de 10% des surfaces du projet (évolution de la répartition des surfaces dans la limite précisée ci-dessus),
 - des parties de services peuvent être réorganisées,
 - des points d'eau peuvent être déplacés, ajoutés, retirés,
 - des prises électriques (courants forts, courants faibles) et fluides peuvent être déplacées, ajoutées, retirées dans un même local,

- les arrivées et la distribution des fluides peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse dans des pièces déjà pourvues d'arrivées de fluides,
 - l'intégration de nouveau matériel est encore possible sous réserve que l'apport en puissance électrique, de froid et de chaud n'excède pas 10 % d'augmentation par énergie ou fluide,
 - la mise en place d'évacuations supplémentaires,
 - le cheminement tous réseaux peuvent être déplacés en quantité limitée,
- Pendant les études d'exécution, de synthèse et de travaux dans la mesure où ceux-ci n'ont pas encore été réalisés :
 - le cheminement des réseaux aérauliques, hydrauliques et électriques peut être déplacé en quantité limitée,
 - des points d'eau peuvent être déplacés dans un même local,
 - des prises électriques (courants forts, courants faibles) et prises fluides peuvent être déplacées dans un même local.

Ces travaux modificatifs demandés par le Maître d'Ouvrage lors des étapes de conception et réalisation sont réputés compris dans le prix global et forfaitaire sur lequel s'engage le concepteur réalisateur. Ils ne donnent lieu à aucune plus value.

3.6.6 Augmentation de la masse du Marché

3.6.6.1 Montant des travaux du Marché

Le "montant des travaux" du Marché correspond au montant total des prestations et travaux exécutés, incluant le cas échéant l'exécution des avenants et ordres de service avec prix expressément acceptés, évalué à partir des prix de base hors actualisation et révision.

La "montant contractuel des travaux" du Marché correspond au montant du prix stipulé à l'Acte d'Engagement, éventuellement modifié par les avenants intervenus.

3.6.6.2 Obligations du Titulaire

En dérogation à l'article 14.2 et 14.4 du CCAG Travaux 2021, le Titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des prestations et travaux faisant l'objet du Marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux du Marché qui peut résulter de sujétions techniques ou encore de toute autre cause de dépassement.

3.6.6.3 Indemnités dues au Titulaire

En dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux 2021, le Titulaire n'a droit à aucune indemnisation du préjudice résultant de l'augmentation du montant des travaux. L'article 14.3 du CCAG Travaux 2021 travaux n'est pas applicable.

3.6.6.4 Atteinte du montant contractuel des travaux du Marché

En dérogation à l'article 14.4 du CCAG 2021, le Titulaire n'est pas tenu d'informer le maître d'ouvrage de la date à laquelle le montant des travaux atteindra le montant contractuel et, conformément au présent CCAP, il doit mener à son terme les prestations et travaux du Marché sans attendre d'ordre de poursuivre de la part du maître d'ouvrage.

3.6.7 Diminution du montant des travaux du Marché

En dérogation à l'article 15.1 du CCAG Travaux 2021, le Titulaire n'a droit à aucune indemnisation du préjudice résultant de la diminution du montant des travaux.

3.6.8 Décompte général – Solde

3.6.8.1 Décompte final du Marché

A l'issue du terme de l'étape n°2 du Marché, le Titulaire dresse le projet du décompte final du Marché établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du Marché dans son ensemble, les évaluations étant faites en tenant compte des prestations réellement exécutées, selon les termes de l'article 3.6.3.7 du présent CCAP.

Le projet de décompte final est unique pour l'ensemble des prestations exécutées (Etapas 1 & 2) au titre du présent Marché.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux 2021, le projet de décompte final est transmis à l'Assistant du Maître d'Ouvrage avec copie au Maître d'Ouvrage dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la plus tardive de ces dates :

- Date de notification de PV de réception définitive
- Date de remise des documents demandés à l'article 40 du CCAG Travaux 2021

En cas de retard dans la remise du projet de décompte final, et après mise en demeure restée sans effet, le décompte final peut être établi d'office par le Maître d'Ouvrage ou son Assistant aux frais du Titulaire.

Le Titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final, sauf sur le montant définitif des intérêts moratoires.

Le projet de décompte final établi par le Titulaire est accepté ou rectifié par le Maître d'Ouvrage ou son Assistant ; il devient alors le décompte final. Il est notifié au Titulaire avec le décompte général. Cette notification met fin, s'il y a lieu, à l'application des pénalités.

3.6.8.2 Décomptes généraux et solde

L'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage, en accord avec le Maître d'Ouvrage, établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final du Marché défini à l'article 3.6.8.1 du présent CCAP ;
- L'état du solde établi, à partir du décompte final du Marché et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 3.6.3.7 du présent CCAP pour les acomptes ;
- La récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le décompte général est unique pour l'ensemble des prestations et travaux exécutés au titre du Marché.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux 2021, le décompte général, signé par la personne représentant le Maître d'Ouvrage, est notifié au Titulaire au plus tard quarante-cinq jours après la date de remise du projet de décompte final exigible.

Par dérogation à l'article 12.4.3 du CCAG Travaux 2021, le mandataire du Titulaire doit, dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la notification du décompte général, le renvoyer signé au Maître d'Ouvrage, sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve, cette acceptation lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires ; ce décompte devient ainsi le décompte général définitif du Marché.

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le Titulaire dans un mémoire de réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires ; ce mémoire doit être remis au Maître d’Ouvrage dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la notification du décompte général.

Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées au sein du CCAG Travaux 2021. Par dérogation à l’article 55.1.2 du CCAG Travaux 2021, l’avis du maître d’œuvre n’est pas requis.

Si les réserves sont partielles, le Titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ces réserves ne portent pas.

Dans le cas où le Titulaire n’a pas renvoyé au Maître d’Ouvrage le décompte général signé dans le délai de quarante-cinq jours, ou encore, dans le cas où, l’ayant renvoyé dans ce délai, il n’a pas motivé son refus ou n’a pas exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations et en fournissant les justifications nécessaires, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient le décompte général définitif du Marché.

Par dérogation aux dispositions de l’article 12.4 du CCAG Travaux 2021, le règlement du solde du marché intervient à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le Maître d’Ouvrage.

Il sera dérogé totalement à l’article 12.4.4 du CCAG Travaux 2021, qui ne sera donc pas appliqué.

3.7 Délai d’exécution – Pénalités et retenues

3.7.1 Délais d'exécution des prestations et des travaux

3.7.1.1 Délai global

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement, qui fait notamment apparaître de façon détaillée :

Etape 1 comprenant :

- Les études de conception soumises à l’avis du Maître d’Ouvrage ;
- Les études de conception nécessaires à la réalisation du dossier de demande du permis de construire et des autres dossiers de demandes d'autorisation ou de déclarations nécessitées par l'opération ;
- Les études de conception nécessaire à la définition et à la description de l’ensemble des ouvrages à réaliser

Etape 2 comprenant :

- Les études d’exécution et la mise à jour éventuelle des fiches IEB ;
- La réalisation des ouvrages témoins et prototypes demandés dans le cadre du projet ;
- L’exécution des travaux par corps d'état ;
- L’achèvement des travaux et la réception
- Le parfait achèvement, y compris documents fournis après exécutions, formations après exécution.

Le Titulaire devra également respecter tous les délais intermédiaires prévus dans le planning d'exécution annexé au Marché, lesquels ont pleinement valeur contractuelle. Il est rappelé que le délai mentionné à l'article 2.3.2.2 du présent CCAP pour la conception et la réalisation est un délai global pour ces deux étapes engageant le candidat.

Le Titulaire devra mettre tout en œuvre pour respecter les délais prévus, y compris si cela implique des conditions inhabituelles (augmentation d'effectif et/ou de moyens techniques, heures supplémentaires, travail posté, etc.), sans augmentation de prix sauf cas dérogatoire ouvrant droit à une telle augmentation tel que la rencontre de sujétions imprévues.

Pour réaliser ce calendrier général, le Titulaire devra intégrer des phases de formulations d'avis et remarques de la maîtrise d'ouvrage. Ces délais sont compris dans le délai global et sont au maximum :

- Pour le permis de construire : 2 semaines (hors mois d'août) ;
- Pour les études de conception (mise au point APD, PRO) : 4 semaines.

3.7.1.2 A la remise de l'Offre

Il est rappelé que le Titulaire a remis dans le cadre de son Offre un planning prévisionnel faisant apparaître :

- Le calendrier directeur des études, précisant les thèmes à traiter ;
- Le délai de réalisation du dossier d'études de conception soumises à l'avis du Maître d'Ouvrage, remis à jour en fonction des remarques des intervenants ;
- Les délais de mise à disposition du Maître d'Ouvrage des dossiers de demande d'autorisations administratives et leur point de départ ;
- Le délai prévu pour l'examen par le Maître d'Ouvrage et les intervenants concernés des dossiers de demande d'autorisations administratives ;
- Les délais prévisionnels d'obtention des autorisations administratives, fondés sur les règles applicables ;
- Le délai pour l'achèvement des études de conception ;
- La date de mise à disposition de l'emprise chantier
- Le calendrier de production des documents d'exécution relatif à la réalisation des ouvrages.

L'ensemble s'intégrant dans le délai global de conception et réalisation mentionné à l'article 2.3.2.2 du présent CCAP.

CONTRAINTES CALENDAIRES :

Le dossier de permis de construire devra être obligatoirement déposé au plus tard 3 semaines maximum à compter de la notification du marché sur la base du rendu APS+

La date de déclaration d'ouverture de chantier est obligatoire au plus tard le 26/12/2024

3.7.1.3 Etape de conception

En cas de refus de l'une des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, régularisable par le dépôt d'un nouveau dossier de demande, le délai d'établissement du nouveau dossier et l'allongement du délai d'obtention de l'autorisation, ainsi que leurs conséquences sur le déroulement de l'opération (le délai contractuel n'est pas prorogé) sont supportées par le Titulaire sans indemnité.

Toutefois, si le Titulaire démontre que ce refus est exclusivement imputable au Maître d'Ouvrage et/ou à un tiers extérieur au Titulaire et au Maître d'Ouvrage, le Titulaire aura droit à une

prolongation du délai contractuel, après échange entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage et son Assistant. De plus, si le refus est exclusivement imputable au Maître d'Ouvrage, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice subi et dûment justifié.

Tous ces éléments sont remis à jour chaque semaine. Le titulaire devra fournir les calendriers de rattrapage nécessaires en cas d'actions correctives.

Le calendrier détaillé établi sur la base du calendrier prévisionnel devra donner les dates et détails de réalisation des différentes prestations qui correspondent à la décomposition des prix. Il devra faire apparaître également les dates de remise des documents nécessaires à leur exécution.

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement. Ces stipulations ne comprennent pas le délai d'établissement des documents fournis après exécution.

3.7.1.4 Etape de réalisation

Pour que la période de préparation des travaux puisse commencer, l'étape de conception devra être finalisée. Le Maître d'Ouvrage notifiera par ordre de service le démarrage de la période de préparation une fois :

- Qu'un rapport du Maître d'Œuvre confirme que l'ensemble des éléments du dossier PRO est conforme au contrat ;
- Qu'un avis favorable sur le dossier PRO (y compris la validation par le Maître d'Ouvrage des réponses fournies par le Titulaire aux réserves sur le dossier PRO) sera émis par le Maître d'Ouvrage ;
- Que le rapport Initial du bureau de contrôle sera vierge de toute remarque ;
- Que les échantillons des différents matériaux soient présentés et conformes.

Le démarrage des travaux est conditionné par les conditions réunies suivantes :

- La validation formelle par le maître d'ouvrage de l'autorisation de démarrage des travaux sous la forme d'un Ordre de Service ;
- L'obtention du Permis de Construire et des différentes autorisations administratives nécessaires ;
- La transmission des études détaillées, les descriptifs, les notes de calcul et les plans détaillés se rapportant au démarrage des travaux (travaux préparatoires, terrassements, fondations, etc.) revêtus de l'avis favorable du bureau de contrôle technique ;
- Le planning de diffusion de l'ensemble des études d'exécution de tous corps d'état validé par le Maître d'Ouvrage ;
- La désignation et l'agrément des sous-traitants des prestations par corps d'état du lot clos et couvert par le maître d'ouvrage ;
- Le planning de désignation des sous-traitants, établi en lien avec le planning de diffusion de l'ensemble des études d'exécution, validé par le Maître d'Ouvrage étant établi que le dernier sous-traitant devra être désigné par le Titulaire au plus tard six (6) mois après la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

En vue de l'accomplissement de ces formalités, le Titulaire adressera ces documents au Maître d'Ouvrage selon les modalités prévues à l'article 3.13.2 du présent CCAP.

Le Titulaire chargé de l'exécution est tenu de faire connaître au Maître d'Ouvrage et son assistance quinze (15) jours avant, et par écrit, la date à laquelle il envisage de commencer les travaux.

Le Maître d'Ouvrage lui fera part de son accord ou de son désaccord par ordre de service.

Si les motifs justifiant ce désaccord sont imputables au Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier ne pourra faire l'objet d'aucun prolongement de délai.

Si le motif n'est pas imputable au Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier pourra faire l'objet d'une prolongation de délai ; celle-ci devra être annoncée par le Maître d'Ouvrage par écrit, dans les quinze (15) jours suivant la décision.

Le programme d'exécution, incluant le planning détaillé d'exécution, est élaboré par le Titulaire conformément aux stipulations des articles 3.13.2 et 3.13.3 du présent CCAP.

Il sera fait part d'un accord ou d'un désaccord par ordre de service. Dans ce dernier cas, l'ordre de service sera motivé et indiquera éventuellement les pièces qui manqueraient ou qui ne seraient pas recevables.

Si les motifs justifiant ce désaccord sont imputables au Titulaire, le retard éventuel en résultant au démarrage du chantier ne pourra faire l'objet d'aucun prolongement de délai. Si le motif n'est pas imputable au Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier pourra faire l'objet d'une prolongation de délai, cette prolongation devra être annoncée par le Maître d'Ouvrage par écrit, dans les quinze (15) jours suivant la décision. Si nécessaire, un avenant de prolongation sera établi.

3.7.1.5 Parfait achèvement

La durée de la garantie de parfait achèvement est, sauf prolongation, d'un an à compter de la date retenue pour l'achèvement des travaux dans la décision de réception des ouvrages. La prolongation est opérée dans les conditions prévues à l'article 44 du CCAG Travaux 2021.

En cas de réception partielle, le délai de garantie de parfait achèvement de chaque ouvrage réceptionné sera prolongé afin que la date de fin de la garantie soit la même que celle retenue pour l'ouvrage dont la réception est la plus tardive. Ainsi, la date de fin de la garantie de parfait achèvement est unique pour l'ensemble des travaux de chacune des tranches.

Pour les cas particuliers du chauffage - climatisation, le délai de garantie est égal à la plus grande des deux périodes suivantes :

- un an,
ou
- délai nécessaire jusqu'à l'achèvement d'une saison complète de chauffage ou de climatisation après la réception.

3.7.2 Prolongation du délai d'exécution

En dehors des cas prévus aux articles 3.7.2.1 et 3.7.2.2 ci-après, et 18.2.3 du CCAG Travaux 2021, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

3.7.2.1 Changement du montant du Marché

Lorsqu'un changement du montant du Marché ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, des difficultés imprévues au cours du chantier ou des études, un ajournement de travaux, décidé par la personne représentant le Maître d'Ouvrage, justifie soit une prolongation du délai d'exécution de l'ensemble des prestations et travaux, soit le report du début des travaux, l'importance de la prolongation ou du report est débattue par le Maître d'ouvrage et son Assistant avec le Titulaire.

La décision prise par la personne représentant le pouvoir adjudicateur est ensuite notifiée au Titulaire par avenant.

3.7.2.2 Intempéries

Le risque lié aux intempéries de toute nature sera intégralement pris en compte par le titulaire du marché dans son offre. A ce titre, il intégrera un délai de 20 (Vingt) journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale des travaux.

En vue de l'application éventuelle du dernier alinéa l'article 18.2.3 du CCAG Travaux 2021, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux (constatée conformément à l'article 3.13.1.4 du CCAP), le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels dépassera les intensités limites fixé dans le tableau récapitulatif ci-après moins le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles.

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Température minimale à 8h00 du matin sous abri sur le chantier, constaté de manière contradictoire	0° C durant plus de 3 h/j
Précipitations sur le lieu des travaux	20 mm/jour pendant 3 jours
Vent	Vitesse maxi > 60 km/h
Neige	5 cm à 8H00 du matin

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

- Le thermomètre installé par l'entreprise pour la mesure de la température.
- Le poste météorologique et hydrologique le plus proche du chantier.

En cours de travaux, il sera tenu compte dans le calendrier du nombre réel de journées d'intempéries, et le délai d'exécution sera prolongé automatiquement et sans avenant, d'un nombre de jours égal aux journées d'intempéries visées ci-avant.

Sont comptées comme journées d'intempéries, pour l'application du présent alinéa, les journées où le travail est arrêté.

En cas de litige, seuls les bulletins de météo de la station météo précitée seront pris en compte.

Les bulletins météo seront envoyés à l'Assistant Technique au Maître d'Ouvrage mensuellement.

3.7.2.3 Recours sur une autorisation administrative nécessaire à la réalisation de l'ouvrage

Dans l'hypothèse où l'une des autorisations administratives nécessaires à l'exécution par le Titulaire de ses obligations au titre du Marché fait l'objet d'un recours, les parties se communiquent sans délai l'ensemble des pièces relatives audit recours.

De plus, les parties se rencontrent dans les plus brefs délais afin d'évaluer la pertinence du recours et ses conséquences sur l'exécution du CCAP.

Sauf demande expresse du maître d'ouvrage de suspension partielle ou totale du Marché, ou injonction judiciaire ou administrative contraire, le Titulaire poursuit l'exécution du Marché.

a – Suspension de l'exécution du Marché

Le maître d'ouvrage peut enjoindre au Titulaire de suspendre totalement ou partiellement l'exécution du Marché en raison du dépôt d'un recours à l'encontre d'une autorisation administrative nécessaire à l'exécution des obligations du Titulaire.

Cette suspension demandée par le maître d'ouvrage constitue un cas de prorogation des délais d'exécution prévus au Marché.

En cas de suspension de tout ou partie de l'exécution du Marché, les parties se rencontrent régulièrement pour examiner les conditions d'une éventuelle régularisation de la situation litigieuse. À tout moment pendant la période de suspension, notamment s'il apparaît que la situation litigieuse ne peut raisonnablement faire l'objet d'une quelconque régularisation, ou au-delà d'une période de suspension de douze (12) mois, le pouvoir adjudicateur peut résilier totalement ou partiellement le Marché dans les conditions prévues au « b » ci-après.

b – Annulation d'une autorisation administrative

Si le recours aboutit à une annulation de l'autorisation administrative, le Titulaire, avec la collaboration du Maître d'Ouvrage, assure la constitution des éléments complets du dossier relatif à l'autorisation administrative concernée afin qu'une nouvelle demande d'autorisation puisse être déposée.

L'annulation de l'autorisation administrative constitue un cas de prorogation des délais d'exécution du Marché sauf si, au regard des moyens retenus par la décision juridictionnelle ayant prononcé l'annulation de l'autorisation, l'annulation est imputable au Titulaire.

Si une annulation définitive de l'autorisation administrative intervient, que ce soit l'annulation de la première ou de la deuxième autorisation administrative demandée, le pouvoir adjudicateur peut résilier totalement ou partiellement le Marché. Si la résiliation du Marché est partielle, le Marché et ses Annexes sont modifiés en tant que de besoin.

Dans ce cas, si, au regard des motifs retenus par la décision juridictionnelle intervenue à la date à laquelle les parties doivent se déterminer, l'annulation de l'autorisation est imputable au Titulaire, la résiliation est prononcée aux torts du Titulaire.

Si l'annulation de l'autorisation est non imputable au Titulaire, la résiliation sera prononcée selon les dispositions de l'article 5.2 du présent CCAP, étant précisé que seront déduites des indemnités éventuellement dues au Titulaire les indemnités versées au Titulaire au titre des polices d'assurances couvrant le préjudice éventuel subi par les ouvrages, et que ce cas de résiliation ne donnera pas droit à indemnisation d'un manque à gagner, notamment en vertu de l'article 50.4 du CCAG Travaux 2021.

3.7.2.4 Retrait d'une autorisation administrative nécessaire à la réalisation de l'ouvrage

Dans l'hypothèse où une autorisation administrative fait l'objet d'un retrait, l'exécution du Marché est suspendue et les parties se communiquent sans délai les pièces permettant d'apprécier les motifs ayant conduit l'administration à retirer ladite autorisation.

Le retrait constitue un cas de prorogation des délais d'exécution du Marché, sauf si, au regard des motifs ayant conduit au retrait de l'autorisation administrative concernée, le retrait est imputable au Titulaire.

À la demande du Maître d'Ouvrage, le Titulaire constitue et transmet les éléments complets du dossier relatif à l'autorisation administrative concernée, et dépose une nouvelle demande d'autorisation.

Si le retrait de l'autorisation administrative est imputable à une cause rendant impossible le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation, le pouvoir adjudicateur peut résilier totalement ou partiellement le Marché.

Si le retrait de l'autorisation administrative est imputable au Titulaire, la résiliation est prononcée aux torts du Titulaire.

Si le retrait de l'autorisation administrative est non imputable au Titulaire, la résiliation sera prononcée selon les dispositions de l'article 5.2 du présent CCAP, étant précisé que seront déduites des indemnités éventuellement dues au Titulaire les indemnités versées au Titulaire au titre des polices d'assurances couvrant le préjudice éventuel subi par les ouvrages, et que ce cas de résiliation ne donnera pas droit à indemnisation d'un manque à gagner, notamment en vertu de l'article 50.4 du CCAG Travaux 2021.

Dans l'éventualité où le pouvoir adjudicateur résilie partiellement le Marché, le Marché et ses annexes sont modifiés en tant que de besoin.

3.7.3 Pénalités

En cas de prolongation de délai contractuel non imputable au Titulaire, les pénalités de retard au titre de l'exécution du marché des travaux ne seront pas appliquées.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux 2021, le Titulaire ne sera pas exonéré des pénalités même si celles-ci ne dépassent pas 1 000 € HT et ce quel que soit la nature des pénalités.

3.7.3.1 Retard en cours d'exécution et dans l'achèvement des travaux imputable au Titulaire

Par dérogation à l'alinéa 1 de l'article 19.1 du CCAG Travaux 2021, il sera appliqué au Titulaire des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à :

- Délai des études de conception :
 - 5 000 euros par jour calendaire de retard, constaté sur la date de dépôt du Permis de Construire lors de l'Etape 1 défini à l'Article 2.3.2 et telle que définie sur le planning général contractuel annexé à l'Acte d'engagement.
- Délai des études d'exécution et de synthèse :
 - 1 500 euros par jour calendaire de retard, constaté sur la remise des études d'exécution soumises aux visas du maître d'œuvre, du contrôleur technique et avis de l'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage selon le calendrier détaillé des études d'exécution tel qu'il sera établi et validé par le Maître d'Ouvrage à la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.
- Délai intermédiaire figurant dans le calendrier contractuel (pénalités au sens de l'article 19.2.5 alinéa 1 du CCAG Travaux 2021) :
 - 5 000 € par jour calendaire de retard, constaté par rapport au planning détaillé contractuel annexé à l'Acte d'Engagement.
- Non-respect du calendrier des opérations préalables à la réception (OPR) :
 - 4 000 euros par jour de retard dans le démarrage des OPR par le Maître d'Ouvrage et son Assistant, constaté par rapport au planning détaillé contractuel annexé à l'Acte d'Engagement et selon les jalons définis au présent CCAP, ces derniers prévalant sur le planning détaillé contractuel de l'Acte d'Engagement.
- Délai global d'exécution du Marché Etape 1 et 2 :

- 4 000 euros par jour calendaire de retard, constaté par rapport au planning contractuel annexé à l'Acte d'Engagement.

Toutes les autres dispositions du CCAG Travaux 2021 sont applicables.

Sur proposition de son Assistant, le Maître d'Ouvrage pourra appliquer, en cours de projet et par provision, les mêmes pénalités que celles citées au présent article, pour tout retard constaté sur les délais intermédiaires constatés sur le calendrier d'exécution. Toutefois, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de restituer ces pénalités au Titulaire.

Un report de réception lié à un avis défavorable de la Commission de Sécurité ou à une impossibilité de mise en exploitation sera sanctionné par les pénalités prévues à cet article, si l'évènement est de la responsabilité du Titulaire.

3.7.3.2 Non présentation des échantillons, documentations techniques des matériels et documents d'exécution

En ce qui concerne les autres délais prévus au Marché et le non-respect des demandes du Maître d'Ouvrage, de son Assistant, du contrôleur technique ou du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, assorties d'un délai adapté, les montants des pénalités encourues sont les suivantes :

- Retard dans l'établissement d'un devis détaillé ou d'une fiche de travaux modificatifs :
 - 350 euros/ jour calendaire de retard / devis, constaté selon dispositions prévues aux articles 5.1 du présent CCAP.
- Retard dans la remise de documents (plan, maquette ifc, note de calcul, procès-verbal d'essai, fiche d'autocontrôle, etc.) ou échantillons demandés par l'un des intervenants précités, par document ou échantillon :
 - 1 500 euros/ jour calendaire de retard / document, selon le calendrier détaillé des études d'exécution tel qu'il sera établi et validé par le Maître d'Ouvrage à la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux et selon les demandes formulées via un compte rendu, un courrier, un courriel en cours de chantier par l'un des intervenants
- Retard dans la remise du procès-verbal des opérations préalables à la réception du maître d'œuvre :
 - 2 500 euros/ jour calendaire de retard, constaté selon les dispositions des articles 3.14 du présent CCAP.
- Retard dans la diffusion de la proposition de réception du maître d'œuvre (du groupement de conception/réalisation) :
 - 2 500 euros/ jour calendaire de retard, constaté selon les dispositions des articles 3.14 du présent CCAP.
- Retard dans la remise du projet de décompte général final du Marché :
 - 2 500 euros/ jour calendaire de retard, constaté selon l'article 3.6.8 du présent CCAP.
- Retard dans la remise des documents fournis après exécutions :
 - 1 500 euros/ jour calendaire de retard, constaté selon article 7.11 du présent CCAP
- Retard des formations :
 - 100 euros/ par formation ou par semaine de retard, les deux conditions peuvent se cumuler

NB : Minimum 6 mois avant la date prévue de réception, le titulaire remettra un planning pour avis des formations. Le constat des retards se fera sur la base de ce planning.

3.7.3.3 Retard dans la levée des réserves à la réception et au parfait achèvement

Dans le cas où le Titulaire n'aurait pas, à la date limite de levée des réserves fixée au sein du Procès-Verbal de réception, remédié aux imperfections ou malfaçons notées contradictoirement lors des opérations préalables à la réception, des pénalités de retard de 1 500 euros seront appliquées par réserve et par jour calendaire de retard.

Cette clause s'applique également aux réserves constatées durant l'année de parfait achèvement.

3.7.3.4 Absences aux réunions de chantier

Les pénalités seront automatiquement appliquées au Titulaire pour le mandataire du Titulaire, les cotraitants architectes et bureaux d'études dûment convoqués, qui n'assistent pas, ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs, aux réunions de chantier hebdomadaires prévues à l'article 3.13.9 du présent CCAP.

Ces pénalités sont fixées à 500 euros par absence.

Le Maître d'Ouvrage et son Assistant se réservent le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou cotraitantes en présence des membres du Titulaire sus évoqués.

De même cette pénalité, s'applique aussi en cas d'absence aux réunions du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT). En application des articles L4532-10 à L4532-15 du code du travail, les entreprises tenues d'assister aux réunions du CISSCT doivent être représentées par un collaborateur qualifié, bien au courant du chantier et habilité à cet effet ainsi que par un salarié effectivement employé sur le chantier, désigné conformément à l'article R4532-80 du code du travail.

3.7.3.5 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant l'hygiène, la sécurité et la santé des travailleurs

En ce qui concerne le non-respect des demandes assorties d'un délai adapté et réaliste émanant du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, les montants des pénalités encourues sont les suivants :

- Absence de remise d'un plan particulier en matière de sécurité et de protection de la santé :
 - 1 500 euros / jour calendaire de retard. Les retards sont comptabilisés à compter de la première demande du coordonnateur SPS, du Maître d'Ouvrage ou son Assistant ;
- Intervention sur le chantier d'une entreprise sans diffusion préalable du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) :
 - 1 500 euros / jour calendaire comptabilisés à compter du premier jour d'intervention de l'entreprise défaillante ;
- Non-exécution des prescriptions du PGC en matière d'hygiène et de sécurité entraînera, après mise en demeure, et ce, jusqu'à l'obtention de l'avis favorable du coordonnateur :
 - 1 500 euros / jour calendaire de retard ;
- Non-respect d'une injonction du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé :
 - 1 500 euros / jour calendaire de retard / injonction ;
- Infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé sur le chantier :
 - 1 500 euros / jour calendaire de retard / infraction.

Ces pénalités sont cumulatives et valables pour chaque entreprise y compris les sous-traitants du mandataire du Titulaire.

3.7.3.6 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai de l'étape 2 mais sont intégrés au délai global du Marché.

A la fin des travaux, le Titulaire devra, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de la décision de réception, avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier.

En cas de retard ou de défaillance dans la remise en état des lieux ou le nettoyage des locaux, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire par une entreprise librement choisie par le Maître d'Ouvrage, après mise en demeure par lettre RAR restée infructueuse au terme du délai précisé, sans préjudice de l'application d'une pénalité de 1 000 euros par jour calendaire de retard.

3.7.3.7 Autres pénalités et réfections

Le Titulaire pourra se voir appliquer d'autres pénalités ou réfections pour les motifs suivants :

- Non-respect des hauteurs sous plafonds (selon mesures contradictoires lors de la réalisation par comparaison avec les hauteurs définies lors de la conception, dans la limite d'un écart < 5 cm) :
 - 1 000 euros par réserve et par local ;
- Réserve du bureau de contrôle non levée à la réception des travaux (selon RVRAT ou RFCT) :
 - 2 000 euros par réserve ;
- Réserve du CSPS non levée à la réception des travaux (selon PGC ou DIUO) :
 - 2 000 euros par réserve ;
- Réserve dans le rapport du coordonnateur SSI remis avant la commission de sécurité :
 - 2 000 euros par réserve au-delà de trois réserves (maximum toléré) ;
- Réserve résiduelle dans le RVRAT avant la commission de sécurité :
 - 2 000 euros par réserve ;
- Retard dans la présentation d'un dossier d'agrément de sous-traitant selon planning présenté avant le commencement des travaux (articles 3.7.1.4, 2.2.1.5 et 2.2.1.6 du présent CCAP) :
 - 1 000 euros par jour calendaire de retard et par sous-traitant ;
- Non-respect d'une mise en demeure de soumettre à l'acceptation du Maître d'Ouvrage un sous-traitant non déclaré : par jour calendaire à compter de l'échéance de la mise en demeure jusqu'au dépôt du dossier complet de demande d'acceptation :
 - 1 000 euros par jour calendaire et par sous-traitant ;
- Non-respect des obligations définies au 5.1 du présent CCAP : par jour calendaire à compter de l'échéance de remise des documents jusqu'à dépôt du dossier complet :
 - 1 000 euros par jour calendaire
- Défaut de nettoyage du chantier, des voies publiques empruntées à proximité du chantier, absence de dispositif de nettoyage des engins avant sortie du chantier, dépôt de matériaux ou matériels en dehors des zones affectées, par évènement constaté et par jour :
 - 1 000 euros par jour calendaire et par défaut ;

Retard comptabilisé à partir de la première demande du coordonnateur SPS, du Maître d’Ouvrage ou de l’Assistant au maître d’ouvrage.

- Présence d'une publicité sur le site du chantier :
 - 500 euros par jour et par infraction comptabilisé à partir du premier constat effectué par le Maître d’Ouvrage ou de son Assistant.
- Non-respect des horaires de travail ou bruits de chantier au-delà de la limite prescrite (8h-19h hors weekend et jours fériés) :
 - 1 000 euros par jour calendaire ;
- Non-respect des itinéraires éventuellement prescrits pour la desserte du chantier :
 - 1 000 euros par constat et par véhicule ;
- Non-respect de l’interdiction d’incinération de matériaux sur le chantier :
 - 1 000 euros par constat ;

- Non-respect des obligations d'insertion :
 - Se reporter à l'annexe au CCAP « clause obligatoire d'insertion et de promotion de l'emploi »;
- Non-respect des engagements contractuels en terme de quotas « petites et moyennes entreprises et artisans » :
 - Si en fin de marché le quota ayant fait l'objet d'un engagement contractuel n'a pas été respecté, le titulaire se verra appliquer une pénalité égale à 25 % de la part du marché non affectée.
- Non-respect des engagements en matière de sous-traitance :
 - Le défaut de communication du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles au maître d'ouvrage, dans les 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, expose l'entrepreneur à une pénalité de 1 500 € net.
 - Toute sous-traitance occulte constatée par le maître d'ouvrage ou son représentant, le maître d'œuvre ou le CSPS, sera sanctionnée sans mise en demeure préalable par une pénalité de 1 500 euros net par constat.
 - Dans le cas d'une demande de régularisation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage fixe un délai de régularisation dans la mise en demeure. En cas de dépassement du délai de régularisation, le maître d'ouvrage ou son représentant appliquera une pénalité de 1500 euros net par jour calendaire de retard.
- Non-respect concernant l'identification professionnelle des personnes présentes sur le chantier :
 - L'absence du port de la carte PRO BTP sera sanctionnée par une pénalité de 150 euros net sur simple constatation par le maître d'ouvrage ou le CSPS.
 - L'absence de transmission des copies des cartes PRO BTP à compter de la date de diffusion du PPSPS sera sanctionnée par une pénalité de 100 euros net par jour calendaire de retard sur simple constatation par le maître d'ouvrage ou le CSPS.
 - L'absence de transmission de l'enregistrement des personnes employées sur le chantier dans les 15 jours de la demande du maître d'ouvrage ou de son représentant ou du CSPS sera sanctionnée par une pénalité de 150 euros net par jour calendaire de retard.
- Non-respect concernant le détachement de travailleurs étrangers :
 - L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1 500 euros sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.
Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, de l'accusé de réception de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 3 000 euros net par jour calendaire.
 - Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail expose le titulaire à une pénalité de 1 500 euros net par jour calendaire de retard.
- Défaut de non transmission du SOGED (schéma d'organisation et de gestion des déchets) et des bordereaux de suivi ou de dépôts des déchets
 - Le défaut de transmission du SOGED (schéma d'organisation et de gestion des déchets) et des bordereaux de suivi ou de dépôts des déchets expose le titulaire à une pénalité de 500 euros net par jour calendaire de retard.
- Défaut de transmission des attestations d'assurance (article 4.1.7 du présent CCAP):

- A la notification du marché et à chaque demande du maître d'ouvrage ou de son assistant, le titulaire devra transmettre ses attestations d'assurances, dans un délai de 15 jours. Au-delà, il sera pénalisé de 350 € par jour calendaire de retard après mise en demeure restée infructueuse de justifier le retard.
- Réfections prévues par le présent document : réfections liées à l'exécution de prestations du Marché que le Maître d'Ouvrage serait conduit, après mise en demeure non suivie d'effet, à réaliser ou faire réaliser aux frais et risques du Titulaire ;
Réfections correspondant à des prestations prévues au Marché et que le Titulaire n'aurait pas exécutées, en application du principe du règlement selon service fait.

L'ensemble des pénalités et réfections ci-dessus sont cumulatives.

3.7.3.8 Application des pénalités

Toutes les pénalités prévues à l'article 3.7.3 du présent CCAP sont encourues sur simple constatation (par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux) du Maître d'Ouvrage, de son Assistant ou du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. Elles sont cumulables, et ne sont pas plafonnées. L'application de pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 6.2 du présent CCAP. Les pénalités ne sont pas libératoires.

En cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

L'application d'une pénalité consécutive au non-respect d'un délai intermédiaire sera, de fait, levée en cas de respect du délai de l'étape définie à l'Article 2.3.2.2 reporté au planning contractuel du Marché annexé à l'Acte d'Engagement.

3.7.3.9 Retenues provisoires

Il sera fait application de retenues provisoires le cas échéant.

3.7.3.10 Répartition du montant des pénalités au sein du Titulaire

Il sera fait application des articles 19.1.2 et 19.1.4 du CCAG Travaux 2021.

3.7.3.11 Prime d'avance

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

3.8 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et des produits

3.8.1 Provenance et qualité des matériaux et produits

Les études de détail et les descriptifs établis fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction. Le programme stipule que les matériels, produits et composants doivent être neufs. Le Titulaire s'engage à respecter formellement la liste des matériels telle qu'elle résultera de la mise au point du Marché en ce qui concerne la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, marques, types et références.

Le Titulaire s'engage à la mise en œuvre des marques et gammes de produits et équipements proposées lors de son offre et celles figurant au sein du programme. Si au cours du chantier, le Titulaire propose une autre marque que celles contractualisées, le Maître d'Ouvrage pourra refuser le produit ou l'équipement sans avoir à se justifier.

Par ailleurs, lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le Marché, le Titulaire ne peut la modifier que si le Maître d’Ouvrage l’y autorise par écrit.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues l'article 3.6.5 du présent CCAP.

Si le Maître d’Ouvrage subordonne son autorisation à l'acceptation par le Titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le Titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

Pour les matériaux, produits ou composants de construction ne figurant pas dans la liste précitée, le Titulaire devra fournir et mettre à disposition sur le chantier les prototypes et échantillons qui lui auront été demandés par l'un des intervenants désignés au présent CCAP.

Les propositions du Titulaire seront acceptées ou refusées au vu desdits échantillons ou prototypes. Les échantillons et prototypes ayant conduit à accepter les éléments correspondants seront entreposés et conservés sur le chantier et pendant toute sa durée dans un local sécurisé prévu à cet effet.

3.8.2 Vérifications, essais et épreuves

Les résultats à atteindre sont définis dans les pièces constitutives du Marché, et le Titulaire s'est engagé au respect de ces résultats.

Les vérifications qualitatives, par la réalisation d'essais et épreuves, des matériaux, produits ou composants de construction qui seraient demandées par le contrôleur technique sur la base des obligations réglementaires et contractuelles dues par le Titulaire, et les essais définis contractuellement avec le Maître d’Ouvrage pour s'assurer du respect des engagements contractuels du Titulaire sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire procède en outre spontanément aux vérifications qualitatives des matériaux, produits ou composants de constructions demandées par les pièces générales du Marché.

Les matériaux, produits et composants de construction sont soumis, pour leur vérification qualitative, à des essais et épreuves, conformément aux stipulations du Marché et aux prescriptions des normes homologuées, les stipulations du 3.8.1 du présent CCAP, touchant la définition des normes applicables et les dérogations éventuelles à ces normes, étant à retenir pour le présent article.

A défaut d'indication, dans le Marché ou dans les normes, des modes opératoires à utiliser, ceux-ci font l'objet de propositions du Titulaire soumises à l'acceptation du contrôleur technique avec copie au Maître d’Ouvrage et à son Assistant.

Le Titulaire entrepose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits et composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés ; les matériaux, produits et composants refusés doivent être enlevés rapidement du chantier.

Les vérifications sont faites, suivant les indications du présent CCAP ou, à défaut, suivant les propositions du Titulaire soumises à l'acceptation du contrôleur technique, soit sur le chantier, soit dans les usines, magasins ou carrières du Titulaire et des sous-traitants ou fournisseurs.

Elles sont exécutées par un laboratoire ou organisme de contrôle indépendant.

Les vérifications effectuées par un laboratoire ou organisme de contrôle sont faites à la diligence et à la charge du Titulaire. Ce dernier adresse au contrôleur technique les certificats constatant les

résultats des vérifications faites. Au vu de ces certificats, le contrôleur technique valide, par référence aux clauses du présent Marché si les matériaux, produits ou composants de construction peuvent ou non être utilisés.

Le Titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

Le Titulaire équipe, s'il y a lieu, les matériels de fabrication des dispositifs permettant d'opérer le prélèvement des matériaux aux différents stades de l'élaboration des produits fabriqués.

Les essais réglementaires sont à la charge du Titulaire.

Les essais et épreuves non prévus au Marché, mais demandés par le contrôleur technique sont à la charge du Titulaire.

En outre, le Maître de l'Ouvrage demande la réalisation d'essais spécifiques de son bâtiment en cours de réalisation, avec notamment (sans que cette liste soit limitative) :

- Mise en eau des toitures terrasses
- Perméabilité à l'air du bâtiment selon les indications formulées au sein du PTD
- Essais caméra de l'ensemble des réseaux d'évacuation gravitaire (une vérification par caméra sera réalisée suite à chaque rétrocession au Maître d'Ouvrage et en fin de chantier avant réception)
- Essais acoustiques in situ (isolement entre locaux, réverbération des locaux d'une surface de 50 m² et plus)
- Vérifications thermographiques en fin d'opération à l'échelle du bâtiment

Si les résultats de vérifications prévues dans le Marché ou par les normes pour une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction ne permettent pas l'acceptation de cette fourniture, le contrôleur technique peut demander des vérifications supplémentaires pour permettre d'accepter éventuellement tout ou partie de la fourniture, avec ou sans réfaction sur les prix.

Les dépenses correspondant à ces dernières vérifications sont à la charge du Titulaire. Ne sont pas à la charge du Titulaire :

- Les essais et épreuves que le contrôleur technique exécute ou fait exécuter et qui ne sont pas prévus par les normes ;
- Les vérifications éventuellement demandées par le contrôleur technique sur des matériaux, produits ou composants de construction, portant la marque NF ou ayant fait l'objet d'un agrément administratif, qui n'auraient pour but que de s'assurer du respect des qualités inhérentes à la marque ou exigées pour l'agrément.

Des essais pourront être réalisés à l'initiative du Maître d'Ouvrage pour vérifier la conformité des réalisations à la réglementation et aux prescriptions. Si les résultats de ces essais sont conformes aux exigences réglementaires et/ou contractuelles, ils seront payés par le Maître d'Ouvrage. Dans le cas contraire, ils seront payés par le Titulaire.

3.9 Etudes de conception

3.9.1 Etudes de conception soumises à l'avis du Maître d'Ouvrage

Les études de conception consistent, à partir de la signature du contrat et en tenant compte du programme technique détaillé, en un développement de la conception des ouvrages.

Le Titulaire ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions prévues par le Marché. Ainsi, il informera au fur et à mesure l'Assistant technique au Maître d'Ouvrage de toute adaptation qu'il lui semblerait pertinent d'apporter au vu des études développées. A l'appui de telles propositions, l'Assistant au Maître d'Ouvrage fera part de la position du Maître d'Ouvrage dans un délai précisé à l'article 3.7.1 du présent CCAP.

Le Titulaire devra respecter le circuit de diffusion de l'ensemble des documents d'exécution, tel que décrit au Marché et précisé le cas échéant en cours d'exécution

Il informera régulièrement l'Assistant du Maître d'Ouvrage de l'avancement des études, et présentera notamment à cet effet tous les mois à l'Assistant du Maître d'Ouvrage un rapport portant sur la période écoulée, précisant l'avancement et les problématiques rencontrées.

En cours d'études, le Titulaire soumet au Maître d'Ouvrage et à son Assistant pour avis et remarques, avant poursuite des études, un dossier qui doit être certifié conforme aux dispositions contractuelles par le Titulaire, notamment par le biais d'un Visa émanant de l'architecte et du ou des bureaux d'études techniques (copie des VISA à adresser à l'Assistant et au Maître d'ouvrage), et précisant, le cas échéant, la prise en compte des avis du contrôleur technique et du coordonnateur SPS.

Dans le cas où le Titulaire souhaiterait présenter des écarts au programme au cours des études de conception, ils devront être formalisés au travers d'un tableau, appelé « tableau des écarts », qui sera mis à jour avec la remise du dossier APD et du dossier PRO. Aucune modification du programme ne sera tacitement validée le Maître d'Ouvrage et son assistant.

Les avis et remarques de l'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage et du Maître d'Ouvrage correspondent :

- À un enregistrement des plans d'exécution
- À une vérification de la conformité au programme.

Aucun avis ne pourra être délivré sur la base d'un dossier partiel ne répondant pas aux exigences minimales définies au marché et par la réglementation et les normes applicables, ou ne prenant pas en compte les avis du contrôleur technique ou du coordonnateur SPS qui auront été émis.

L'Assistant au Maître d'Ouvrage et le Maître d'Ouvrage vérifient que les documents transmis respectent les dispositions du Marché, ce qui dans ce cas conduira à délivrer un avis et des remarques.

L'avis pourra :

- Ne pas être délivré : les raisons du refus seront explicitées, par référence aux dispositions contractuelles, et le Titulaire devra mettre son dossier en conformité et le soumettre à nouveau à l'avis de l'Assistant au Maître d'Ouvrage et du Maître d'Ouvrage dans un délai fixé dans la décision de refus de délivrance de l'avis ;
- Être partiel dans le cas où la nature ou l'importance des observations que l'Assistant au Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage seraient amenés à formuler ne constituent pas un obstacle à la poursuite de l'exécution du Marché, un avis partiel pourra être délivré, à charge pour le Titulaire de produire les éléments de réponses permettant la levée des observations ayant conduit à un avis partiel. Le délai fixé pour la remise de ces éléments figure dans la décision de délivrance de l'avis partiel et sera un délai adapté et réaliste ;
- Être délivré sans observation.

Les délais nécessaires à une reprise du dossier consécutive à la non-délivrance d'avis ou à la délivrance d'un avis partiellement défavorable, et à la présentation d'un nouveau dossier pour avis,

ainsi que les délais nécessaires à l'avis du Maître d'Ouvrage et des autres intervenants (AMO, CT, CSPS) sont réputés inclus dans le délai global d'exécution du Marché.

Ces dossiers sont également soumis au contrôleur technique, pour vérification de leur conformité au référentiel et au Coordonnateur SPS pour vérification de la bonne intégration des dispositions relatives à la sécurité et à la protection de la santé.

Il est précisé que, s'il l'estime possible sans porter atteinte à la cohérence et à la qualité de la conception, et s'il en a l'utilité pour favoriser une exécution rapide du Marché, le Titulaire peut soumettre à l'avis de l'Assistant au Maître d'Ouvrage et du Maître d'Ouvrage un dossier partiel ne permettant pas la délivrance d'un avis. Ce dossier fera l'objet d'un simple avis provisoire, cet avis provisoire étant susceptible d'être infirmé au moment de l'examen du dossier complet soumis ultérieurement.

De façon générale, et sous sa responsabilité, le Titulaire devra tenir compte des avis et remarques formulés dans le cadre de cette procédure.

Les avis et remarques du Maître d'Ouvrage ne déchargent en aucun cas le Titulaire de ses obligations et responsabilités, notamment en termes de vices de conception ou de non-respect de la réglementation, et ne pourront être considérés comme valant acceptation, même tacite, de non-conformité au Marché ou aux règles de l'art. Les avis délivrés au titre du présent marché ne peuvent être invoqués par le Titulaire pour engager la responsabilité, même partiellement, du Maître d'Ouvrage.

3.9.2 Demandes d'autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux 2021, la mission porte sur la totalité des autorisations administratives nécessaires au déroulement complet de l'opération. L'article 31.3 du CCAG Travaux 2021 n'est donc pas applicable.

Le Titulaire prépare toutes les demandes d'autorisations et les déclarations et les remet à l'Assistant au Maître d'Ouvrage pour vérifications puis pour signature au Maître d'Ouvrage.

Les dossiers de demandes d'autorisations administratives devront être établis en conformité avec le Marché, en particulier le Programme Technique Détaillé (PTD), et l'offre du Titulaire, sous réserve des modifications le cas échéant acceptée selon les procédures prévues au Marché. Les réserves éventuelles des services instructeurs devront être prises en compte, aussi bien dans l'établissement des dossiers que postérieurement dans les études et travaux.

Les prescriptions et réserves émanant de l'instruction de l'étude d'impact valant dossier loi sur l'eau seront intégrées à la charge du Titulaire lors des étapes de conception et de réalisation.

Le Titulaire devra être présent lors des visites des différentes commissions compétentes, notamment la commission de sécurité, et la Commission d'accessibilité et prendre en compte leurs observations dans les conditions prévues au Marché.

3.10 Etudes préalables à l'exécution des travaux

3.10.1 Etudes d'exécution et de synthèse

Toutes les études d'exécution et de synthèse sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire transmettra au Maître d'Ouvrage et à son Assistant, pour avis, un planning de diffusion des documents d'exécution et de synthèse, préalable au démarrage des travaux.

D'une façon générale, le Titulaire établit, d'après les pièces constitutives du Marché et sur la base des études de conception, tous les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, quelle qu'en soit la nature (plans d'exécution, notes de calculs, études de détail, etc.).

Sur la base des études d'exécution finalisées et validées, et quel qu'en soit l'auteur, le Titulaire devra élaborer les plans d'atelier et de chantier relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier.

A cet effet, il fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit établir les calculs de stabilité et de résistance.

Les plans d'exécution sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au Marché, les formes des pièces dans tous leurs éléments et assemblages, les armatures et leur disposition.

Le Titulaire est chargé à ses frais de la coordination temporelle, technique et spatiale de ses études d'exécution et de leur synthèse, y compris les études qu'il ferait réaliser par des sous-traitants, étant précisé que les plans de synthèse feront partie intégrante du dossier des ouvrages exécutés.

3.10.2 Vérification des études d'exécution et de synthèse

De façon générale, toutes les études d'exécution doivent être soumises au visa du concepteur (pour celles qui ne sont pas effectuées par lui), au coordinateur des Systèmes de Sécurité Incendie (faisant partie du Titulaire de conception réalisation), à l'avis du Contrôleur Technique, et communiquées au Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le visa du concepteur a pour objet d'assurer au Maître d'Ouvrage que les documents établis par le Titulaire respectent les études de conception et est conforme aux règles de l'art, à la réglementation et aux normes en vigueur.

Toute reprise des études d'exécution (et de fait de délai de visa ou d'avis selon l'intervenant) nécessitée par la décision du concepteur de ne pas délivrer son visa ou par un avis défavorable du contrôleur technique sur un document d'exécution devra être faite dans un délai fixé à l'article 3.7.1 du présent CCAP. Le Titulaire devra assumer toutes les conséquences liées à la reprise des études, y compris en termes de délai, aucune prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux ne pouvant être obtenue à ce titre.

Le visa du concepteur et un avis favorable du contrôleur technique, éventuellement assortis de réserves ne faisant pas obstacle à l'exécution, doivent impérativement être obtenus préalablement à l'exécution de l'ouvrage correspondant aux documents concernés. Dans le cas contraire, le Titulaire devra assumer toutes les conséquences qui pourraient en découler, telles que la dépose ou la démolition de tout ou partie d'un ouvrage exécuté.

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ouvrage conformément aux documents nécessaires à l'exécution qu'il a fait viser en application des présentes.

Les documents d'exécution élaborés par le Titulaire seront fournis et diffusés directement par ses soins aux destinataires qui lui seront désignés.

L'ensemble des visas sera transmis au fur et à mesure au Maître d'Ouvrage et à son Assistant, suivi sous forme d'un tableau d'avancement à chaque rendez-vous de chantier. Sans cela, le paiement des missions VISA et SYNTHÈSE ne pourra être effectué conformément aux dispositions de l'article 3.6.4 du présent CCAP.

3.10.3 Composants, techniques ou procédés de mise en œuvre non traditionnels

Tous les composants, techniques et procédés de mise en œuvre devront être conformes aux documents généraux constitutifs du marché (CCTG, normes, etc.), ou devront être couverts par un avis technique favorable en cours de validité au moment de la mise en œuvre, ce dont il sera justifié par le Titulaire. Le Maître d'Ouvrage refuse les appréciations techniques d'expérimentation (ATEX).

3.11 Implantation des ouvrages

3.11.1 Piquetage général

Les piquetages sont à la charge du Titulaire y compris pour le redécoupage parcellaire en fin d'opération. Ces piquetages seront soit effectués, soit contrôlés par un géomètre-expert, intervenant à la charge du Titulaire, qui attestera de leur conformité au plan général d'implantation des ouvrages.

Le plan général d'implantation des ouvrages est un plan orienté qui précise la position des ouvrages, en planimétrie et en altimétrie, par rapport à des repères fixes. Il sera transmis au Maître d'Ouvrage dès son établissement, étant précisé que cette transmission n'exonère en rien le Titulaire de sa responsabilité dans la définition et la mise en œuvre des implantations.

Lors de l'exécution des travaux le Titulaire est tenu de compléter le piquetage général par autant de piquets qu'il est nécessaire.

3.11.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le Titulaire a reçu du concepteur toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 3.11.1 du présent CCAP.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, de chaleur (RCU), d'eau ou des câbles électriques, le Titulaire doit, dix (10) jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Le Titulaire est tenu de veiller à la conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin. Lors de l'exécution des travaux, le Titulaire est tenu de compléter le piquetage spécial par autant de piquets qu'il est nécessaire.

3.12 Marquage du chantier

3.12.1 Affichage

Tous les affichages réglementaires devront, à la charge exclusive du Titulaire, être en place avant la fin de la période de préparation et maintenus pendant toute la durée du chantier. Cet affichage inclut les panneaux de permis de construire.

En plus des panneaux d'affichage réglementaires, le Titulaire mettra en place à ses frais un panneau dit panneau de chantier, des dimensions figurant au sein de la charte « signalétique travaux » jointe au programme, et comportant notamment :

- Une perspective couleur du projet ;
- Le titre du chantier,
- Les noms, adresses et numéros de téléphone de chacun des intervenants sur le chantier :

- Le Maître d’Ouvrage,
- L’Assistant à Maitrise d’Ouvrage,
- Le coordonnateur SPS,
- Le contrôleur technique,
- Les différentes entreprises et le Titulaire de conception-réalisation.

Il sera implanté au lieu choisi par le Maître d’Ouvrage.

La composition du panneau de chantier et son implantation seront soumises au Maître d’Ouvrage et à l’Assistant au Maître d’Ouvrage. Toute publicité est interdite sur le site du chantier, en quelque endroit que ce soit, y compris celle des entreprises qui y interviennent.

3.12.2 Palissade pour la protection des installations de chantier

Une palissade sera mise en place sur tout le périmètre du chantier. Elle devra empêcher de s’introduire sur le chantier notamment en rampant et devra résister aux vents forts.

Le chantier devra être tenu constamment fermé.

Les coordonnées d’un responsable devront être laissées au Maître d’Ouvrage pour palier un besoin exceptionnel.

3.12.3 Signalisation

Le chantier sera signalé par des panneaux et une signalisation lumineuse si nécessaire.

Lorsque les travaux intéressent la circulation publique, la signalisation à l’usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière ; elle est réalisée, sous le contrôle des services compétents (mairie...), par le Titulaire, ce dernier ayant à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation.

Le gardiennage dans l’emprise du chantier est à la charge du titulaire.

3.12.4 Police de chantier

Le maître d’ouvrage se laisse la possibilité de réaliser un référé préventif avant le démarrage des travaux. Ce référé pourra porter sur les bâtiments, voiries, réseaux ou tout équipement à proximité du chantier.

En tout état de cause, un constat ayant pour objet un état des lieux des ouvrages (éventuellement limité à ceux non visités dans le cadre du référé préventif s’il venait à être réalisé) (chaussées, bâtiments, réseaux, équipements et espaces verts, voirie), sera établi par huissier en présence du Maître d’Ouvrage et de la mairie, à la charge et à l’initiative du Titulaire, avant tout début des travaux. Ce constat pourra intégrer l’intérieur des bâtiments avoisinants le chantier.

Un constat sera réalisé sur les mêmes points et dans les mêmes conditions à la fin du chantier, toujours à la charge et à l’initiative du Titulaire.

Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’exiger du Titulaire qu’il retire du chantier toute personne qu’il emploie, directement ou employée par un de ses sous-traitants ou fournisseurs qui contreviendrait :

- Aux règles de sécurité réglementaires
- À celles précisées dans le présent CCAP
- À celles définies au cours du chantier et mentionnées dans les comptes rendus de réunion

Les horaires de travail des entreprises seront soumis à l’approbation du Maître d’Ouvrage.

3.13 Préparation, coordination et exécution des travaux

3.13.1 Dispositions générales

3.13.1.1 Organisation du chantier

L'organisation du chantier sera conforme :

- Aux documents élaborés par le Titulaire, soumis pour avis à l'Assistant au Maître d'Ouvrage et au CSPS ;
- Au Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

3.13.1.2 Coordination de l'exécution des travaux

La coordination de l'exécution des travaux incombe au mandataire du Titulaire.

Il appartiendra à celui-ci de produire, en fonction d'éventuels retards par rapport au planning, des calendriers de travail tenant compte de la réalité, ces calendriers n'ayant pas vocation à se substituer aux plannings contractuels.

3.13.1.3 Sécurité et protection de la santé

L'intégralité des règles du Code du travail, celles fixées par le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, les dispositions prévues par les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé validés par le CSPS, devront notamment être respectées pendant toute la durée d'exécution des travaux,

Le CSPS a toute autorité sur les entreprises et leurs agents intervenant sur le chantier. Ses instructions, ainsi que les décisions et sanctions immédiates qu'il jugera utile de prendre pour des cas d'une particulière gravité, doivent impérativement être respectées. Tout désaccord éventuel entre une entreprise et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé devra être porté à la connaissance de l'Assistant au Maître d'Ouvrage et du Maître d'Ouvrage, ce dernier ayant seul qualité pour confirmer ou infirmer une position ou une sanction prise par le coordonnateur,

A l'occasion de chaque réunion de chantier, un point sera fait avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le PGC sera mis à jour en tant que de besoin par le coordonnateur SPS, notamment suite à une réunion de mise au point avec le Titulaire qui aura lieu dans le mois suivant la notification du présent Marché.

3.13.1.4 Constatations et constats contradictoires

Au sens du présent article, la constatation est une opération matérielle, le constat est le document qui en résulte.

Des constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution sont faites sur la demande, soit du Titulaire, soit du Maître d'Ouvrage ou de son Assistant.

Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités.

L'Assistant au Maître d'Ouvrage fixe la date des constatations ; lorsque la demande est présentée par le Titulaire, cette date ne peut être postérieure de plus de dix (10) jours à celle de la demande.

Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par l'Assistant au Maître d'Ouvrage contradictoirement avec le Titulaire. Si le Titulaire refuse de signer ce constat, ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les quinze (15) jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves à l'Assistant au Maître d'Ouvrage.

Si le Titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

3.13.2 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

3.13.2.1 Préparation des travaux

La période de préparation des travaux débute à la date définie au planning général contractuel annexé à l'Acte d'Engagement. Sa durée est de deux (2) mois maximum, sauf indication contraire dans le planning d'exécution du Marché annexé à l'Acte d'Engagement.

La période de préparation des travaux (Etape 2) est incluse dans le délai global de conception-réalisation (article 2.3.2.2 du présent CCAP) dont le démarrage des travaux sera notifié par Ordre de Service.

Au cours de cette période de préparation, il est procédé aux opérations ci-après à la diligence respective des parties contractantes :

Par les soins du Maître d'Ouvrage :

- Libération des accès ;
- Emprise des installations provisoires demandées par le Titulaire et acceptée par le Maître d'Ouvrage ;
- Mise à disposition des réseaux existants ;
- Détermination des zones interdites aux entreprises ;
- Avis et remarques sur le projet des installations de chantier.

Par les soins du Titulaire :

- Constat mentionné à l'article 3.12.4 du présent CCAP ;
- Établissement d'un planning prévisionnel des travaux à l'échelle de la semaine, respectant le planning prévisionnel intégré aux pièces du Marché et les délais contractuels, et soumis à avis conformément aux stipulations de l'article suivant. Y seront spécifiés :
 - La réalisation des installations de chantier et ouvrages annexes ;
 - Les études d'exécution et de synthèse ;
 - La date de désignation de l'ensemble des sous-traitants, celle devant être au plus tard à six (6) mois de l'ordre de service de démarrage des travaux.
 - Les mises hors d'eau et hors d'air ;
 - Les tests d'étanchéité à l'air ;
 - Les présentations d'échantillons ;
 - Les mises à disposition des locaux recevant du matériel hors marché mais dont l'installation doit se faire avant achèvement des travaux ;
 - Les dates d'achèvement partiel (en vue des éventuelles réceptions partielles) ;
 - L'achèvement des travaux ;
 - Les essais techniques et les épreuves (mesures acoustique, etc...) ;
 - La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

- La consultation pour le mobilier fourni par le Maître d’Ouvrage et posé par le Titulaire ;
 - Le procès-verbal établi par le concepteur dans le cadre des opérations préalables à la réception ;
 - Les opérations préalables à la réception effectuées par le contrôleur technique, et celles organisées par l'assistant du maître d'ouvrage, conformément aux stipulations de l'article 3.14.2.1 du CCAP ;
 - Le phasage de la réalisation des travaux (avec indication des dates de libération des locaux et des modifications d'installation de chantier).
 - Tout jalon et échéance figurant au sein du présent CCAP, du Programme Technique Détaillé
- Etablissement et présentation au Maître d’Ouvrage, à l’Assistant au Maître d’Ouvrage et au CSPS du projet d’installations de chantier (et des ouvrages provisoires), qui indique notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et leur accès à partir de l’entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d’eau, d’électricité et d’assainissement et leur date de réalisation ;
 - Elaboration et présentation des plans particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et transmission au Coordonnateur désigné ;
 - Exécution des voies et réseaux divers en présence d’un représentant ;
 - Fourniture de l’ensemble des éléments nécessaires à la délivrance de l’Ordre de service de démarrage des travaux (Article 3.7.1.4 du présent CCAP).

3.13.2.2 Programme d’exécution des travaux

Le Titulaire, tel que sera défini dans le PRO, établira notamment le programme d’exécution des travaux qui précise, entre autres, les matériels et méthodes qui seront utilisés, ainsi que les spécifications éventuelles de pose, d’entretien ou d’usage d’équipements ou de produits. Il précisera les délais prévisionnels de livraison et les conditions de stockage des équipements et du matériel. Il fera apparaître également le calendrier d’intervention sur les réseaux existants ainsi que le détail de ces interventions, indiquant les mesures à prendre pour chaque partie. Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires est annexé à ce programme.

Le programme d'exécution indique les dispositions prévues par le mandataire pour assurer la coordination des tâches incombant aux autres membres du Titulaire

Tous les documents établis au titre des études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux, devront recevoir préalablement les visas et avis prévus à l'article du présent CCAP.

Le circuit d'approbation/diffusion est assuré par le Titulaire et doit se faire en parallèle entre tous les intervenants.

Le délai d'approbation du bureau du contrôle technique et du CSPS des plans ne devra pas être supérieur à dix (10) jours calendaires après leur diffusion.

Le Maître d’Ouvrage disposera d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de ces documents pour formuler un avis ou faire part de ses observations par l’Assistant au Maître d’Ouvrage.

En cas de réserve, le Titulaire reprendra à ses frais les études complémentaires nécessaires à la levée des réserves et soumettra à nouveau les documents à l’avis du Maître d’Ouvrage, suivant la même procédure, sans pour autant prétendre à une augmentation du délai global.

3.13.2.3 Installation de chantier

Le Titulaire a la charge exclusive de procéder à ses frais à la mise en place, puis à la maintenance et à l'entretien de toutes les installations nécessaires au chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier dans le périmètre du site, en fonction de toutes les réglementations applicables, du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, ainsi que de la situation, de l'environnement et de la configuration des lieux, dont il est réputé avoir une parfaite connaissance.

Toutes les installations et moyens techniques nécessaires au commencement de l'exécution des travaux, déterminés en accord avec le coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, devront être opérationnels avant la fin de la période de préparation,

Comme stipulé dans l'article 3.12.4 du présent CCAP, un référé préventif pourra être réalisé avant le démarrage des travaux, éventuellement complété par un état des lieux avant exécution des travaux, consigné par constat d'Huissiers de Justice mandatés respectivement par le Titulaire.

Si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en incombe au Titulaire.

Le Titulaire a, à l'égard du Maître de l'Ouvrage, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, sauf s'il établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du Marché ou de prescriptions d'ordre de service.

3.13.3 Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées seront établis par le Titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, à l'avis du Contrôleur Technique et de l'Assistant au Maître d'Ouvrage et du Maître d'Ouvrage. Le Titulaire devra tenir compte de leurs observations pour l'établissement des documents définitifs.

Les avis et remarques de l'Assistant au Maître d'Ouvrage et du Maître d'Ouvrage correspondent :

- À un enregistrement des plans d'exécution ;
- À une vérification de la conformité au programme.

Cependant, le Titulaire garde l'entière responsabilité de la conception et la réalisation des ouvrages exécutés dans le cadre du présent Marché tout au long de l'opération. Par dérogation aux articles 29.1.3 et 29.1.4 du CCAG Travaux, il n'y aura ni approbation ni visa, la responsabilité de la conception et de la construction des installations incombant totalement et exclusivement au Titulaire. Les avis et remarques du Maître d'Ouvrage et de son Assistant ne déchargent en aucun cas le Titulaire de ses obligations et responsabilités, notamment en termes de vices de conception ou de non-respect de la réglementation.

Les plans d'exécution sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrage et les qualités des matériaux à mettre en œuvre. Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au Marché, les formes des ouvrages, les différents éléments et leur assemblage.

Tous les documents soumis à l'approbation du maître d'ouvrage, de son Assistant, du Coordonnateur SPS ou du Contrôleur technique seront transmis avec un bordereau d'envoi et seront indicés en tant que de besoin. Les plans d'exécution, notes de calcul et études de détails sont fournis :

- En 2 exemplaires papier + 1 exemplaire numérique pour le Maître d'Ouvrage et son Assistant,

- + 1 exemplaire pour le Contrôleur Technique,
- + 1 exemplaire pour le Coordonnateur SPS le cas échéant,
- + le nombre d'exemplaires nécessaires pour les dossiers à présenter : permis de construire, déclaration des travaux, etc.

3.13.4 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

3.13.5 Organisation, Hygiène et Sécurité des Chantiers

3.13.5.1 Sécurité et hygiène

Le Maître d'Ouvrage confie à un coordonnateur la mission de Coordination SPS.

Le Titulaire devra transmettre au CSPS, avant le début du chantier :

- Le nom de la personne chargée de diriger l'intervention,
- La durée prévisible de l'intervention,
- L'effectif prévisible des intervenants affectés à ce chantier,
- La liste des matériels présentant un risque particulier lié à leur utilisation ainsi que ceux soumis à un contrôle réglementaire.

Les mesures de sécurité liées à l'interférence entre le chantier et le site seront prises par le Maître d'Ouvrage et appliquées par le Titulaire. Elles sont réputées comprises dans l'offre de prix. Ces mesures seront validées sur le registre Journal du chantier. Les consignes de sécurité et les mesures liées à l'organisation des travaux seront obligatoirement validées par une visite commune du site avant l'ouverture du chantier.

- Responsabilités :

Conformément aux dispositions de l'article L. 4531-1 du Code du travail, le Maître d'Ouvrage prend en charge la coordination des mesures de sécurité propres au chantier.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent respectivement, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de construction des ouvrages ou d'installations des équipements.

Le Titulaire s'engage à informer l'ensemble des intervenants affectés à cette opération des mesures de sécurité spécifiques à ce chantier.

- Moyens :

Le Titulaire devra désigner un interlocuteur sécurité présent sur le chantier pendant la durée de son intervention.

Afin de pouvoir faire appliquer les mesures qu'il juge utiles dans le cadre de sa mission, le coordonnateur est habilité par le Maître d'Ouvrage à faire part directement de ses demandes auprès des intervenants pour mise en application avec copie correspondante à celui-ci. Si cette procédure n'est pas suivie d'effets, il doit en informer le Maître d'Ouvrage pour que ce dernier prenne les mesures nécessaires.

En cas de danger grave et imminent, le coordonnateur aura la possibilité de stopper les travaux en partie ou en totalité sans aucun préavis.

En cas de non-respect répétitif de consignes de sécurité et après mise en demeure, il sera fait application des pénalités de l'article 3.7.3.5 du présent CCAP.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de réaliser des audits de respect des consignes des règles d'hygiène et notamment des mesures de prévention des risques infectieux fongiques.

3.13.5.2 Facilités fournies par le Maître d'Ouvrage

L'installation de chantier du Titulaire bénéficie des facilités suivantes : les emplacements pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels.

Les dispositions pour les raccordements et consommations de fluides et énergies seront, jusqu'à la levée des dernières réserves, les suivantes :

- Elles seront intégralement à la charge du Titulaire ;
- Les raccordements seront effectués selon les prescriptions décrites dans le tome 2 du PTD.

La localisation des emplacements sera précisée dans l'Offre et arrêtée lors des études d'exécution.

3.13.5.3 Installations à réaliser par le Titulaire

3.13.5.3.1 POUR LE MAITRE D'OUVRAGE OU SES REPRESENTANTS

Le Titulaire mettra à disposition du Maître d'Ouvrage :

- Un local pour une salle de réunion avec mobilier pour 20 personnes, un tableau pour affichage des plans, une ligne téléphonique, une cafetière électrique avec consommables. Ce local sera éclairé, chauffé. Son nettoyage régulier (3 fois par semaine) sera à la charge du Titulaire. Cette salle sera totalement indépendante de toute autre pièce (bureaux des équipes du chantier, etc. ...) avec sortie directe sur l'extérieur ;
- Les bureaux tels que définis à l'article 7.6.1 du présent CCAP ;
- Des casques de chantier et des paires de bottes pour au moins 20 personnes.

3.13.5.3.2 POUR LE PERSONNEL

Ces locaux comprennent, un local pour la direction des travaux du Titulaire, des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel, leurs normes étant au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier devront toujours être adaptées aux effectifs. Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

3.13.5.4 Nettoyage du chantier et de la voirie

Le Titulaire sera tenu de nettoyer les locaux au fur et à mesure de ses interventions. Si ce nettoyage n'est pas réalisé correctement, le Maître d'Ouvrage chargera une entreprise de son choix de ce travail aux frais du Titulaire.

Lors des travaux, le Titulaire sera tenu de maintenir en état de propreté satisfaisant la voirie, et en particulier les abords immédiats du chantier. Les boues éventuelles répandues sur la voirie existante seront aussitôt balayées et lavées à la lance à eau.

Des aires de lavage des roues seront mises en place à l'accès du chantier.

3.13.6 Sujétions résultant de l'utilisation du domaine public

En complément à l'Article 34 du CCAG Travaux 2021, les dispositions particulières à respecter par le Titulaire chargé de l'exécution des travaux pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux, sont les suivantes :

- Établissement d'un constat contradictoire de l'état de la voie publique d'accès (pour les zones non couvertes par le référé préventif) ;
- Maintenance de cette voie à l'état actuel pendant la durée des travaux ;
- Plan de circulation à soumettre au service municipal de la Ville.

La signalisation nécessaire à la réalisation du chantier (feux, etc.) est entièrement à la charge du Titulaire.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux 2021, le Titulaire supportera seul les frais de remise en état des dégradations qu'il aura causées aux voies publiques.

Le Titulaire informera l'Assistant au Maître d'Ouvrage de l'ensemble des demandes d'autorisations de voirie et autres autorisations et déclarations nécessaires au commencement du chantier.

3.13.7 Sujétions résultant de l'intervention des concessionnaires de réseaux

Les concessionnaires de réseaux devront intervenir en coordination et interface avec le Titulaire.

A cet effet, le Maître d'Ouvrage définira en lien avec chaque concessionnaire leur date d'intervention.

Le Titulaire prendra acte des interventions de chaque concessionnaire et adaptera son planning en conséquence.

3.13.8 Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier

Le Titulaire tiendra en permanence sur le chantier, dans un casier fermé à clé, tous les documents à jour, ainsi que la liste de ces documents avec dates des approbations concernant l'opération (plans, notes, etc.). Ces documents seront réservés au Maître d'Ouvrage.

3.13.9 Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont hebdomadaires et dirigées par un membre du Titulaire désigné comme pilote qui en établit le compte-rendu et le transmet dans les 48 heures aux intéressés. La participation du Maître d'Ouvrage et de son Assistant à ces réunions n'est pas obligatoire.

Le Mandataire du Titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager le Titulaire et donner sur-le-champ des ordres nécessaires sur le chantier. Sa présence étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité.

En complément des réunions de chantier prévues ci-dessus, des réunions « Conception/ Réalisation » bimestrielles auront lieu aux jours et heures fixés conjointement par le Maître d'Ouvrage assisté de son Assistant et par le Titulaire. Elles sont dirigées par l'Assistant au Maître d'Ouvrage qui en établit le compte-rendu et le diffuse aux intéressés.

Il sera occasionnellement possible d'augmenter la fréquence des réunions en cas de besoin (phases de réception, etc.)

Le Mandataire du Titulaire ou son représentant ayant pouvoir pour engager le Titulaire, les cotraitants architectes et bureaux d'études seront tenus de participer aux réunions « Conception/ Réalisation ».

Le Maître d'Ouvrage et son Assistant se réservent le droit de convoquer à ces réunions de « Conception/ Réalisation » les entreprises sous-traitantes ou cotraitantes en présence des membres du Titulaire sus évoqués.

Le Titulaire est responsable, en cas d'absence, des dommages en résultant.

La responsabilité du pilotage du chantier est assurée par le mandataire du Titulaire.

Le procès-verbal des réunions de conception (phase EXE) et coordination de maîtrise d'œuvre sera rédigé par les cotraitants architectes et bureaux d'études, et diffusé à toutes les parties concernées citées dans l'article 2.2.2 du présent CCAP.

3.13.10 Cahier de chantier

Il sera tenu obligatoirement sur le chantier un cahier de chantier sur lequel le CSPS inscrit toutes observations nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

Le Titulaire et ses sous-traitants seront tenus, à chaque réunion de chantier, de prendre connaissance des observations portées sur ledit cahier et de le viser avant la fin de la réunion et répondre aux observations et notifications du CSPS.

Les observations portées sur le cahier de chantier par le CSPS valent ordre pour le Titulaire intéressé. Toute suite devra y être donnée à la diligence du Chef de chantier.

3.13.11 Dossier photographique du chantier

Un dossier photographique du chantier avec prises de vue à minima bimensuelles sera établi par le Titulaire et diffusé au maître d'ouvrage au fur et à mesure de sa constitution, diffusion par voie dématérialisée.

3.13.12 Visites de chantier

Le Titulaire organise, pour le Maître d'Ouvrage et son Assistant, une visite bimensuelle de chantier durant la période d'exécution des travaux. Des visites plus fréquentes pourront être prévues en cas de besoin (phases de réception, etc.).

Le Maître d'Ouvrage et son Assistant, accompagné du Titulaire, organiseront pour les futurs utilisateurs de l'ensemble immobilier des visites de chantier durant la période d'exécution des travaux, si ceux-ci en expriment le souhait.

3.13.13 Gestion des déchets de chantier

Il est fait application de l'article 36 du CCAG Travaux.

L'attention du titulaire est attirée sur les obligations issues du décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les « *informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets* » qui imposent de faire figurer dans les devis de travaux de construction, de rénovation et de démolition de bâtiments, des mentions concernant les déchets gérés par les travaux, et, de se faire remettre un bordereau de dépôt par le gestionnaire de l'installation de déchets. Ce bordereau est à conserver par l'entreprise et à présenter sur demande au maître d'ouvrage du chantier ou en cas de contrôle

Ainsi, le Titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie à l'Assistant Technique du maître d'ouvrage, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le Titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

3.14 Contrôle et réception des travaux

3.14.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

3.14.1.1 Essais et contrôles

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du CCTG 2021 ou les études de détail et descriptifs, seront assurés par le Titulaire sous le contrôle du bureau de contrôle technique, à qui il devra apporter la preuve de la réalisation de ces essais, ainsi que les résultats obtenus.

Les dispositions de l'Article 24.4 du CCAG Travaux 2021, relatifs aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

Toute procédure d'assurance qualité exigée par le contrôleur technique, issue d'un plan assurance qualité ou d'un autocontrôle, devra être mise en œuvre, à ses frais, par le Titulaire, qui devra en justifier et en fournir les résultats.

L'autocontrôle comprendra au minimum les essais et vérifications prévus à l'AQC (attestation de fonctionnement de l'AQC : Agence Qualité Construction).

Tous les programmes d'essais et de contrôle pour la totalité des réseaux concernant l'ouvrage seront préalablement définis par le concepteur et soumis à l'avis du Maître d'Ouvrage, de son Assistant et du bureau de contrôle.

Sont en outre à la charge du Titulaire les essais et contrôles des ouvrages non définis dans le Marché dès lors que leur résultat ne permet pas l'acceptation en l'état des ouvrages concernés.

Avant la réception, il sera procédé, sous la direction du bureau de contrôle désigné par le Maître d'Ouvrage, aux essais et vérifications conformément aux directives de l'AQC.

Les résultats de ces vérifications et essais devront faire l'objet d'attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC).

Le Maître d'Ouvrage ou son représentant se réserve le droit de faire effectuer des essais en sus de ceux définis par le Marché, sur recommandation du Contrôleur Technique.

Si les essais donnent des résultats satisfaisants, ils seront rémunérés par le Maître d'Ouvrage ; si les résultats sont insuffisants, ils seront à la charge du Titulaire.

3.14.2 Réception partielle et réception totale

Il est dérogé aux articles 41, 42 et 43 du CCAG Travaux 2021.

3.14.2.1 Opérations préalables à la réception

3.14.2.1.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

Le Titulaire avise à la fois la personne représentant le Maître d'Ouvrage, son Assistant, le contrôleur technique et le CSPS par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou qu'ils le seront.

Dans un délai minimum d'un (1) mois avant la date de réception de l'ouvrage, le Titulaire diffuse un procès-verbal, établi par le maître d'œuvre, de vérification de la conformité des ouvrages exécutés conformément aux obligations contractuelles.

Les opérations préalables à réception du Maître d'Ouvrage, de son Assistant, du contrôleur technique et du CSPS ne pourront démarrer qu'après réception du procès-verbal du maître d'œuvre.

Les opérations préalables à la réception, dont le déroulement est défini comme suit, se déroulent sur une période ne pouvant pas être inférieure à deux mois (délai minimum à intégrer par le Titulaire dans son planning) et ne pouvant excéder trois mois à compter de la réception du procès-verbal établi par le Maître d'Œuvre. L'Assistant Technique au Maître d'Ouvrage vérifie le calendrier détaillé des opérations préalables à la réception, incluant les phases d'essais et de mise en service établi par le Titulaire, les essais et autocontrôles des entreprises et du maître d'œuvre étant réputés avoir été réalisés avant la diffusion du procès-verbal cité ci-dessus, et le notifie par ordre de service au Titulaire.

Les opérations préalables à la réception se font en présence du Maître d'Ouvrage assisté de son Assistant, du Contrôleur Technique et du CSPS. Le Titulaire est convoqué à ces opérations. Le maître d'œuvre doit y assister ou s'y faire représenter.

En cas d'absence du Titulaire à ces opérations, il en est fait mention aux procès-verbaux correspondants et ces procès-verbaux leur sont alors notifiés ; les retards causés par leur absence constituent des retards dans le délai global d'exécution du Marché. Ces opérations sont, malgré leur absence, considérées comme contradictoires.

Pendant les opérations préalables à la réception, le contrôleur technique procède, le Titulaire ayant été convoqué, aux essais, aux contrôles et vérifications définis dans le Marché et dans le rapport initial de contrôle technique. Il en établit un procès-verbal.

Dans le même temps, l'Assistant au Maître d'Ouvrage, éventuellement assisté de toute autre personne, procède notamment, le Titulaire ayant été convoqué, à la constatation :

- Des ouvrages exécutés ;
- Éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au Marché ;
- Éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- Du repliement des installations de chantier et de la remise en état du terrain et des lieux ;
- De l'achèvement des travaux.

L'Assistant au Maître d'Ouvrage vérifie si les prestations sont conformes aux prescriptions des pièces contractuelles quant au programme de définition des ouvrages, équipements et installations et exigences générales.

Le Contrôleur Technique vérifie les résultats des essais et effectue tous les contrôles découlant de sa mission. Le Titulaire devra lui apporter tous les éléments nécessaires à l'exercice de sa mission.

Tous les éléments entrant dans la composition des ouvrages et matériels doivent offrir, à l'achèvement des travaux, un état et une fiabilité identiques à ceux qu'ils présentent à l'état neuf, même s'ils ont été utilisés pour les besoins du chantier.

Ces opérations font l'objet d'un ou plusieurs procès-verbaux dressés sur-le-champ par l'Assistant au Maître d'Ouvrage et signés par lui et par le titulaire. Si le Titulaire refuse de signer un procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au Titulaire.

Le DOE est soumis au contrôle de l'Assistant au Maître d'Ouvrage, qui en vérifie la constitution et la véracité dans sa complétude, dans les limites des constats pouvant être opérés.

En dérogation à l'article 41 du CCAG travaux 2021, l'Assistant au Maître d'Ouvrage élabore un procès-verbal récapitulatif de toutes les visites préalables et propose à la maîtrise d'ouvrage de prononcer ou non la réception avec une date d'achèvement, et fournit le cas échéant une liste de réserves avec les délais de levée correspondants. Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, l'Assistant technique au Maître d'Ouvrage fait connaître au Titulaire s'il a ou non proposé au Maître d'Ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

L'Ouvrage est soumis aux visites de la Commission de Sécurité et celles nécessaires à l'établissement des constats contradictoires de reconnaissance des ouvrages exécutés en vue de la prise de possession. Par conséquent, la proposition visée à l'alinéa précédent ne pourra être établie qu'après la réalisation de la dernière de ces visites ou des constats.

Si l'Assistant au Maître d'Ouvrage constate, lors des opérations préalables à la réception, que, contrairement à l'avis d'achèvement des travaux délivré par le Titulaire, les travaux ne sont pas achevés, il dresse un procès-verbal mettant fin aux opérations préalables à la réception. La procédure débutant au premier alinéa du présent article doit alors être reprise.

3.14.2.1.2 RECEPTION DES OUVRAGES

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception dressé et signé par l'Assistant au Maître d'Ouvrage, de ses propositions, et des avis du Contrôleur Technique, le Maître d'Ouvrage décide si la réception des travaux est ou non prononcée, ou si elle est prononcée avec réserves :

- S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les quarante-cinq (45) jours suivant la date du procès-verbal.
- S'il considère que les travaux ne sont pas achevés, il dresse un procès-verbal indiquant au Titulaire que l'ouvrage ne peut pas être réceptionné à la date d'achèvement des travaux selon les termes de l'article 3.14.2.1.1 du présent CCAP.

La réception des travaux, si elle est prononcée, prend effet à la date retenue pour l'achèvement des travaux.

En dérogation à l'article 41.5 du CCAG-Travaux 2021 s'il apparaît que certaines prestations prévues au Marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Maître d'Ouvrage peut décider de prononcer la réception des travaux, sous réserve que le Titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas un (1) mois à trois (3) mois suivant le cas (décision discrétionnaire du Maître d'Ouvrage). La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

3.14.2.2 Exécution ultérieure d'épreuves

Dans le cas où certaines épreuves doivent être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages, ou à certaines périodes de l'année, la réception des travaux ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie de parfait achèvement, ne sont pas concluantes la réception est rapportée.

3.14.2.3 Réceptions et réserves

3.14.2.3.1 DECISION DE RECEPTION

La date d'effet de la réception, point de départ des garanties, est la date retenue par la personne représentant le Maître d'Ouvrage pour l'achèvement des travaux.

La date d'effet de la réception partielle, point de départ des garanties, est la date retenue par la personne représentant le Maître d'Ouvrage pour l'achèvement des travaux objet de cette réception partielle.

Le transfert de la garde des ouvrages réceptionnés, du Titulaire au Maître d'Ouvrage, intervient le premier jour ouvré suivant la date de notification de la décision de réception ou de réception partielle, à douze (12) heures.

Toute prise de possession des ouvrages par le Maître de l'Ouvrage, doit être précédée de leur réception, y compris pour les éventuelles réceptions partielles dans le cas de prises de possession de parties de bâtiments.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception et/ou à la réception partielle, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

3.14.2.3.2 RESERVES

Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai maximum mentionné dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception, ou en l'absence d'un tel délai, un (1) à trois (3) mois (décision discrétionnaire du Maître d'Ouvrage) avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les interventions sur le site et dans les bâtiments, dans le cadre de la levée des réserves, seront strictement planifiées et encadrées compte-tenu des exigences éventuelles d'exploitation et soumises à autorisation du Maître d'Ouvrage induisant des possibles travaux en dehors des heures d'ouverture du bâtiment. Les délais visés à l'alinéa précédent en tiendront compte, et le Titulaire ne pourra élever aucune contestation ni s'exonérer du délai de ce fait.

Au cas où des réserves ne sont pas levées dans le délai prescrit, la personne représentant le Maître d'Ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, les faire lever aux frais et risques du Titulaire.

3.14.2.3.3 NON-CONFORMITES MINEURES

Si certains ouvrages, ou certaines parties d'ouvrages, ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du Marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Maître d'Ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une réfaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception (le cas échéant partielle) des travaux est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

3.14.2.4 Réception partielle

La fixation par le Marché pour une tranche de travaux, un ouvrage ou une partie d'ouvrage, d'un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux implique une réception partielle de cette tranche de travaux ou de cet ouvrage ou de cette partie d'ouvrage.

Les dispositions des articles 3.14.2.1, 3.14.2.2, 3.14.2.4 ci-avant s'appliquent aux réceptions partielles, sous réserve des dispositions du présent article.

La prise de possession par le Maître d'Ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, doit être précédée d'une réception partielle dans les conditions prévues au Marché et précisées le cas échéant par ordre de service. Ces conditions comportent au moins l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

L'intervention d'une réception partielle ne modifie pas les dispositions applicables pour l'établissement des décomptes, stipulées au présent CCAP.

Dans tous les cas également, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

3.14.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le présent article s'applique lorsque le Marché, ou un ordre de service, prescrit au Titulaire de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages, ou certaines parties d'ouvrages à la disposition du maître de l'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du Marché.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire.

Le Titulaire a le droit de suivre les travaux non compris dans son Marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du Maître d'Ouvrage. Il peut faire des réserves s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que lesdits travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au Maître d'Ouvrage et à son Assistant.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le Titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du maître de l'ouvrage.

3.14.4 Formations après exécution

Afin que le Maître d'Ouvrage, ses agents, ses prestataires de maintenance et d'entretien, soient pleinement opérationnels au moment de la prise de possession des ouvrages, le Titulaire remettra, au fur et à mesure de leur exécution, les notices de fonctionnement, de maintenance et d'entretien de tous les équipements et composants du bâtiment.

En outre, pour tous les équipements techniques le nécessitant, le Titulaire assurera, à ses frais, préalablement à la prise de possession des ouvrages par le Maître d'Ouvrage, une formation des agents et prestataires que le Maître d'Ouvrage désignera, relative à la configuration et à la conduite des installations.

Le Titulaire transmettra au Maître d’Ouvrage et à son assistant, pour avis et un (1) mois avant la date de réception envisagée, un planning détaillé des formations envisagées afin de permettre au Maître d’Ouvrage d’organiser la présence des équipes concernées par lesdites formations.

4 GARANTIES ET ASSURANCES

4.1 Assurances exigées du Titulaire du Marché Global Sectoriel de conception-réalisation

D’une façon générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur en France quelle que soit la nationalité des entités qui le compose.

A ce titre, les intervenants répondent notamment de leur responsabilité contractuelle, des responsabilités et garanties sur le fondement des principes dont s’inspirent les articles 1240 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3 du Code civil. Le Titulaire répond en outre des garanties mises à sa charge par les articles 1788 et 1792-6 du Code Civil.

Les fabricants soumis à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber notamment en vertu de l’article 1792-4 du Code Civil.

Il est de la responsabilité du Mandataire du Titulaire de veiller à la fourniture au Maître d’ouvrage de toutes les attestations d’assurance exigées des intervenants au chantier et de veiller à ce que les assureurs de ces intervenants soient autorisés à pratiquer la branche d’assurance concernée sur le territoire français, aient une marge de solvabilité suffisante et/ou un classement satisfaisant auprès des grandes agences de notation.

Le Titulaire sera seul responsable de la communication, en temps utile, à ses assureurs (et/ou ses sous-traitants éventuels) du présent article « in extenso », ainsi que des informations relatives à l’opération considérée.

Les conséquences dommageables d’un éventuel manquement aux présentes dispositions seront à la charge exclusive du Titulaire, aucune réclamation ne pouvant être formulée à l’encontre du Maître d’ouvrage, ses représentants et / ou ses assistants, pour un défaut d’information en application du présent article.

Chacun des membres du Titulaire lié au Maître d’Ouvrage directement par contrat de louage d’ouvrage devra justifier des garanties suivantes :

4.1.1 Police Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison ou réception)

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant pour des montants suffisants, eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu’ils encourent en vertu du droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l’égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le Maître d’Ouvrage.

Cette assurance est une police personnelle de responsabilité civile couvrant les dommages de toutes natures (y compris les atteintes à l’environnement) causés aux tiers et /ou au Maître d’Ouvrage et s’exerçant :

1. Pendant la durée des travaux :

Du fait notamment des travaux avant réception, et/ou du fait de son personnel en activité de travail et/ou de ses sous-traitants, et/ou des matériels et/ou des machines et/ou des matériaux qu’il utilise, y compris les installations fixes et/ou provisoires de chantier.

2. Après réception des travaux :

De convention expresse, et nonobstant toute disposition réglementaire ou jurisprudentielle contraire, du fait d'événement engageant la responsabilité délictuelle et/ou quasi délictuelle et/ou contractuelle du constructeur en vertu des articles 1382 à 1384 et 1147 du Code civil (y compris des dommages causés à l'environnement) et ce, jusqu'aux délais de prescription légaux énoncés notamment par le Code civil.

Il est bien précisé ici à toutes fins utiles que la réception des travaux par le Maître d'ouvrage ne fera jamais obstacle à ce que le Titulaire puisse être appelé en garantie par ce dernier notamment si sa responsabilité civile professionnelle, ou celle de ses sous-traitants, venait à être recherchée et / ou engagée suite à la réclamation d'un tiers du fait de dommages découlant de l'exécution du présent Contrat. Cette précision s'appliquera particulièrement en cas de réclamations de tiers ayant pour fondements des troubles anormaux de voisinage.

Aussi, cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou à un dommage matériel, garanti ou non.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour le compte de tout ou partie des intervenants, en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de leur garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature de garantie ou en montant de couverture.

Les polices des travaux de gros œuvre (y compris fondation, structure, étanchéité clos et couvert) ainsi que des travaux susceptibles de comporter des permis de feu (plomberie, soudures, chaudronnerie, étanchéité, métallerie etc....), ainsi que la police responsabilité du **mandataire du Titulaire** doivent offrir au minimum, les montants de garanties suivants :

- Dommages corporels : 10.000.000 € par sinistre,
- Dommages matériels et immatériels : 5.000.000 € par sinistre,
- Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel : 3.000.000 € par sinistre,

Pour mémoire, il est donné ci-après la définition des dommages immatériels :

- Il s'agit du préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par un bien meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice consécutif à un événement dommageable ;
- Ou encore de l'engagement de dépenses exceptionnelles qui seraient la conséquence directe de dommages matériels garantis au titre de la responsabilité civile

Pour les autres corps d'état et les prestataires intellectuels, le montant de garantie peut être limité à 5 000 000 € par sinistre pour l'ensemble des dommages corporels matériels et immatériels en cours de travaux et 3 000 000 € par sinistre et par an après réception. Pour les immatériels non consécutifs le montant de couverture ne doit pas être inférieur à 1 500 000 € pour les prestataires intellectuels et 500 000 € pour les autres corps d'états.

La franchise ne doit pas être supérieure à 10 000 € pour les dommages matériels et immatériels consécutifs et 20 000 € pour les immatériels non consécutifs, cette franchise restant à la charge du Titulaire.

Le Maître d'Ouvrage ou son mandataire peuvent exiger la présentation du ou des contrats d'assurance couvrant le mandataire et les membres du Titulaire.

Les montants de garantie devront être stipulés par sinistre en cours de chantier et pourront être stipulés par sinistre et par an en après livraison ou réception.

Le Maître d'Ouvrage appellera donc le Titulaire en garantie, et/ou son sous-traitant, pour tout dommage qu'il subirait lui-même et/ou dont un tiers lui demanderait réparation du fait de tout acte du Titulaire ou des travaux et/ou prestations qu'il a réalisées.

Enfin, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants au titre de la responsabilité civile.

4.1.2 Garantie décennale des ouvrages soumis à l'assurance décennale

4.1.2.1 Garanties de base

Les intervenants au chantier devront, quelle que soit leur nationalité, se conformer à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978 (articles L. 241-1 et suivants du Code des assurances) et textes subséquents et notamment l'Ordonnance du 8 juin 2005, à l'obligation d'assurance qui en découle et être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale pour les corps d'état dont ils sont titulaires, y compris ceux qu'ils donnent en sous-traitance.

Cette police d'assurance de responsabilités civiles décennales (RCD) sera conforme aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A.243-1 du Code des assurances.

La déclaration à l'assureur RCD des éventuels travaux de technique non courante, dans le cadre du présent Contrat, sera faite par le Titulaire dans tous les cas et impérativement avant tout commencement de travaux.

Les éventuelles surprimes d'assurances (y compris Dommages Ouvrage et Contrat Collectif d'assurances de responsabilités civiles décennales deuxième ligne) découlant de la tarification appliquée du fait de travaux de technique non courante restent toujours à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire produira donc dès la première demande du Maître d'Ouvrage une attestation d'assurance responsabilité civile décennale de son assureur en titre valable à la date de l'ouverture du chantier.

Le contrat du Titulaire devra garantir le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du paragraphe II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites de cette responsabilité. Le montant de la garantie ne peut être inférieur au coût de la construction déclarée par le Maître de l'Ouvrage.

Le capital garanti en décennal par les polices de base des constructeurs devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux.

Les intervenants devront justifier, outre leur capacités professionnelles et technique (présentation effectifs, références et/ou qualifications professionnelles type Qualibat, Qualifelec, ou autres qualifications équivalentes), de la couverture effective par leurs assureurs des corps d'état qui leur sont attribués.

4.1.2.2 Les garanties complémentaires

Les intervenants devront être en outre couverts pour :

- les dommages engageant la garantie de **Bon Fonctionnement** des éléments d'équipement dissociables de l'ouvrage garanti sur le fondement de l'article 1792-3 du Code Civil ou des principes dont cet article s'inspire,

- les dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux **existants dissociables** desdits travaux neufs,
- et des **dommages immatériels consécutifs** à ces dommages.

De plus, la garantie devra couvrir également la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des Constructeurs.

Le Programme Technique Détaillé exige des garanties pouvant justifier des extensions de garantie du Titulaire sur certains matériels :

- Joints de façades garantis 10 ans ;
- Menuiseries et murs rideaux garantis 10 ans ;
- Volets roulants et dispositifs motorisés (occultations et solaires) garantis 10 ans ;
- Quincailleries garantis 5 ans ;
- Revêtements de sol garantis 10 ans ;
- Ballon de stockage primaire pour ECS garanti 10 ans ;
- Robinetterie garantie 10 ans ;
- Transformateurs HT/BT garantis 10 ans ;
- Tableaux généraux basse tension garantis 10 ans sans mise hors tension des jeux de barres et des connexions ;
- Appareils élévateurs garantis 2 ans.
- Rail lève malade :
Fourniture des moteurs et accessoires compatibles avec les équipements, pièces détachées pendant une période de 10 ans et garantie « pièces et main d'œuvre » pour tout vice de fabrication pendant deux ans, ainsi qu'une garantie décennale valide (avec formation du personnel sur site).

4.1.3 Dommages relevant de la Garantie de parfait achèvement d'un an après réception.

Sauf accord des parties augmentant ou diminuant le délai de reprise des ouvrages objet d'un désordre signalé au procès-verbal de réception ou survenant dans le délai d'un an de garantie de parfait achèvement, le Titulaire est tenu de réparer le désordre signalé dans un délai maximum de quinze (15) jours après présentation de la mise en demeure, adressée par courrier recommandé avec avis de réception à son dernier domicile connu.

4.1.4 Responsabilité professionnelle des Fabricants d'Elément pouvant Entraîner Responsabilité Solidaire du Poseur avec l'Entrepreneur (EPERS)

Lorsque la conception des ouvrages garantis en décennale prévoit « un ouvrage ou partie d'ouvrage ou un élément d'équipement conçu et produit pour satisfaire en état de service, à des exigences précises et déterminées à l'avance », les membres du Titulaire concernés doivent produire avec leurs offres et pour les solutions proposées, les attestations des Fabricants les approvisionnant ou des importateurs assimilés à des fabricants.

Les garanties des contrats souscrits par le Fabricant couvriront l'ensemble de ses responsabilités et notamment sa responsabilité décennale lorsque celle-ci est engagée soit sur le

fondement de l'article 1792-4 du Code Civil, soit sur les principes dont s'inspire cet article du Code Civil.

De telles attestations seront également exigées par le Maître d'Ouvrage pour toute modification intervenant en cours d'exécution du marché.

4.1.5 Garantie des dommages aux biens du Titulaire et à ses ouvrages

Le mandataire du Titulaire est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir tous dommages matériels découlant de toutes sortes de causes : vols, dégradations, pertes, destructions et dommages de toute nature, constitutifs ou non à la force majeure survenant à ses matériels et outils sur le chantier, engins de chantier et installation de tout ordre qui lui sont nécessaires pour la réalisation des marchés.

Ainsi, le Titulaire fera toujours son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant et / ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son contrat et non destinés à être incorporés dans les ouvrages réalisés objet de son contrat (comme toutes les installations de chantier utilisées comme « base de vie » notamment car leur garantie est formellement exclue de l'assurance Tous Risques Chantier (TRC)).

Le Maître d'Ouvrage ne sera jamais gardien des biens du Titulaire laissés sur le chantier, ceux-ci l'étant toujours aux risques et aux périls du Titulaire, notamment en cas de vol, l'attention de ce dernier étant à nouveau attirée sur la fréquence des vols sur chantier contre lesquels le Titulaire doit se prémunir au mieux et à ses risques et périls. Une bonne précaution élémentaire consistant à n'approvisionner le chantier, autant que possible, qu'au fur et à mesure des besoins réels en limitant ainsi au mieux la valeur du stockage sur site des approvisionnement en métaux convoités et à mettre en place un contrôle d'accès permanent du chantier (avec une protection périmétrique efficace) assorti le cas échéant d'un gardiennage régulier en tant que de besoin au mieux dès le début du chantier et au plus tard pendant les trois (3) derniers mois précédant la date prévisionnelle de fin du chantier et jusqu'à la réception du chantier au-delà de cette période de trois (3) mois en cas de prolongation de la durée de celui-ci.

Le Titulaire veillera aussi à ce que tous les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) en circulation sur le site de l'opération soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient notamment garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en circulation et / ou en dehors de toute circulation.

Le cas échéant et s'il le juge utile, le Titulaire s'assurera, avant livraison et jusqu'à complet déchargement sur le chantier, pour les risques en cours de transport de ses marchandises, matériels et approvisionnement divers du chantier, le Maître d'Ouvrage n'ayant souscrit aucune garantie « dommages des matériels et marchandises » en cours de transport pour l'approvisionnement du chantier. A ce titre il est bien rappelé ici que les garanties TRC ne bénéficient aux marchandises, matériels et approvisionnement divers du chantier qu'après leur complet et premier déchargement sur le site du chantier. Les risques de pertes et/ou de dommages au cours des opérations de transport et lors du premier déchargement sur site restant à la charge exclusive du Titulaire.

4.1.5.1 Dommages au matériel de chantier

Le Titulaire fera son affaire des conséquences de dommages imprévisibles ou résultants de la force majeure sur ses biens et équipements de chantier et ceux de ses sous-traitants, le marché étant censé comporter le prix de l'assurance sur ces biens. Il ne pourra faire aucune réclamation au Maître d'Ouvrage du fait de ces dommages directs.

4.1.5.2 Assurances des installations de chantier et des bureaux de chantier

Le Titulaire souscrit à ses frais une police d'assurance couvrant les bâtiments provisoires de chantier, bungalows, base vie et bureaux et leur contenu : matériel de téléphonie, serveurs, écrans, imprimantes, transformateurs et onduleurs et autres matériels de cuisine, réchauds, machines à café, réfrigération, etc. ...

Cette assurance devra garantir les risques habituels :

- D'incendie, dégâts des eaux, vols, etc.,
- Risques d'arrêts de chantier qui résulteraient de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux, risques représentés par les pertes et dommages qui en seraient la conséquence pour les membres du Titulaire, les constructeurs non réalisateurs et le Maître d'Ouvrage ou son Assistant Technique.

Le Maître d'Ouvrage ne saurait prendre à sa charge les dommages liés à l'imprévision ou à la force majeure, le présent marché étant réputé comporter le prix de l'assurance de tous ces risques par le Titulaire.

4.1.6 Garantie des ouvrages de Génie Civil

Les membres du Titulaire devront couvrir la responsabilité décennale qu'ils peuvent encourir en raison des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil et visant d'éventuels ouvrages non soumis à assurance obligatoire de responsabilité décennale.

La garantie sera en outre étendue aux dommages existants éventuels découlant des travaux neufs et survenant après réception et aux dommages immatériels qui résulteraient d'un tel sinistre.

Le montant de garantie de responsabilité décennale devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux.

4.1.7 Attestations d'assurance

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et responsabilité décennale exigées des intervenants devront être :

- Transmises avant tout commencement d'exécution du marché (à la notification), puis des travaux (assurance RCD valable à la DOC)
- Adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage (assurance RC) ; faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Les modalités de ces transmissions sont, au choix, en version papier ou en version dématérialisée sur le site achatpublic.com.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la Compagnie d'assurance elle-même. Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

Aucun règlement de situation ou de solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.

4.1.8 Absence ou insuffisance de garantie

Toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un des membres du Titulaire, toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence de qualification professionnelle reconnue ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge du

mandataire du Titulaire, lequel s'engage à la régler au Maître d'Ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties du Titulaire au titre de la responsabilité civile, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou plus étendue.

De même les montants de garantie demandés par le Maître d'Ouvrage ne sauraient valoir limite de responsabilité. Les intervenants sont libres en effet de souscrire, s'ils le désirent, des montants plus élevés ou des garanties plus étendues que celles demandées par le Maître d'Ouvrage.

La souscription de contrats d'assurance par le Maître d'Ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, de leurs cocontractants et des tiers. Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité tant en cours de travaux qu'après réception et pendant le délai de prescription de dix (10) ans après réception tel qu'appliqué par les tribunaux, ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations du présent CCAP (notamment les obligations d'assurance) à leurs sous-traitants.

4.2 Assurances souscrites par le maître d'ouvrage

4.2.1 Assurance Dommages Ouvrage souscrite par le maître d'Ouvrage

Le Maître d'ouvrage souscrira une police Dommages Ouvrage conforme à l'article A243-1 annexe II du Code des Assurances. Il est par conséquent rappelé que le Titulaire devra être régulièrement couvert par un contrat d'assurance de responsabilité civile décennale à concurrence du coût total de l'opération Toutes Taxes Comprises.

En cas d'éventuels surcoûts d'assurance du fait du Titulaire, notamment dans l'hypothèse d'une modification des conditions techniques telles qu'initialement prévues pour la réalisation de son ouvrage et déclarées à l'assureur lors de la souscription du contrat et pouvant constituer pour celui-ci une aggravation de risque au sens de l'article L.113-4 du Code des assurances, le surcoût d'assurance DO qui pourrait en découler serait alors mis à la charge financière exclusive du Titulaire.

4.2.2 Contrat collectif de Responsabilité décennale

Pour les opérations de plus de 15 millions d'euros HT, le maître d'ouvrage souscrira, un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) dont la garantie comportera une franchise à hauteur de 10 millions d'euros pour les entreprises titulaires des lots concernant la structure et le gros œuvre, de 6 millions d'euros pour les entreprises titulaires des autres lots et de 3 millions d'euros pour les autres constructeurs (dont le bureau de contrôle).

Il est précisé ici à toutes fins utiles que le CCRD garantira aussi les sous-traitants de tous rangs avec une clause de renonciation à recours de l'assureur CCRD à leur égard.

Le Groupement s'engage à adhérer à la police ainsi souscrite par le maître d'ouvrage auquel il donne mandat, pour négocier les clauses et souscrire pour son compte, conformément à l'article L 112-1 du Code des Assurances. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

4.2.3 Assurance Tous Risques Chantier

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de souscrire à une assurance tous risques chantier (TRC). Les modalités éventuelles de la souscription seront fixées ultérieurement.

4.2.4 Portée des assurances souscrites

La souscription de contrats d'assurance par le Maître d'Ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de leurs cocontractants et des tiers. De même les natures de garantie ou plafonds de garantie quand ils sont exigés ne dispensent absolument pas les intervenants de se couvrir mieux ou au-delà des exigences formulées et ne constitue en aucune façon une limitation de leurs responsabilités et engagements.

Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

4.3 Effet de la réception des travaux

La réception des travaux obtenue par les membres du Titulaire ne les dégage en aucune façon vis-à-vis du Maître d'Ouvrage si celui-ci est recherché par des tiers au chantier à la suite de dommages consécutifs aux travaux. En conséquence le Maître d'Ouvrage pourra exercer tout recours en cas de responsabilité du membre du Titulaire concerné, nonobstant la réception prononcée, pour les dommages corporels matériels et immatériels subis tant par lui que par les tiers.

Ces clauses continuent de produire leurs effets y compris après la fin du marché.

5 EVOLUTION ET FIN DU MARCHÉ

5.1 Modifications apportées au projet

5.1.1 Modifications résultant d'un changement de réglementation

Le Titulaire supporte tous les risques résultant d'un changement de réglementation entre la remise de l'Offre et la date de dépôt de chaque dossier de demande d'autorisations administratives.

Si ces risques génèrent, pour le Titulaire, des frais supérieurs à la somme de 200.000,00 € HT (deux cent mille euros Hors Taxes), le pouvoir adjudicateur, le Maître d'Ouvrage et le Titulaire s'engagent à se rencontrer aux fins de trouver un accord s'agissant de la prise en charge des sommes supplémentaires.

En cas de changement de réglementation en cours de contrat et postérieurement au dépôt des dossiers de demandes d'autorisations administratives, nécessitant des adaptations du projet, le pouvoir adjudicateur, le Maître d'Ouvrage et le Titulaire s'engagent à se concerter afin d'apprécier l'incidence sur le Marché et d'évaluer le montant des frais supplémentaires éventuels qui seront supportés par le Maître d'Ouvrage.

5.1.2 Modifications proposées par le Titulaire du Marché

Toutes propositions de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux pièces ayant fait l'objet de l'avis du bureau de contrôle feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs établie selon les termes de l'article 7.7 du présent CCAP et devront être adressées au Maître d'Ouvrage et à son Assistant dans un délai de sept (7) jours, et en toute hypothèse préalablement à la mise en œuvre des modifications, que ce soit au stade de la conception ou de la réalisation.

Ces propositions devront être accompagnées :

- D'une notice explicative donnant les motifs qui conduisent à cette proposition ;
- De l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins) entraînée par la modification ;

- De l'influence que peut avoir ce choix sur les délais.

Dans un délai de vingt-et-un (21) jours, il sera notifié par ordre de service au Titulaire du Marché, la décision sur la proposition reçue. Cette décision pourra être assortie de réserves. En cas de désaccord ou de demande de complément d'études, une nouvelle proposition fera l'objet de la même procédure d'approbation, avec indication de l'impact sur les délais.

Si, à la fin du délai imparti pour l'instruction de cette demande de modification, aucune réponse n'est donnée, la proposition sera considérée comme refusée. Aucune modification ne pourra intervenir de façon tacite.

En cas de refus d'une modification proposée par le Titulaire, ce dernier restera tenu de mettre en œuvre les études et travaux conformément aux prescriptions du Marché.

Le Titulaire devra tenir compte des délais précités de diffusion et de validation de modifications dans le cadre du respect de la réalisation de son marché, tant lors de la conception que lors de la réalisation.

5.1.3 Modification résultant d'une demande du Maître d'Ouvrage

Toute demande de la part du Maître d'Ouvrage visant à modifier le projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux documents ayant fait l'objet d'une transmission au Maître d'Ouvrage revêtus de l'avis du bureau de contrôle technique, fera l'objet d'un ordre de service émanant du Maître d'Ouvrage ou de son Assistant précisant les points sur lesquels il doit être étudié une modification.

Cet ordre de service sera accompagné d'une fiche de travaux modificatifs établie selon les termes de l'article 7.7 du présent CCAP.

Dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la réception de cet ordre de service, le Titulaire adressera au Maître d'Ouvrage et en copie à son Assistant, une note, précisant dans quelles conditions de délai et de prix une proposition technique et architecturale répondant à la demande de modification du Maître d'Ouvrage ou de son représentant pourra être élaborée.

Le Maître d'Ouvrage fera part de sa décision sur l'acceptation ou non de ces conditions d'études au Titulaire par ordre de service. Si l'accord en est donné, le Titulaire fera établir, aux frais du Maître d'Ouvrage, dans les délais arrêtés les études demandées qui comporteront en outre :

- Une notice technique et explicative ;
- Les plans modificatifs ;
- L'incidence financière sur le coût global de l'opération ;
- Une note sur l'incidence de la modification sur les délais.

La proposition ainsi établie sera transmise au Maître d'Ouvrage. A compter de cette date de transmission, le Maître d'Ouvrage fera part de sa décision dans un délai de quinze (15) jours sur la mise en œuvre de la proposition. Passé ce délai, la proposition sera considérée comme refusée.

5.2 Résiliation du Marché

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché dans les cas, et selon les modalités et conséquences, décrits ci-après. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

5.2.1 Hypothèses de résiliation

5.2.1.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

Il peut être fait application pendant la durée du marché des dispositions de l'article 50.1 du CCAG Travaux 2021, dont la rédaction est identique, et la mise en œuvre peut être faite par référence à l'un ou l'autre de ces articles.

5.2.1.2 Résiliation du fait du représentant du Maître d'Ouvrage

a) Il n'est pas fait application des articles 50.2 du CCAG Travaux 2021.

b) En cas d'ajournement des travaux, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par l'article 5.2.1.5 du présent CCAP. Ce cas de résiliation n'est applicable que pendant l'étape n° 2 du Marché.

5.2.1.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le représentant du Maître d'Ouvrage peut résilier le Marché à tout moment pour motif d'intérêt général. Quelle que soit l'étape d'exécution du Marché au cours de laquelle intervient une décision de résiliation pour ce motif, il sera fait application de l'article 50.4 du CCAG Travaux 2021.

5.2.1.4 Résiliation du marché pour faute du titulaire

Le représentant du Maître d'Ouvrage peut résilier le marché pour faute dans les cas suivants. La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

1. Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
2. Le Titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
3. Le Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 6.2 du présent CCAP, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis de l'Assistant au Maître d'Ouvrage, et si le Titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux ; dans ce cas, la résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du Titulaire et, dans ce dernier cas, les dispositions de l'article 5.2 du présent CCAP s'appliquent ;
4. Dans le cas où le marché prévoit un contrôle de prix de revient, le Titulaire a contrevenu à ses obligations ;
5. Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants prévues au Marché ;
6. Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues au 4.1 du présent CCAP ou 8.1.3 du CCAG Travaux 2021 ;
7. Le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 50.1.1 du CCAG Travaux 2021, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
8. Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées 2.2.1 du présent CCAP, et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
9. Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;

10. Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité prévues au Marché ;
11. Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
12. Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
13. Dans le cas prévu par l'article 3.7.2.3 du présent CCAP ;
14. Dans le cas prévu par l'article 4.1 du présent CCAP ;
15. Dans l'hypothèse où une autorisation administrative nécessaire à la réalisation du projet serait refusée, pour quelque motif que ce soit, ce refus pourra entraîner la résiliation du Marché, si aucune régularisation du dossier de demande rejeté n'était possible dans les conditions du Marché.

Sauf dans les cas 7, 9, 11, 12, 13, 14, 16 ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Maître d'Ouvrage informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Le Titulaire, pris en chacun des membres du Titulaire, produira tous les six (6) mois, pendant toute la durée d'exécution du Marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail suivant article 46 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article D. 8254-4 du Code du travail, chaque membre du Titulaire doit adresser au Maître d'Ouvrage, tous les six (6) mois pendant toute la durée d'exécution du marché, les pièces (listes nominatives des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation prévue à l'article L. 5221-2 et des salariés étrangers détachés soumis à autorisation de travail) mentionnées à l'article D. 8254-2 dudit Code.

En cas de non-production de ces pièces, et après mise en demeure restée sans effet, le Marché pourra être résilié aux torts et aux frais et risques du Titulaire conformément à l'article 6.2 du présent CCAP.

Conformément aux articles L.2195-1 à 6 du Code de la Commande Publique, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dans l'hypothèse où il serait placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2195-4 du Code de la Commande Publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public. Cette résiliation est opérée sans mise en demeure. Le Titulaire est toutefois préalablement invité à présenter ses observations sur la sanction envisagée dans un délai ne pouvant excéder quinze (15) jours.

5.2.1.5 Cas spécifique de l'ajournement et de l'interruption des travaux

L'ajournement des travaux peut être décidé. Il est alors procédé, suivant les modalités indiquées au présent article, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

Le Titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement.

Une indemnité d'attente et de reprise des travaux peut être fixée dans les mêmes conditions que les prix nouveaux, suivant les modalités prévues à l'article 3.6.5 du présent CCAP.

Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les travaux ont été interrompus pendant plus d'une année, le Titulaire a le droit d'obtenir la résiliation du Marché, sauf

si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée d'un an indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze (15) jours, demandé la résiliation.

5.2.1.6 Cas de force majeure

En cas de force majeure, les parties chercheront, autant que possible, à éviter un arrêt définitif des services faisant l'objet du Marché et essaieront d'organiser leur poursuite, même partielle, après avoir, le cas échéant, fixé de nouvelles conditions contractuelles.

S'il s'avère impossible de poursuivre l'exécution du Marché en raison de la force majeure précitée, le Marché sera résilié par le pouvoir adjudicateur, de sa propre initiative ou en approbation de la demande formulée par le Titulaire.

Incidence d'une circonstance imprévisible et extérieure aux parties sur la poursuite du contrat

5.2.1.6.1 11.1 OBLIGATION D'INFORMATION

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 53.3.1 du CCAG-Travaux rencontrées en cours d'exécution du marché, le titulaire doit informer le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

5.2.1.6.2 11.2 MODALITES DE POURSUITE DU MARCHÉ

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire : devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'évènement, transmettre un mémoire au maître d'ouvrage justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'évènement entraînent une hausse conséquente.

5.2.1.6.3 11.3 LA SUSPENSION DU MARCHÉ

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et, en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage peut décider de suspendre son exécution

En application de l'article 53.3.1 du CCAG-Travaux, Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des travaux les parties conviennent des modalités de constatation des ouvrages, des parties d'ouvrages exécutées, des matériaux approvisionnés et des immobilisations de matériels et de personnels ainsi que, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG-Travaux.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur, pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet événement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

5.2.1.6.4 11.4 CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE POURSUITE DU MARCHE

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'événement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait des circonstances imprévisibles,

et, notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le maître d'ouvrage analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'exécuter son marché au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

5.2.1.6.5 11.5 PROLONGATION DU MARCHÉ

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

5.2.2 Modalités d'exécution des opérations de liquidation

5.2.2.1 Résiliation en Etape1 (Conception)

Il est procédé, le Titulaire ou ses ayants droit, tuteur, curateur ou syndic, dûment convoqués, au constat des études déjà réalisées, évaluation contradictoire étant faite de leur avancement.

5.2.2.2 Résiliation en Etape 2 (Travaux)

En cas de résiliation, il est procédé, le Titulaire ou ses ayants droit, tuteur, administrateur ou liquidateur, dûment convoqués, aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier.

Il est dressé procès-verbal de ces opérations dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG Travaux 2021. Ce procès-verbal comporte l'avis de l'Assistant au Maître d'Ouvrage sur la conformité aux dispositions du marché des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés.

Ce procès-verbal est signé par le représentant du Maître d'Ouvrage. Il emporte réception des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, avec effet à la date d'effet de la résiliation, tant pour le point de départ du délai de garantie de parfait achèvement et des autres garanties applicables que pour le point de départ du délai prévu pour le règlement final du marché.

Dans les dix (10) jours suivant la date de signature de ce procès-verbal, le représentant du Maître d'Ouvrage fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages.

A défaut d'exécution de ces mesures par le Titulaire dans le délai imparti par le représentant du Maître d'Ouvrage, ce dernier les fait exécuter d'office.

Sauf dans les cas de résiliation ouvrant droit à indemnité, ces mesures sont à la charge du titulaire.

Le Maître d'Ouvrage dispose du droit de racheter, en totalité ou en partie :

- Les ouvrages provisoires réalisés dans le cadre du marché et utiles à l'exécution du marché ;
- Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés pour les besoins du marché, dans la limite où il en a besoin pour le chantier.

Il dispose, en outre, pour la poursuite des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition le matériel spécialement construit pour l'exécution du marché.

En cas d'application des deux alinéas précédents, le prix de rachat des ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés, sont rachetés aux prix du marché ou, à défaut, à ceux qui résultent de l'application de l'article 3.6.5 du présent CCAP.

Le titulaire est tenu d'évacuer les lieux dans le délai qui est fixé par le Maître d'Ouvrage.

5.2.3 Décompte de liquidation

En cas de résiliation du Marché, il est procédé – quelle que soit la cause de la résiliation - à l'établissement d'un décompte de liquidation du marché, qui se substitue au décompte général prévu à l'article 3.6.8 du présent CCAP.

Le décompte de liquidation est arrêté par décision du représentant du Maître d'Ouvrage et notifié au Titulaire.

Le décompte de liquidation comprend :

a) Au débit du Titulaire :

- Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte et le cas échéant de paiement partiel définitif et de solde ;
- La valeur, fixée par le Marché et ses avenants éventuels des moyens confiés au Titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le Maître d'Ouvrage cède à l'amiable au Titulaire ;
- Le montant des pénalités ;
- Le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du Titulaire ou de l'exécution du marché à ses frais et risques, dans les conditions prévues aux présentes ;

b) Au crédit du Titulaire :

- La valeur des prestations et travaux fournis au Maître d'Ouvrage, à savoir la valeur contractuelle des prestations reçues et des travaux exécutés, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- Le montant des rachats ou locations résultant de l'application de l'article 5.2.2.2 ci-avant ;

- Les dépenses engagées par le Titulaire, en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies au Maître d'Ouvrage, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
 - Le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du Marché ;
 - Le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du Marché ;
 - Les autres frais du Titulaire se rapportant directement à l'exécution du Marché.
- Les dépenses de personnel dont le Titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du Marché,
- Le cas échéant la valeur de toute indemnité due au Titulaire en application des clauses du Marché.

Le décompte de liquidation est notifié au Titulaire par le Maître d'Ouvrage, au plus tard deux mois suivant la date de signature du procès-verbal prévu à l'article 5.2.2.2 ci-avant ou du constat prévu à l'article 5.2.2.1.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du Titulaire, le décompte de liquidation du marché résilié ne sera notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

6 DISPOSITIONS DIVERSES

6.1 Redressement judiciaire, sauvegarde et liquidation judiciaire

Les dispositions du Code de la Commande Publique sont applicables en cas de sauvegarde, redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du mandataire solidaire ou d'un membre du Titulaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Maître d'Ouvrage, son pouvoir adjudicateur par le mandataire ou les membres du Titulaire. Il en va de même pour tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du Marché.

Il est fait application ensuite des dispositions de l'article 50.1.2 du CCAG Travaux 2021.

6.2 Mesures coercitives

- 1- Lorsque le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du Maître d'Ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Cette mise en demeure est sans lien avec l'application des pénalités.
Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux 2021, ce délai, sauf en cas d'urgence, ne peut être inférieur à huit jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.
Si le Titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation du marché peut être décidée.
Cette procédure est également applicable en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

- 2- Pour assurer la poursuite des travaux, en lieu et place du Titulaire, il est procédé, le Titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du Titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.
Dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision de poursuite des travaux, en lieu et place du Titulaire, ce dernier peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.
Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché est prononcée par le pouvoir adjudicateur.
- 3- En cas de résiliation aux frais et risques du Titulaire, les mesures prises en application de l'alinéa 2 ci-avant sont à la charge de celui-ci. Pour l'achèvement des travaux conformément à la réglementation en vigueur, il est passé un marché avec un autre entrepreneur. Ce marché de substitution est transmis pour information au Titulaire défaillant. Le décompte de liquidation n'est notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux.
S'il n'est pas possible au Maître d'Ouvrage de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.
- 4- Le Titulaire, dont les travaux font l'objet des stipulations des alinéas 1 à 3, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir les entraver.
Il en est de même en cas de nouveau marché passé à ses frais et risques.
- 5- Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation prévue au présent article, sont à la charge du Titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.
Dans le cas d'une diminution des dépenses, le Titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.
- 6- Le marché étant passé avec un Titulaire conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les dispositions particulières ci-après sont applicables :
 - a. Si l'un des membres du Titulaire ne se conforme pas aux obligations définies à l'alinéa 1 qui lui incombent pour l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, le représentant du Maître d'Ouvrage le met en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies à l'alinéa 1, la décision étant adressée au mandataire.
La mise en demeure produit effet, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire. Le mandataire est tenu de se substituer au membre du Titulaire défaillant pour l'exécution des travaux dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti à ce membre, si ce dernier n'a pas déféré à la mise en demeure.
A défaut, les mesures coercitives prévues à l'alinéa 1 peuvent être appliquées au membre du Titulaire défaillant comme au mandataire.
 - b. Si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du Titulaire, il est mis en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies à l'alinéa 1.
Si cette mise en demeure reste sans effet, le représentant du Maître d'Ouvrage invite les entrepreneurs conjoints à désigner un autre mandataire parmi les autres membres du Titulaire, dans le délai d'un mois.
Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

- c. Lorsque le mandataire est défaillant, non seulement dans son rôle de mandataire, mais aussi dans l'exécution des prestations ou travaux qui lui sont attribués, les dispositions suivantes s'appliquent.

Si les autres membres du Titulaire l'acceptent expressément, un des autres membres du Titulaire peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées au « b » ci-dessus.

Faute de l'accord des autres membres du Titulaire, le représentant du Maître d'Ouvrage est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par le mandataire. Dans ce cas :

- Si les autres membres du Titulaire en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un Titulaire réduit à eux seuls. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées au « b » ci-dessus. Un avenant désigne alors la part des prestations exclues du marché, celles restant à fournir par chacun des membres du Titulaire ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce Titulaire ;
- Si les membres du Titulaire ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des travaux, le pouvoir adjudicateur résilie la totalité du marché.

En complément des articles 6.1 et 6.2 précédents, toute modification dans la composition du Titulaire devra faire l'objet d'un accord express du Maître d'Ouvrage : le nouveau cotraitant proposé sera intégré au Titulaire par voie d'avenant.

6.3 Utilisation des résultats

6.3.1 Définitions

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les signes distinctifs, les rapports, les études et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Les « droits de propriété intellectuelle » désignent les droits de propriété artistique.

Les droits de propriété artistique désignent les droits d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur régis par le code de la propriété intellectuelle ainsi que les droits de même nature reconnus à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

Les « tiers désignés dans le marché » désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que le Maître d'Ouvrage pour l'utilisation des résultats.

La liste de ces tiers désignés figure dans les documents particuliers du marché.

6.3.2 Concession de droits d'utilisation sur les résultats

Le Titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au Maître d'Ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et pour la France. Dans l'hypothèse d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations.

Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats.

Le Maître d'Ouvrage et les tiers désignés dans le marché ne deviennent pas, du fait du marché, titulaires des droits afférents aux résultats, dont la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

6.3.2.1 Droits du Maître d'Ouvrage et des tiers désignés dans le marché

6.3.2.1.1 RESULTATS PROTEGES PAR UN DROIT DE PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE.

1. Le Titulaire du marché concède à titre non exclusif au Maître d'Ouvrage et aux tiers désignés dans le marché les droits patrimoniaux de propriété artistique afférents aux résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

2. Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les besoins découlant de l'objet du marché, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle.
3. Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports, pour les besoins découlant de l'objet du marché.
4. Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, dans le respect des droits moraux, pour les besoins découlant de l'objet du marché et notamment à des fins d'information et de promotion.
5. Tout acte d'exploitation des résultats mentionnera le nom du Titulaire du marché ou de tout autre auteur.

6.3.2.1.2 DISPOSITIONS COMMUNES

1. En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le Maître d'Ouvrage et les tiers désignés dans le marché demeurent licenciés de l'ensemble des droits d'utilisation portant sur les résultats et les connaissances antérieures qui sont nécessaires pour les besoins découlant de l'objet du marché.
2. Le Maître d'Ouvrage et les tiers désignés dans le marché ont la possibilité de sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats pour leur propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

3. Le Maître d’Ouvrage et les tiers désignés dans le marché peuvent librement publier les résultats après en avoir informé le Titulaire du marché, sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées dans les documents particuliers du marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du code de la propriété intellectuelle.

L’existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d’informations générales sur l’existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s’opposent pas à la possibilité pour le Maître d’Ouvrage et les tiers désignés dans le marché de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, pour la mise en œuvre de leurs droits.

Toute publication doit mentionner le nom du Titulaire du marché et des auteurs.

4. Les parties s’engagent mutuellement à s’informer des modifications qu’elles souhaitent opérer sur les résultats, afin de recueillir les observations utiles de l’autre partie. Elles s’accordent la libre disposition des modifications mineures apportées aux résultats.
5. Pendant une période de deux ans, le Titulaire du marché est tenu de fournir, sur la demande du Maître d’Ouvrage et des tiers désignés dans le marché, l’assistance indispensable à l’exercice des droits concédés.

6.3.2.1.3 GARANTIES DES DROITS

1. Le Titulaire du marché garantit au Maître d’Ouvrage et aux tiers désignés dans le marché la jouissance pleine et entière, et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes du marché.
2. La responsabilité du Titulaire du marché ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :
 - Les connaissances antérieures que le Maître d’Ouvrage et les tiers désignés dans le marché ont fournies au Titulaire du marché pour l’exécution du marché ;
 - Les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du Maître d’Ouvrage ou des tiers désignés dans le marché ;
 - Les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de l’allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le Maître d’Ouvrage ou les tiers désignés dans le marché ou à leur demande expresse.

6.3.2.1.4 DROITS DU TITULAIRE DU MARCHE

1. Le Titulaire du marché détient la propriété des droits et titres afférents aux résultats.

Le Titulaire du marché peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats, sous réserve de l’accord du Maître d’Ouvrage ou des tiers désignés dans le marché, pour les connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l’exécution du marché.
2. Le Titulaire du marché s’engage à ce que l’exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l’image du Maître d’Ouvrage.
3. Le Titulaire du marché peut publier les résultats sous réserve du respect des obligations de confidentialité, complétés le cas échéant par les documents particuliers du marché, et de l’accord préalable du Maître d’Ouvrage et des tiers désignés dans le marché si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l’exécution du marché.

La publication doit mentionner que les résultats ont été financés par le maître d’ouvrage.

6.3.2.1.5 PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Les « titres de propriété industrielle » désignent les titres de propriété industrielle et les demandes de titres régis par le code de la propriété intellectuelle tels que notamment les brevets, les marques, les dessins et modèles, les topographies de semi-conducteurs, les certificats d'utilité, les certificats complémentaires de protection ainsi que les titres ou demandes de titres délivrés à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

Résultats protégés par un droit de propriété industrielle :

Le titulaire concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché une licence d'utilisation des droits de propriété industrielle afférents aux résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, pour la France et pour la durée de validité de la protection.

La licence d'utilisation confère au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'importer, de détenir, de fabriquer, de reproduire, d'utiliser, de mettre en œuvre et de modifier les résultats, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les besoins découlant de l'objet du marché, sous réserve de la confidentialité attachée aux résultats.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les titres ou demandes de titres qui ont fait l'objet d'un dépôt après la notification du marché, et pour ceux qui ont fait l'objet d'un dépôt pendant la période comprise entre la première consultation écrite du maître d'ouvrage et la notification du marché. Il en est de même pour les droits d'utilisation afférents aux résultats qui ne font pas l'objet d'une protection par des titres de propriété industrielle ou des demandes de titres.

Le titulaire accomplit toutes les formalités requises pour rendre la licence d'exploitation opposable aux tiers dans tous les territoires où les droits sont concédés. Le coût de ces formalités est compris dans le montant du marché.

Titres de propriété industrielle :

La protection des résultats par un titre de propriété industrielle incombe au titulaire. Les frais relatifs au dépôt, à l'enregistrement, à l'entretien et à la défense des titres de propriété industrielle lui incombent également.

Le titulaire est tenu de communiquer au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché une copie des demandes de titres de protection qu'il effectue en France, dans un délai de deux mois à compter de la date de leur dépôt. Le titulaire est tenu d'informer le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché du sort des demandes de titres de protection qu'il effectue, ainsi que de tout acte ou fait susceptible d'affecter leur portée.

Si, pendant la période comprise entre la première consultation écrite faite au maître d'ouvrage et la notification du marché, le titulaire a déposé des demandes de titres de protection se rapportant directement à l'objet du marché, il doit en communiquer copie au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché dans un délai de deux mois à partir de la notification du marché.

Si le maître d'ouvrage estime, contrairement au titulaire, que certains résultats méritent d'être protégés, il peut inviter le titulaire à déposer la demande dans un délai qu'il fixe. Si le titulaire n'a pas déposé la demande dans le délai imparti, le maître d'ouvrage peut procéder au dépôt de la demande, en son nom, après l'en avoir informé, sauf en cas de décision motivée de ce dernier.

Si le titulaire désire cesser l'entretien de l'un de ses titres, l'abandonner ou retirer une demande, il doit en informer au préalable le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché et, à sa requête, lui céder gratuitement ses droits.

Après en avoir averti le maître d'ouvrage, le titulaire peut, en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, céder ses droits à un tiers, sous réserve que celui-ci s'engage à garantir les droits que le maître d'ouvrage tire du marché.

Pendant une période de vingt ans à compter de l'admission des prestations, le titulaire s'engage à informer le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché des perfectionnements apportés aux résultats, faisant notamment l'objet d'un titre de protection, accompagnés de toute la documentation y afférente.

6.4 Compétence juridictionnelle

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente

6.5 Dérogations au CCAG Travaux

Pour l'application des dispositions de l'ensemble des articles du CCAG Travaux 2021, les attributions du Maître d'Œuvre sont transférées au Maître d'Ouvrage et à son Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage lorsque le présent marché le prévoit.

Dérogations apportées au CCAG Travaux 2021 :

Article du CCAP	CCAG Travaux 2021 - Dérogation aux Articles
2.2.2.3	3.8, 10, 12, 14, 18, 19
2.4	4.1
3.6.3.7	12.2, 12.3, 12.4, 12.4.5, 55.1.2
3.6.6.2	14.2, 14.4
3.6.6.3	14.3
3.6.6.4	14.4
3.6.7	15.1
3.6.8.1	12.3.2
3.6.8.2	12.4.2, 12.4.3, 55.1.2, 12.4, 12.4.4
3.7.3	19.2
3.7.3.1	19.2.1
3.7.3.8	19.2.4

3.9.2	31.3
3.13.3	29.1.3, 29.1.4
3.13.6	34.1
3.14.2	41, 42, 43
3.14.2.1.1	41
2.14.2.1.2	41.5
5.2.1.2	50.2
5.2.1.4	50.1.1
6.2	52.1

7 ANNEXE 1 AU CCAP : ETENDUE DES PRESTATIONS

7.1 Etendue de conception

7.1.1 Etendue des études

Le Titulaire développe toutes les études de conception nécessaires à la parfaite définition et qualité des ouvrages, sous les aspects architecturaux, fonctionnels et techniques.

Ces études consistent en un développement de la conception à partir de l'avant-projet définitif,

Les études de conception, fondées sur le programme et l'offre mise au point ainsi que les prescriptions intervenues au stade du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage. Elles ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre,
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques,
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages,
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet,
- Fournir la décomposition détaillée de la partie « exécution des travaux » du prix global forfaitaire,
- Détailler le délai contractuel d'exécution du marché.

Le Titulaire réalisera ou fera réaliser les études géotechniques complémentaires utiles, telles que définies par la norme NF P 94-500.

7.1.2 Etudes soumises au visa du maître d'ouvrage

Une partie des études de conception doit être soumise au visa du maître d'ouvrage. Le Titulaire constitue à cet effet un dossier complet comprenant notamment :

- Les plans des niveaux, élévations, coupes, façades et abords extérieurs à l'échelle 1/50, inclus repérages des faux plafonds, revêtements de sol, cloisonnement, portes et tous ouvrages de second œuvre, implantation graphique des équipements ayant une incidence sur la volumétrie du local (meubles) et des équipements ayant des impacts techniques en raison de leurs caractéristiques (lave bassin, équipement des offices, etc.). Pour ces derniers équipements, ii établira une fiche d'interface par local avec identification des sujétions d'adaptation ;
- Les plans de détails à l'échelle 1/20 ou 1/10 ;
- Les plans des VRD et aménagements extérieurs à l'échelle 1/200 ;
- Les synoptiques des installations techniques ;
- Les plans des locaux techniques ;
- Les plans de chauffage, climatisation, plomberie, sanitaire, intégrant schémas généraux, bilans de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux à l'échelle 1/100 ;
- Les plans d'électricité courants forts et courants faibles incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages à l'échelle 1/100 ;

- Les plans des terminaux ;
- Les plans des installations des offices ;
- Les plans de phasage ;
- Les spécifications et descriptions techniques détaillées par corps d'état, pour tous les corps d'état ;
- Les notes de calculs justificatives des performances techniques pour tous les corps d'état ;
- L'étude de faisabilité des approvisionnements en énergie prévue par l'article R. 111-22-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- La notice de sécurité ;
- Le tableau des surfaces utiles des locaux, des surfaces dans œuvre et des surfaces hors œuvre nettes par niveau et par masse fonctionnelle ;
- Le dossier IEB comprenant une fiche par local. Cette fiche doit reprendre le numéro du local, la référence à la fiche de spécifications techniques de programme fonctionnel et technique, les éléments figurant dans la fiche programme complétés de tous les éléments nécessaires à la vérification de la conformité du local (type de porte, serrure, menuiserie extérieure et intérieure, appareillage électrique, plomberie, chauffage, etc.)
- La liste des matériels prévus au programme avec leur documentation technique (office, etc.)

La liste et les délais de réalisation des prototypes et ouvrages témoins nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages ne peut être précisément définie lors de la passation du marché. Aussi, pendant l'établissement des études de conception soumises au visa du maître d'ouvrage, le Titulaire définira, en concertation avec le maître d'ouvrage, la liste et les délais de réalisation des prototypes et ouvrages témoins à réaliser pendant l'étape de réalisation.

Celle-ci comprendra au moins :

- Une chambre individuelle avec sa salle de bain et son couloir attenant comprenant notamment le cheminement des différents réseaux et rappes d'accès technique ;
- Une trame représentative de façade.

Par ailleurs, le Titulaire devra fournir tous les éléments nécessaires à la mise en place éventuelle du contrat d'assurance de maîtrise d'ouvrage.

Les études de conception consistent, à partir de l'avant-projet définitif du programme fonctionnel et technique, en un développement de la conception des ouvrages.

Le Titulaire ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions prévues par le marché. Ainsi il informera au fur et à mesure l'assistant du Maître d'Ouvrage de toute adaptation qu'il lui semblerait pertinent d'apporter au vu des études développées. A l'appui de telles propositions, il fournira un dossier conforme aux spécifications demandées au présent CCAP. L'Assistant du Maître d'Ouvrage fera part de la position du Maître d'Ouvrage dans un délai précisé à l'article 3.7.1.1 du présent CCAP.

En cours d'études, le Titulaire soumet au Maître d'Ouvrage pour visa, avant poursuite des études, un dossier dont le contenu est précisément défini à l'article 7.1.2 du présent CCAP. Ce dossier doit être certifié conforme aux dispositions contractuelles par le Titulaire. Aucun visa ne pourra être délivré sur la base d'un dossier partiel ne répondant pas aux exigences minimales définies.

Le Maître d'Ouvrage vérifie que les documents transmis respectent les dispositions du marché, ce qui dans ce cas le conduira à délivrer son visa.

Le visa pourra :

- Ne pas être délivré : les raisons du refus seront explicitées, par référence aux dispositions contractuelles, et le Titulaire devra mettre son dossier en conformité et le soumettre à

nouveau au visa du maître d'ouvrage dans un délai fixé dans la décision de refus de délivrance du visa ;

- Être partiel dans le cas où la nature ou l'importance des observations que le maître d'ouvrage serait amené à formuler ne constituent pas un obstacle à la poursuite de l'exécution du marché, un visa partiel pourra être délivré, à charge pour le Titulaire de produire les éléments de réponses permettant la levée des observations ayant conduit à limiter le visa. Le délai fixé pour la remise de ces éléments figure dans la décision de délivrance du visa partiel ;
- Être délivré sans observation.

Les délais nécessaires à une reprise du dossier consécutive à la non-délivrance du visa ou à la délivrance d'un visa partiel sont réputés inclus dans le délai global d'exécution du marché.

Ces dossiers sont également remis à l'assistant du maître d'ouvrage, soumis au contrôleur technique, pour vérification de leur conformité au référentiel, au Coordinateur des Systèmes de Sécurité Incendie, et au coordonnateur SPS pour vérification de la bonne intégration des dispositions relatives à la sécurité et à la protection de la santé.

Il est précisé que, s'il l'estime possible sans porter atteinte à la cohérence et à la qualité de la conception, et s'il en a l'utilité pour favoriser une exécution rapide du marché, le Titulaire peut soumettre à l'avis du maître d'ouvrage un dossier partiel ne permettant pas la délivrance d'un visa. Ce dossier fera l'objet d'un simple avis du maître d'ouvrage, cet avis étant susceptible d'être infirmé au moment de l'examen du dossier complet soumis ultérieurement à son visa.

7.1.3 Conduite des études

Si le Titulaire souhaite apporter des adaptations au marché, il remettra à l'Assistant du Maître d'Ouvrage un dossier justificatif où il présentera :

- Les dispositions originales du marché ;
- L'adaptation proposée, sous forme descriptive et graphique ;
- La motivation de la proposition ;
- Les incidences sur le plan architectural, technique, financier et de délai ;
- L'avis du contrôleur technique, du coordonnateur SPS et du coordinateur SSI.

Si le Titulaire fait usage de cette faculté, il lui appartient d'initier les démarches correspondantes de telle sorte qu'elles soient sans incidence sur le déroulement des études, et notamment leur délai.

Le programme définit les équipements dont l'intégration dans l'Ouvrage est prévue mais dont la fourniture est hors marché. Le Titulaire devra identifier et recueillir pendant l'étape de conception, toutes les informations, notamment techniques, qui lui sont nécessaires pour assurer in fine la parfaite intégration de ces équipements.

La cohérence des pièces doit être parfaitement assurée, y compris entre pièces écrites et graphiques, toutes les pièces graphiques devant être établies selon un même stade d'élaboration.

7.2 Avant-Projet Définitif

L'avant-projet définitif a fait l'objet des prestations produites dans le cadre de la passation du marché.

Toutefois, certaines dispositions de cet avant-projet définitif peuvent ne pas convenir au Maître d'Ouvrage ou nécessiter une ou des mises au point.

Dans un tel cas, lesdites modifications devront être effectuées avant l'engagement des études de conception, sur la base d'une liste d'observations que le Maître d'Ouvrage aura remise au Titulaire

lors de la mise au point du marché. Les études de conception ne débuteront qu'après validation des mises au point sur l'avant-projet définitif rectifié.

7.3 Demandes d'autorisations administratives

La mission porte sur la totalité des autorisations administratives nécessaires au déroulement complet de l'opération.

Le Titulaire prépare toutes les demandes d'autorisations et les déclarations et les remet à l'Assistant du Maître d'Ouvrage pour vérifications puis signature du Maître d'Ouvrage.

7.4 Autres études de conception

Le Titulaire développera toutes les autres études de conception nécessaires à la parfaite définition des ouvrages préalablement au début de l'étape de réalisation des ouvrages.

Ces études comporteront au moins :

- Plans, coupes et élévations précisant les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux, produits et équipements, et les conditions de leur mise en œuvre (le niveau de définition des plans sera le 1/50, avec tous les détails significatifs de conception à des échelles variant de 1/20 à 1/2) ;
- Implantation et encombrement de tous les éléments de structure et de tous les réseaux et équipements techniques ;
- Dimensionnement et tracé des alimentations et évacuations de tous les fluides, intégrant l'organisation spatiale des ouvrages ;
- Description des ouvrages et plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;

C'est sur la base de ce dossier, que le Titulaire remettra au Maître d'Ouvrage un projet de décomposition détaillée de la partie « exécution des travaux » du prix global forfaitaire incluant, pour chaque corps d'état, un article par élément ou type d'ouvrage assorti de l'unité, du prix d'unité, de la quantité et du total.

7.5 Conduite des études

Si le Titulaire souhaite apporter des adaptations au marché, il remettra à l'Assistant du Maître d'Ouvrage un dossier justificatif où il présentera :

- Les dispositions originales du marché ;
- L'adaptation proposée, sous forme descriptive et graphique ;
- La motivation de la proposition ;
- Les incidences sur le plan architectural, technique, financier et de délai ;
- L'avis du contrôleur technique, du coordonnateur SPS et du coordinateur SSI.

Si le Titulaire fait usage de cette faculté, il lui appartient d'initier les démarches correspondantes de telle sorte qu'elles soient sans incidence sur le déroulement des études, et notamment leur délai.

Le programme définit les équipements dont l'intégration dans l'Ouvrage est prévue mais dont la fourniture est hors marché. Le Titulaire devra identifier et recueillir pendant l'étape de conception toutes les informations, notamment techniques, qui lui sont nécessaires pour assurer in fine la parfaite intégration de ces équipements.

La cohérence des pièces doit être parfaitement assurée, y compris entre pièces écrites et graphiques, toutes les pièces graphiques devant être établies selon un même stade d'élaboration.

7.6 Execution des travaux

7.6.1 Installations de chantier

Le Titulaire a la charge exclusive de toutes les installations nécessaires au chantier.

Outre les besoins qu'il détermine avec le coordonnateur SPS (en application du PGC) et en termes de bureaux de chantier, salle de réunion, vestiaires, réfectoire ou autres tel que définis au sein de l'article 3.13.5, il installera :

- Un bureau pour l'Assistant du Maître d'Ouvrage et le Maître d'Ouvrage ;

Il disposera d'un accès direct sur l'extérieur. Chaque local, d'une surface d'au moins 15 m², fermant à clef, sera équipé de mobiliers pour 2 postes de travail, de fauteuils et de deux chaises visiteurs par poste de travail, d'une table de réunion circulaire et de 4 chaises ainsi que deux armoires métalliques fermant à clef.

Chaque poste de travail disposera d'un bloc bureautique (3 PCN + 2 PCO + 3 RJ 45) et sera équipé d'un poste téléphonique numérique. Chaque bureau sera équipé d'une imprimante couleur et d'une prise permettant l'accès à un réseau internet 3G.

Les consommables des imprimantes seront renouvelés par le Titulaire à la demande du Maître d'Ouvrage ou de son Assistant.

7.6.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le Titulaire établit le calendrier détaillé d'exécution des travaux sur lequel il porte l'ensemble des tâches nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage avec leur enchaînement logique.

Outre l'ensemble des tâches par corps d'état, seront notamment identifiés :

- La réalisation des installations de chantier et ouvrages annexes ;
- Les études d'exécution et de synthèse ;
- La mise à jour des fiches IEB ;
- Les mises hors d'eau et hors d'air ;
- Les mises à disposition des locaux recevant du matériel hors marché mais dont l'installation doit se faire avant achèvement des travaux ;
- Les dates d'achèvement partiel ;
- L'achèvement des travaux ;
- Le procès-verbal établi par le maître d'œuvre dans le cadre des opérations préalables à la réception
- Les opérations préalables à la réception effectuées par le contrôleur technique, et celles organisées par l'Assistant du Maître d'Ouvrage, conformément aux stipulations du présent CCAP ;
- Le phasage de la réalisation des travaux (avec indication des dates de modifications d'installation de chantier).
- La commission de sécurité et d'accessibilité ;
- Tout essai et épreuve figurant au sein des pièces marchés ;
- Tout jalon et échéance figurant au sein du présent CCAP, du PTD, de l'Acte d'Engagement et ses annexes.

Le calendrier détaillé d'exécution doit s'inscrire dans le planning général d'exécution du marché, rendu contractuel.

7.6.3 Direction et surveillance des travaux

Cette mission a notamment pour but de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du contrat de travaux, sont conformes au dit contrat et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art,
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du marché,
- Établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du marché ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier,
- Informer systématiquement le Maître d'Ouvrage et son assistant sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses avec indication des évolutions notables.
- Réunion bimensuelle destinée à la maîtrise d'ouvrage

A cette occasion, le Titulaire établit et diffuse :

- Un document mettant en évidence l'état d'avancement des études d'exécution et de synthèse d'une part, des travaux d'autre part ;
- Le document de suivi des visas et avis sur les études d'exécution et de synthèse, à fréquence mensuelle minimale, délivrés respectivement par le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordinateur SSI, le Maître d'Ouvrage, tout assistant au Maître d'Ouvrage, avec remise de la copie de chaque VISA.
- Un document récapitulant toutes les modifications intervenues depuis le début de l'exécution des travaux, avec leurs incidences, à fréquence mensuelle minimale ;
- Un document faisant apparaître les perspectives du mois à venir ; avancement prévisionnel des études d'exécution et de synthèse d'une part, des travaux d'autre part, calendrier des réunions, calendrier des décisions.
- Réunions de chantier et présence sur le chantier
La fréquence des réunions de chantier sera d'au moins une fois par semaine.
- Journal de chantier
Y sont notamment mentionnés :
 - Les visites et constatations du Maître d'Œuvre ;
 - Les ordres de services donnés ;
 - Les conditions climatiques susceptibles de jouer un rôle dans le déroulement des travaux ;
 - Les visites inopinées, contrôles et constatations des autres intervenants.

7.7 Modification de la consistance des travaux

Quelle que soit l'origine de la modification, elle doit faire l'objet d'une fiche de travaux modificatifs établie par le Titulaire et comportant notamment les indications suivantes (modèle à valider avec l'Assistant du Maître d'Ouvrage pendant la préparation des travaux) :

- Numéro d'ordre ;
- Nature de la modification envisagée (description écrite et graphique) ;
- Origine de la demande (Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, contrôleur technique, coordonnateur SPS, coordinateur SSI, réglementation) ;
- Liste de toutes ses incidences sur le marché ;

- Avis du Maître d'Œuvre sur la modification ;
- Avis du contrôleur technique, et le cas échéant du coordonnateur SPS, sur la modification ;
- Évaluation de son impact financier détaillé et global (positif, négatif ou neutre) ;
- Évaluation de son impact sur les délais.

7.8 Ordre de service

Ils sont émis par l'Assistant du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage et pourront porter sur :

- La notification de la date de commencement des travaux ;
- La modification des délais ;
- La notification de prix nouveaux pour des ouvrages ou travaux non prévus ;
- La modification des prestations prévues par le marché (travaux en plus ou en moins, avec ou sans incidence financière, prestations intellectuelles complémentaires ou modificatives) ;
- La notification d'une décision de poursuivre du Maître d'Ouvrage ;
- Les avis et remarques du maître d'ouvrage sur les études de conception.

7.9 Gestion du contrat

7.9.1 Vérification des projets de décomptes

Le Titulaire utilisera pour la présentation des projets de décompte des documents types fournis par l'Assistant du Maître d'Ouvrage.

7.9.2 Vérification du projet de décompte final

Les dispositions relatives à la vérification des projets de décomptes s'appliquent au projet de décompte final.

7.10 Réception des ouvrages

Le Maître d'œuvre (du groupement de conception/réalisation) dresse un procès-verbal de ces opérations dans lequel il mentionne :

- Les imperfections et malfaçons constatées ;
- Ses observations sur le plan qualitatif ;
- Les écarts constatés entre les prestations contractuelles et celles réellement exécutées ;
- Les essais réalisés et leurs résultats.

Ce procès-verbal est remis au Titulaire, avec copie à l'Assistant du Maître d'Ouvrage.

Il contiendra l'ensemble des procès-verbaux d'autocontrôle de mise en service rédigés par le Titulaire.

Le Maître d'Ouvrage doit par ailleurs disposer, dès sa prise de possession des ouvrages découlant de leur réception, du dossier des ouvrages exécutés (DOE), dont la constitution est définie à l'article ci-dessous, et du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) constitué par le coordonnateur SPS sur la base des éléments fournis par le Titulaire.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire organise les interventions de levée de réserves en tenant compte des contraintes définies au cahier des clauses administratives.

Le Maître d'Œuvre (du groupement de conception/réalisation) participe à ces opérations en contrôlant la levée des réserves, en mettant à jour la liste des réserves avec la date de levée

correspondante, en diffusant périodiquement cette liste, et en procédant à des visites régulières jusqu'à l'établissement d'un constat de levée de réserves qu'il proposera, sous couvert du Titulaire, à l'Assistant du Maître d'Ouvrage.

7.11 Dossier des ouvrages exécutés

Au plus tard lorsque le Titulaire avisera le Maître d'Ouvrage de la date d'achèvement des travaux, il lui remettra un dossier des ouvrages exécutés dont la constitution sera conforme au Programme Technique Détaillé Tome 2.

7.12 Garantie de parfait achèvement

La garantie de parfait achèvement couvre également les désordres non visibles ou détectables au moment de la réception et apparus postérieurement. Le Titulaire devra, sur la base de constatations des occupants ou de lui-même à l'occasion des visites régulières qu'il devra effectuer :

- Dresser un constat assorti de son avis ;
- Saisir sans délai le Titulaire concerné ;
- Veiller à ce que ce dernier intervienne dans le délai fixé et résolve correctement le problème, en traitant la source autant que les effets ;
- Informer précisément et sans délai le Maître d'Ouvrage de la situation.

7.13 Attestation de conformité

Le Titulaire doit l'obtention au profit du Maître d'Ouvrage toutes les autorisations et attestations nécessaires à la mise en service des installations et à la maintenance du bâtiment, et notamment (liste non exhaustive) :

- Les « consuels » de toutes les installations électriques ;
- Les certificats de conformité des différents concessionnaires (alimentation de la nouvelle construction)
- Les essais préalables à la mise en service, réalisés par des organismes agréés, des installations de levage
- Le PV du bureau de contrôle vierge de toute remarque
- La déclaration d'achèvement des travaux
- Le PV de la commission de sécurité
- Toutes les attestations, notamment les attestations de conformité PC etc.
- Etc.

8 ANNEXE 2 AU CCAP : GESTION DE LA DEMATERIALISATION DES FACTURES

8.1 Objet

La solution EDIFLEX est mise en œuvre pour le règlement de l'ensemble de la facturation émise par le Groupement pour les Phases 1 CONCEPTION et Phase 2 REALISATION.

Ce service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information est à la charge financière du Titulaire.

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but :

- De faciliter les délais et le circuit des documents afin que les services du Maître d'Ouvrage en disposent dans les meilleurs délais et que le Titulaire et ses cotraitants connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- D'éviter les litiges ou retards :
 - ✓ En sécurisant le calcul des montants financiers (respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
 - ✓ En standardisant la présentation des documents,
 - ✓ En permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- De réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

8.2 Parties concernées

Les parties ci-dessous désignées conviennent des dispositions arrêtées dans ce Chapitre :

- Le Maître d'Ouvrage ;
- L'ATMO (A2MO) ;
- Le Titulaire (Groupement de MGS de conception-Réalisation) ;
- La société SOLEO, gestionnaire du service ;
- La société Epicture.

8.2.1.1 Rôle de la société SOLEO

La société SOLEO propose et administre des solutions innovantes au service de l'efficacité des projets de construction.

SOLEO diffuse et administre la solution EDIFLEX :

- Met en place le paramétrage général de la solution
- Gère le paramétrage et l'administration fonctionnelle du chantier et des abonnés pour le compte du Maître d'Ouvrage (entreprises, marchés et conditions financières / avenants / Co et sous-traitance, etc...)
- Sur la base des choix du Maître d'Ouvrage, facture la quote-part du coût du service revenant à chacun des intervenants du projet

8.2.1.2 Rôle de la société EPICTURE

8.2.1.2.1 SERVICE EDIFLEX

La société **EPICTURE** exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,

- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée sont planifiées en fonction de l'intervention des entreprises,
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00) ; en dehors des heures de bureaux les abonnés peuvent émettre des messages électroniques qui sont traités dès réception pendant les heures de bureau.

8.2.1.2.2 QUALITE DE SERVICE

La société EPICTURE garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables de 7h à 20h (du lundi au vendredi, hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95%.

8.2.1.2.3 OBLIGATION DE DISCRETION

Les documents ou renseignements fournis par les abonnés au service, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement par la société EPICTURE sont couverts par le secret professionnel.

En particulier, aucune communication ne peut être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société EPICTURE s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

8.3 Modalités

Un contrat de service est mis en place entre la société SOLEO et le Titulaire. Il prend effet à la date de notification du marché.

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

8.3.1 Le Maître d'Ouvrage et/ ou l'ATMO

Il valide les DPGF du marché du Titulaire (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire des marchés).

Administrateur du service, il enregistre la fiche d'identité des intervenants.

Responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, éventuels travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct, formules et index de révision).

Il vérifie les situations de travaux du Titulaire.

8.3.2 L'ATMO

Il vise pour accord les DPGF, les bordereaux de prix vérifiés préalablement par le Mandataire du Titulaire.

Chaque mois, il vérifie les situations de travaux et d'études après contrôle par le Mandataire du Titulaire.

8.3.3 Le mandataire du Titulaire

Il consulte les conditions financières de chaque partie de son marché puis enregistre sur écran les DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) correspondant à la décomposition de son marché initial et des éventuels avenants ou travaux modificatifs.

Il présente ses situations par saisie des avancements des études et travaux et des montants à payer aux cotraitants et sous-traitants.

Si nécessaire, il signe les documents papier « Attestation de Paiement Directs » concernant les cotraitants et sous-traitants.

Dans le cas d'un groupement, chaque cotraitant dispose d'un accès au service.

L'entreprise mandataire du Titulaire en groupement conjoint vérifie les situations présentées par ses cotraitants.

8.3.4 Dates de saisie des données

- Saisie du marché du Titulaire par l'ATMO dans les 10 jours suivant la notification du marché ;
- Mise au point des DPGF du Titulaire en liaison avec l'ATMO, puis saisie des DPGF ou des bordereaux de prix dans les 25 jours suivant la notification du marché.

Facturation des honoraires et situations de travaux :

- Le mandataire du Titulaire les présente sur les écrans du prestataire de service retenu pour la gestion du service « dématérialisé », suivant le calendrier établi en début d'opération avec l'ATMO ;
- L'ATMO les vérifie sur ce même gestionnaire de service au plus tard à J+8 ;
- Après l'ATMO, le maître d'ouvrage les vérifie et émet son " avis d'intention de payer " puis transmet les pièces justificatives au service « payeur » pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+50.

8.3.5 Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Les situations de travaux et d'études sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du marché jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant.

Les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de travaux et d'études archivées sur le centre serveur pour les éditer localement. C'est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (situations de travaux et décompte de la phase 2 Réalisation), pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés (Titulaire, Maître d'Ouvrage notamment) dans leur comptabilité selon les exigences légales.

8.3.6 Ouverture et fermeture du service

Le service est ouvert à partir de la date de notification du marché ; les abonnés sont alors convoqués à une séance de formation au service retenu (délai de convocation : 10 jours minimum).

Les codes d'accès et mot de passe sont remis aux participants lors de la séance de formation.

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

L'accès au service est fermé lorsque le Maître d'Ouvrage a validé et édité les décomptes de la l'étape 2 REALISATION telle que défini à l'article 2.3.2.1 du CCAP et qu'il a transféré les archives stockées sur le serveur vers son système d'information.

Cette date de fermeture du service est confirmée par courrier adressé par le Maître d'Ouvrage au Titulaire.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne sont plus disponibles sur le serveur.

8.3.7 Terminal d'accès au service

Pour accéder au service, l'abonné doit disposer d'un ordinateur avec accès à Internet et d'une adresse électronique de type « mail ».

8.3.8 Conditions générales d'utilisation du service

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier : elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

8.3.8.1 Authentification de l'abonné

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

8.3.8.2 Emission d'information

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service EDIFLEX.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

8.3.8.3 Réception d'information

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible.

Les validations, par un intervenant, des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent « accusé de réception » pour l'intervenant suivant.

8.3.8.4 Edition d'information sur support papier

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur peuvent nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte de la phase 2.

8.3.8.5 Convention sur la preuve

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article 109 du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, n'est produit.

En particulier, l'ensemble du Titulaire reconnaît explicitement que :

- Les attestations de paiement direct de ses sous-traitants, telles qu'éditées par le Maître d'Ouvrage à l'aide du service EDIFLEX, sont des documents qui l'engagent, sans nécessité d'une signature manuscrite par le mandataire du Titulaire dans la mesure où le montant des travaux base marché à payer au sous-traitant n'a pas été modifié par un tiers lors du contrôle de la situation présentée.
- Dans le cas contraire, la mention « après correction du montant des travaux base marché proposé par nous-mêmes » apparaît sur l'édition issue du service EDIFLEX avant la somme à

payer. Dans ce cas seulement, le mandataire du Titulaire doit signer le document pour accord.

- Sauf indication contraire par lettre recommandée avec accusé de réception, les paiements effectués aux sous-traitants par le Trésorier sur la base de ces documents ne sauraient donner lieu à contestation ultérieure dans la relation susceptible d'intervenir entre membres du Titulaire et ses sous-traitants, ceci pour tout marché passé avec le Maître d'Ouvrage et géré dans le service EDIFLEX.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises font foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société EPICTURE ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société EPICTURE.

8.3.9 Contrat de licence et de prestations de service

Sous 15 jours à compter de la notification du marché par le MOA, un contrat de licence et de prestations de service est conclu entre la société SOLEO (agissant en lien contractuel avec Epicture - prestataire du service EDIFLEX) et le mandataire du Titulaire à qui sont adressées les factures du service. Une copie en est adressée au Maître d'Ouvrage.

8.4 Facturation du service

Le service est pris en charge financièrement par le Titulaire.

Sous 15 jours à compter de la date de démarrage du marché formalisé par l'Ordre de Service n°01 par le Maître d'Ouvrage, un contrat de licence et de prestations de service est conclu.

La mise à disposition du service, son administration et la facturation correspondante sont assurées par la société SOLEO.

8.5 Tarification du service

La tarification du service est composée de :

- Un cout initial de 3 360 € HT qui comprend :
 - o Le paramétrage de l'ensemble des intervenants et des marchés.
 - o Une séance de formation initiale dans les locaux du Maître d'Ouvrage.
- Un abonnement mensuel au service de 1 150 € HT sur la durée des phases 1 et 2.
Ce tarif inclut le module d'interconnexion avec Chorus Pro pour répondre aux exigences réglementaires de dématérialisation.

Le tarif du service sera indiqué lors de la mise au point du marché et ajouté à l'offre contractuelle du Titulaire.

Coût des séances complémentaires de formation sur site : 915,00 € HT.

Coût des séances complémentaires de formation en ligne : 350,00 € HT.

Les prix sont révisibles selon la formule $P = P_0 (0,15 + 0,85 \text{ Syn} / \text{Syn}_0)$ avec :

- Syn = Indice Syntec
- Mois de l'indice de référence retenu : date de remise de l'offre finale du Titulaire.

La facturation démarre à l'ouverture du service et jusqu'à la fin du mois correspondant à la date de réception finale des ouvrages. Les factures sont émises, terme à échoir. Les factures sont payables par virement bancaire à 30 jours date de facture, net et sans escompte.

8.6 Conditions générales

L'abonnement au service comprend :

- L'ouverture des codes d'accès sur le serveur ;
- La mise à disposition des manuels utilisateurs, code d'accès et mot de passe ;
- L'assistance téléphonique pour l'utilisation du service EDIFLEX ;
- Le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur) ;
- L'archivage des informations sur le serveur durant le chantier.

Le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service :

- Terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet) ;
- Frais de télécommunications lors de la connexion au serveur.